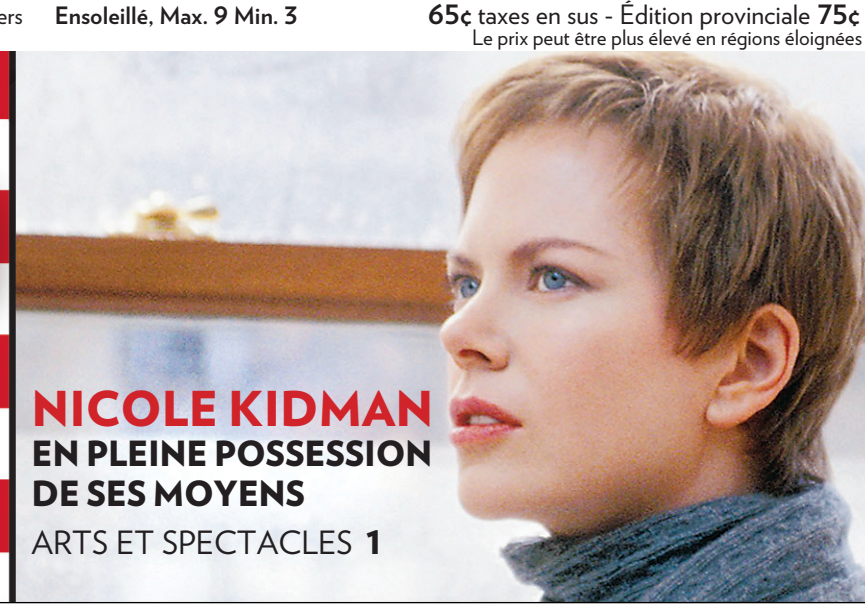
• Montréal vendredi 29 octobre 2004 Le plus grand quotidien français d'Amérique 121e année no 10 72 pages 5 cahiers Ensoleillé, Max. 9 Min. 3 65¢ taxes en sus - Édition provinciale 75¢
Le prix peut être plus élevé en régions éloignées

cyberpresse.ca
LA PRESSE

SECTION SPÉCIALE
PRÉSIDENTIELLE 2004
LE *GOVERNATOR* À LA RESCOUSSE
ISABELLE HACHEY
PAGE **A23**



NICOLE KIDMAN
EN PLEINE POSSESSION DE SES MOYENS
ARTS ET SPECTACLES **1**

ARAFAT TRAITÉ À PARIS

Selon un médecin, il souffre d'une anomalie sanguine potentiellement mortelle

MARC THIBODEAU

Le chef de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, sérieusement affaibli par la maladie, a accepté hier d'être transféré à Paris ce matin pour recevoir des soins médicaux d'urgence.

Des bulldozers s'affairaient en soirée à écarter les carcasses de voiture et les barils placés devant son quartier général à Ramallah, en Cisjordanie, afin de permettre l'arrivée de l'hélicoptère chargé de le transporter à Amman, en Jordanie. Le leader de 75 ans, confiné depuis décembre 2001 dans ce bâtiment dévasté, devait être transporté ensuite dans un appareil fourni par le gouvernement français.

La décision du transfert a été prise après que les autorités israéliennes eurent fait savoir qu'elles ne s'opposeraient pas au retour subséquent de M. Arafat dans les Territoires occupés. Par le passé, le gouvernement du premier ministre Ariel Sharon a indiqué à plusieurs reprises que le chef palestinien pouvait partir à l'étranger, mais que son retour ne pouvait être garanti.

›Voir **ARAFAT** en page A6



PHOTO HUSSEIN HUSSEIN, AP

Hier, les porte-parole de l'Autorité palestinienne ont diffusé une photo montrant Yasser Arafat amaigri mais souriant, arborant un bonnet de laine plutôt que le traditionnel keffieh. Il était entouré de plusieurs des médecins ainsi que de gardes du corps.

Le Palmarès des écoles secondaires plus que jamais dominé par le privé

MARIE ALLARD

Le cinquième Palmarès des écoles secondaires, rendu public hier, est plus que jamais dominé par le privé. Alors qu'en 2003, six écoles publiques avaient réussi à se hisser dans le top 50, il faut reculer jusqu'au 75e rang pour en trouver autant cette année. Seules 13 des 100 premières places sont occupées par des institutions publiques, et il s'agit essentiellement de programmes d'éducation internationale.

« Force est de constater que le secteur privé a en soi une valeur ajoutée, probablement parce qu'il a l'habitude d'être évalué par une clientèle qui peut aller ailleurs », a indiqué hier à *La Presse* Richard Marceau, coauteur du Bulletin des écoles 2004 et chercheur associé à l'Institut économique de Montréal (IEDM).

Huit établissements sont classés *ex aequo* au premier rang, grâce aux bons résultats de leurs élèves aux examens du ministère de l'Éducation (MEQ).

›Voir **ÉCOLES** en page A2

AUTRE TEXTE

Pas question de réduire les subventions aux écoles privées, dit le ministre de l'Éducation, page A3

Le chanteur Éric Lapointe a passé la nuit en prison

Il fera face aujourd'hui à des accusations de violence conjugale

SARA CHAMPAGNE

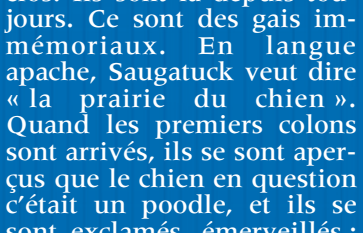
Le rockeur Éric Lapointe a passé la nuit dernière derrière les barreaux. Il devra comparaître aujourd'hui au palais de justice de Saint-Jérôme relativement à des accusations de violence envers une ex-amie de coeur. Il est question de voies de fait graves et de voies de fait ayant causé des lésions.

Cette affaire remonterait à deux ans, et les événements se seraient déroulés dans la région de Lachute. L'arrestation du chanteur survient à la suite d'une enquête de quelques mois qui aurait été menée par la Sûreté du Québec. Selon les premières informations, obtenues au compte-gouttes, la SQ a porté plainte au nom de la jeune femme, qui préférait ne pas ébruiter l'histoire de violence. Elle n'aurait eu qu'une liaison de quelques mois avec le rockeur.

Ironiquement, cette arrestation survient à quelques jours seulement du lancement du cinquième album de Lapointe, intitulé *Coupable*. Le lancement devrait avoir lieu en grande pompe le 1er novembre au Metropolis de Montréal. Parmi les titres de l'album, mentionnons *Crime* et *Fais un bum de toi, mais... reste là.* L'album devrait être en magasin le 2 novembre.

›Voir **LAPOINTE** en page A6

Bigoteries



PIERRE FOGLIA
BEN ET MOI AUX ÉTATS

SAUGATUCK, Michigan — Ben me fait la gueule. Il dit que j'ai fait exprès d'arrêter à Saugatuck pour l'embêter. Pas du tout. Comment aurais-je su que c'était un village gai ? On est en route vers Chicago, on s'arrête pour manger un truc dans un village au bord du lac Michigan et je tombe en amour avec le décor, hon ! C'est donc bien mignon ici. J'ai pris une chambre au premier motel. Machinalement, je ramasse un dépliant sur le comptoir et je m'aperçois que c'est écrit : *Midwest largest gay and lesbian resort complex*. Je vérifie dans le Lonely Planet qui confirme : *Saugatuck, popular destination for gays.* Tant pis. Trop tard.

Magnifiquement lové dans le delta que fait la rivière Kalamazoo en se déversant dans le lac Michigan, Saugatuck n'est pas un village gai comme le village gai de Montréal. C'est pas un enclos. Ils sont là depuis toujours. Ce sont des gais immémoriaux. En langue apache, Saugatuck veut dire « la prairie du chien ». Quand les premiers colons sont arrivés, ils se sont aperçus que le chien en question c'était un poodle, et ils se sont exclamés, émerveillés : des Indiens gais ! Il se trouve que les colons l'étaient aussi. Ils sont restés là, et tous ensemble, comme toujours les gais, ils ont ouvert des bed and breakfast. Saugatuck est full bed and breakfast. C'est pas une raison pour que Ben me fasse la gueule. On est juste de passage. Hier soir, on a couché dans un heartbreak motel avec des chaises en plastique rouge, en face, l'enseigne de Jerry-Auto-Parts a clignoté toute la nuit à travers les rideaux déchirés. Ici, changement de décor, l'Amérique, c'est pas comme tes cavernes qui sont toutes pareilles. Ce soir, on pourra aller manger à la Grenouille bleue, ou au Toulouse, ou au Berbère pervers.

›Voir **FOGLIA** en page A6

***Mon clin d'oeil* STÉPHANE LAPORTE**
« Je ne comprends pas pourquoi Arafat a refusé qu'on le soigne à Tel-Aviv. »
— Ariel Sharon

SOMMAIRE

Astrologie du jour	AFFAIRES 13
Bandes dessinées	AFFAIRES 10
Bridge	AFFAIRES 14
Décès	AFFAIRES 15
Feuilleton	AFFAIRES 10
Forum	A 18 et 19
Horaire cinémas	ARTS 6 et 7
Horaire télévision	ARTS 2
Loteries	A 14
Mots croisés	AFFAIRES 10 et SPORTS 12
Mot mystère	AFFAIRES 10
Observateur	AFFAIRES 11
Petites annonces	AFFAIRES 11 et AFFAIRES 2

Météo
Généralement ensoleillé, maximum **9**, minimum **3**, plus de détails en page SPORTS **16**

6 21924 98765 1





TU SERAS MES AILES À MOI
Profitez de nos bas tarifs exceptionnels et envolez-vous pour la destination de votre choix. Réservez maintenant!
Réservez sur **aircanada.com**
Téléphonez à votre agent de voyages, ou à Air Canada au 1 888 247-2262.
3214220A

ACTUALITÉS

Guerre de gangs de rue à Émard

SARA CHAMPAGNE

Antoine arbore plusieurs marques au visage. Son ami Mathieu a eu le doigt lacéré par un couteau. Se donnant des airs de fier-à-bras, les deux adolescents, accompagnés d'une trentaine de camarades de l'école Honoré-Mercier, se sont rendus au parc Garneau à la fin des classes, hier. Ils attendaient, prêts à se battre, les assaillants du surveillant de leur école du quartier Émard.

Mercredi, dans la cour de l'école, une quinzaine de jeunes se sont en effet attaqués à Alexandre Cyr, un surveillant. Le trentenaire a reçu des coups de couteau aux bras, aux côtes et au dos. Plusieurs assaillants proviendraient du quartier Saint-Henri.

« On ne se laissera pas faire », a lancé Mathieu, les mains dans les poches, le regard perçant. « On n'a jamais eu de problèmes de gangs de rue ici, ça ne va pas commencer aujourd'hui », a renchéri Antoine en recalant sa casquette sur sa tête.

La police, qui a patrouillé le quartier toute la journée hier, a eu tôt fait de disperser le groupe rassemblé dans le parc. Les agents ont même procédé à la fouille de quelques jeunes, puisqu'ils avaient obtenu des informations selon lesquelles l'un d'entre eux était armé.



PHOTO RÉMI LEMÉE, LA PRESSE ©

Des élèves de l'école Honoré-Mercier ont discuté avec des policiers, hier, dans un parc situé tout près de leur école.

Une peur normale

« Ils ont peur, c'est normal, et il faut les calmer », a expliqué Jean-Claude Leclerc, un patrouilleur qui connaît bien les jeunes du quartier. « Les gangs de rue cherchent probablement à agrandir leur territoire, c'est une question de contrôle de la drogue », a-t-il ajouté. (Voir autre texte)

Des enquêteurs du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) ont procédé à l'arrestation de quatre adolescents hier. Trois sont accusés d'agression armée. L'un des jeunes est un élève de l'école Honoré-Mercier. Les autres pourraient être liés à des membres d'un gang de rue.

Aux abords de l'école, hier, la nervosité était palpable. Plusieurs parents déconcertés attendaient leurs enfants. Le propriétaire d'une résidence pour personnes âgées, Gérard Philippe, a raconté qu'il n'est pas rare de voir déambuler des « pu shers » dans le quartier.

« C'était calme depuis deux ans. J'espère que les problèmes ne recommencent pas », a-t-il dit.

Afin d'éviter un autre incident, les directions des écoles Honoré-Mercier et Saint-Henri ont décidé de se concerter hier en échangeant de l'information sur les jeunes. À l'école Saint-Henri, où plus de 1000 élèves de diverses origines ethniques se côtoient tous les jours, les rivalités sont omniprésentes.

« Nous sentions des rivalités entre certains groupes, mais pas à ce point-là. Disons que ça allait relativement bien depuis le début de l'année. Cet incident vient entacher l'année scolaire. Nous allons peut-être devoir suspendre des élèves à l'interne », a expliqué le directeur de l'établissement, Sylvain Auger.

À l'école Honoré-Mercier, une équipe post-traumatique était sur place hier. Des psychologues ont rencontré des enseignants et des élèves. La Commission scolaire de Montréal n'écarte pas la possibilité d'ajouter des caméras de surveillance dans la cour de l'école, qui en possède déjà une. « Il faut comprendre qu'il s'agit ici d'un incident isolé », a tenu à souligner le directeur de l'école, Luc Béliveau, ajoutant que son école est un endroit sécuritaire, où il n'y a jamais eu de problème avant.

Une dispute de territoire

SARA CHAMPAGNE

La lutte contre les gangs de rue est devenue une priorité pour la section du crime organisé du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), qui désire mettre sur pied une escouade régionale mixte. Depuis l'été dernier, une guerre violente et imprévisible fait rage dans le centre-ville de Montréal.

Trois gangs de rue se disputent le territoire. D'un côté, les Bo-Gars, un gang provenant de Montréal-Nord, aussi connu comme le « clan des rouges », les Bloods. De l'autre, les Syndicates, subalternes des Rockers. Puis il y a les membres des Crack Down Posse (CDP), le « clan des bleus », aussi connus comme les Crips. Ils proviennent en majorité de la communauté haïtienne.

Depuis une quinzaine d'années, les Bo-Gars règnent dans Montréal-Nord et les CDP dans le quartier Saint-Michel. Mais voilà : les Bo-Gars, le gang rival des CDP, continuent de lutter contre leurs ennemis pour conquérir de nouveaux territoires. Résultat : les CDP sont maintenant présents dans Saint-Henri, LaSalle, Pointe-Saint-Charles, et commencent vraisemblablement à infiltrer le quartier Émard. L'été dernier, ils se battaient pour obtenir le secteur des bars de la rue Sainte-Catherine, près du boulevard Saint-Laurent jusqu'à la rue Peel.

Les jeunes interrogés par *La Presse* hier sont unanimes. Les gangs de rue sont discrets, oui, mais de plus en plus présents et intimidants.

« Ils font du recrutement aux stations de métro. Il y a de plus en plus de taxage. Il ne faut surtout pas les regarder dans les yeux », a dit un jeune qui ne voulait pas s'identifier, de peur d'être agressé.

« Il y a de la drogue partout autour des écoles, on a qu'à tendre la main », a lancé un autre.

Mais la guerre entre les Bo-Gars et les CDP n'est pas la seule. Deux clans (les Downtown et les Uptown), composés majoritairement de jeunes de la communauté jamaïcaine, se disputent la Petite-Bourgogne, Pointe-Saint-Charles et Côte-des-Neiges.



Célébrons 25 ans d'excellence

CHÂTEAU D'IVOIRE

2020, rue de la Montagne • (514) 845-4651

3258756

Le Palmarès des écoles secondaires plus que jamais dominé par le privé

ÉCOLES
suite de la page A1

Parmi ceux-ci, on trouve six écoles privées francophones de la région montréalaise (les collèges Charlemagne, Jean-de-Brébeuf, Jean-Eudes, Regina Assumpta, Saint-Sacrement et le Pensionnat du Saint-Nom-de-Marie), un collège anglophone (Miss Edgar's & Miss Cramp's School) ainsi que l'École d'éducation internationale de Saint-Hubert (publique).

Il faut descendre jusqu'au 75e rang pour trouver une école publique régulière, la polyvalente Horizon-Blanc de Fermont. À la Commission scolaire de Montréal (CSDM), la dégringolade est frappante. Sur 25 écoles secondaires, seules cinq n'ont pas reculé par rapport à la moyenne de 1999 à 2003. En un an, l'école Georges-Vanier est passée du 219e au 343e rang et l'école La Dauversière, du 280e au 369e rang...

Désaccord

La CSDM a refusé de commenter la situation. « La plus importante commission scolaire du Québec est en désaccord avec la parution d'un palmarès qui place en rang d'honneur et compare des écoles qui sélectionnent leurs élèves avec celles qui sont ouvertes à tous », a fait valoir la CSDM dans un communiqué.

La Commission scolaire de Laval (CSDL), dont l'école d'éducation internationale arrive au neuvième rang, a aussi dénoncé l'exercice. « Il nous est difficile de pavoiser, parce qu'il s'agit d'un palmarès qu'on n'aime pas, a dit Yann Bernard, secrétaire général de la CSDL. Heureusement, nous avons pu faire valoir nos réticences depuis cinq ans. Le public ne prend plus ce palmarès pour du *cash*. »

« Personnellement, je pense que depuis que les écoles sont confrontées publiquement à leurs résultats, elles font des efforts pour s'améliorer, a observé M. Marceau. On a vu les écoles élaborer de nouveaux programmes, les commissions scolaires se lancer dans le marketing, bref prendre un *virage parents*. Mais il reste que changer une tendance lourde, ça prend du temps. »

L'histoire d'un succès

À Témiscaming, ville du nord-ouest du Québec située à trois kilomètres de l'Ontario, l'école G.-Théberge a retroussé ses manches. L'établissement, qui ne compte que 155 élèves du secondaire, a fait un bond de 118 places pour se retrouver parmi les meilleures écoles publiques. « J'ai eu la surprise de ma vie quand j'ai appris ça, a confié à *La Presse* Pierre Bérubé, directeur de l'école. Je n'ai pas fait de crise cardiaque, mais presque ! »

La recette de son succès ? L'arrivée, depuis trois ans, de jeunes professeurs à l'enthousiasme communicatif ainsi qu'une grande implication des parents. « À la remise des bulletins, leur présence frôle les 85 % », a souligné M. Bérubé. L'école n'hésite d'ailleurs pas à donner aux parents des commentaires sur chacun des élèves, avant la fin de la première étape. « Si on attend trop, on manque le bateau », a dit le directeur.

Le beau travail de 106 écoles est souligné par le Palmarès, qui leur attribue la note A pour « valeur ajoutée ». Parmi elles se trouvent les écoles publiques Lucien-Pagé, Père-Marquette et Joseph-François-Perrault, de Montréal. « L'une des écoles les plus marquantes est Marie-Anne, de la CSDM, qui a une note au-dessus de 4 (sur un total de 10) alors qu'elle accueille 100 % d'élèves en retard scolaire », a souligné M. Marceau.

L'équipe de l'IEDM aimerait mieux tenir compte des particularités de chaque école, mais elle se heurte au refus du MEQ de lui fournir davantage de données. « Nous donnons ce que nous avons sans aucune réticence, a répondu le ministre de l'Éducation, Pierre Reid. Nous ne pouvons cependant pas produire de données que nous n'avons pas, parce que ça demanderait du travail. Nos gens ont d'autres priorités. »

ACTUALITÉS

Pas question de réduire les subventions aux écoles privées

Le ministre Reid estime qu'il appartient aux parents de choisir

MARIE ALLARD

Le ministre de l'Éducation, Pierre Reid, n'envisage pas de réduire la subvention de 3600 $ par élève accordée aux écoles privées pour renflouer les coffres du public. « Je ne pense pas qu'on aurait intérêt à diminuer la qualité de l'offre faite pour l'éducation des enfants du Québec, a-t-il dit hier à *La Presse*. C'est un choix qui revient aux parents. »

Or, ce choix affaiblit l'école publique, selon la Centrale des syndicats du Québec (CSQ). Depuis 2001-2002, la clientèle des écoles secondaires francophones privées a fait un bond de 6000 élèves, alors que le réseau public en a perdu... 12 000. « L'érosion des élèves vers le privé a pour conséquence que les taux de diplômation sont en chute », a dénoncé Réjean Parent, président de la CSQ.

Haro sur le Palmarès

L'un des coupables est le Palmarès des écoles publié par le magazine *L'actualité*, selon M. Parent. « Cette opération nuit au réseau public, a-t-il dit. À force de tirer à boulets rouges sur une école, comment voulez-vous que son personnel et ses élèves ne soient pas démotivés ? »

La Fédération des commissions scolaires (FCSQ), qui a demandé à Québec, dès la rentrée, de cesser de subventionner le privé, est du même avis. « Le Palmarès est injuste pour les écoles publiques », indique André Caron, président de la FCSQ.

Le ministre s'est fait moins alarmiste. « Au privé, il semble y avoir eu une augmentation, mais ça ne m'inquiète pas outre mesure, a-t-il répondu. Nous sommes au début d'une période où l'information sur les écoles est rendue disponible par le ministère de l'Éducation (MEQ). Je vous prédis que plus les parents vont savoir ce qui se passe dans nos écoles, moins il y aura de différenciation entre le privé et le public. »

M. Reid ne s'oppose au Palmarès, qui offre néanmoins des données incomplètes selon lui. « Si quelqu'un aime le hockey mais ne regarde que les statistiques dans les pages des journaux, il n'aura pas une bonne idée de ce qui se passe sur la glace, a-t-il illustré. Avant de choisir une école, il faut plutôt se demander si le climat correspond à ce qu'on souhaite pour son enfant. Chaque école a développé depuis quelques années une personnalité, si bien que ça vaut vraiment la peine de s'y intéresser. »

Des enfants au privé

Au moment de leur entrée au secondaire, les deux filles de M. Reid ont été inscrites au privé. « Mes enfants m'ont convaincu que leur choix d'école secondaire était le bon et je les ai suivies là-dessus », a-t-il expliqué. Après deux ans dans un collège privé de Sherbrooke, toutes deux ont toutefois décidé de retourner au public.

« Mes filles ont fait leur primaire au public, deux ans de secondaire au privé puis le reste au public, et elles ont très bien réussi leurs études », a-t-il dit.

Pour permettre à la population de s'informer sur les écoles situées à proximité de leur domicile, le MEQ a créé un nouveau site Internet, mis en ligne la semaine dernière. « Il y a des données de réussite, mises là en toute transparence, a souligné le ministre. Et avec le temps, il y aura de l'information qui va devenir de plus en plus complète sur ce qui se passe dans les écoles. »

Marc Blondeau, président et éditeur de *L'actualité*, a semblé apprécier cette initiative du MEQ. « On se réjouit du débat que le Bulletin provoque et des déblocages que cela entraîne au MEQ et à la Fédération des commissions scolaires, a-t-il dit. À chaque année, il y a un classement des meilleurs jouets, alors je ne peux pas croire qu'un classement des écoles secondaires ne peut être apprécié. »

Avec la collaboration de la Presse Canadienne



PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE ©

Fidèle à son habitude, le collège Jean-Eudes de Montréal figure au sommet du Palmarès des écoles 2004.

LES 10 PREMIÈRES ÉCOLES FRANCOPHONES PUBLIQUES DE L'ÎLE DE MONTRÉAL

Rang sur 456	Nom	Ville
12	École internationale de Montréal*	Westmount
22	Collège Saint-Louis*	Lachine
98	École Louise-Trichet*	Montréal
122	École Félix-Leclerc	Pointe-Claire
122	École Pierre-Laporte	Mont-Royal
127	École Saint-Georges	Senneville
140	École Dorval-Jean-XXIII	Dorval
147	Académie de Roberval*	Montréal
162	École Paul-Gérin-Lajoie	Outremont
171	Académie Dunton	Montréal

* Sélection des élèves à l'entrée

Source : Bulletin des écoles secondaires du Québec, 2004

LES 11 PREMIÈRES ÉCOLES DU QUÉBEC

Rang sur 456	Nom	Ville
1er ex aequo	Collège Charlemagne	Pierrefonds
1er	Collège Jean-de-Brébeuf	Montréal
1er	Collège Jean-Eudes	Montréal
1er	Collège Regina Assumpta	Montréal
1er	Collège Saint-Sacrement	Terrebonne
1er	École d'éducation internationale	Saint-Hubert
1er	Miss Edgar's & Miss Cramp's	School Westmount
1er	Pensionnat du Saint-Nom-de-Marie	Outremont
9e ex aequo	Collège Jean-de-la-Mennais	La Prairie
9e	Collège N.-D. du Sacré-Coeur	Montréal
9e	École d'éducation internationale	Laval

Source : Bulletin des écoles secondaires du Québec, 2004



PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE ©

L'école publique Pierre-Dupuy, de Montréal, est au 436e rang (sur 456) du Palmarès des écoles 2004. Il s'agit d'une chute de 15 places par rapport à sa moyenne entre 1999 et 2003.

ACTUALITÉS

Le ministre Couillard rappelé à l'ordre par les microbiologistes

Contrairement à ce qu'indiquait le ministre, la consommation d'antibiotiques au Québec est la plus faible au Canada

KARIM BENESSAIEH

Le Québec est loin d'être le champion canadien de la consommation d'antibiotiques, comme l'a soutenu cette semaine le ministre de la Santé Philippe Couillard. C'est même complètement l'inverse, a rétorqué hier l'association des microbiologistes du Québec : d'un océan à l'autre, c'est ici qu'on prescrit le moins d'antibiotiques.

Selon des données obtenues par l'Association des médecins microbiologistes infectiologues du Québec (AMMIQ), on comptait en effet 0,7 prescription par Québécois en 2003, le meilleur score au Canada où ce taux était de 0,8. Ces chiffres ne comprennent que les ordonnances faites à l'extérieur des hôpitaux, qui représentent tout de même de 80 à 90 % des ordonnances totales.

Il est donc douteux de prétendre, comme l'a fait le ministre, que l'« usage enthousiaste » des antibiotiques soit un facteur de l'épidémie actuelle de *Clostridium difficile* dans les hôpitaux québécois : cet impact est tout au plus « mineur », assure l'AMMIQ.

« Si on se compare au reste du Canada, on n'est pas si mal, note Karl Weiss, microbiologiste à l'hôpital Maisonneuve-Rosemont et responsable à AMMIQ. Nous sommes la province qui consomme le moins d'antibiotiques par habitants. Il y a place à l'amélioration, bien sûr, il y a une surconsommation. Mais on a quand même diminué la consommation de 7,6 % au Québec depuis 1995. »

La réduction au Canada a cependant été plus forte encore, reconnaît le médecin : elle s'est établie à 19,8 % sur la même période.

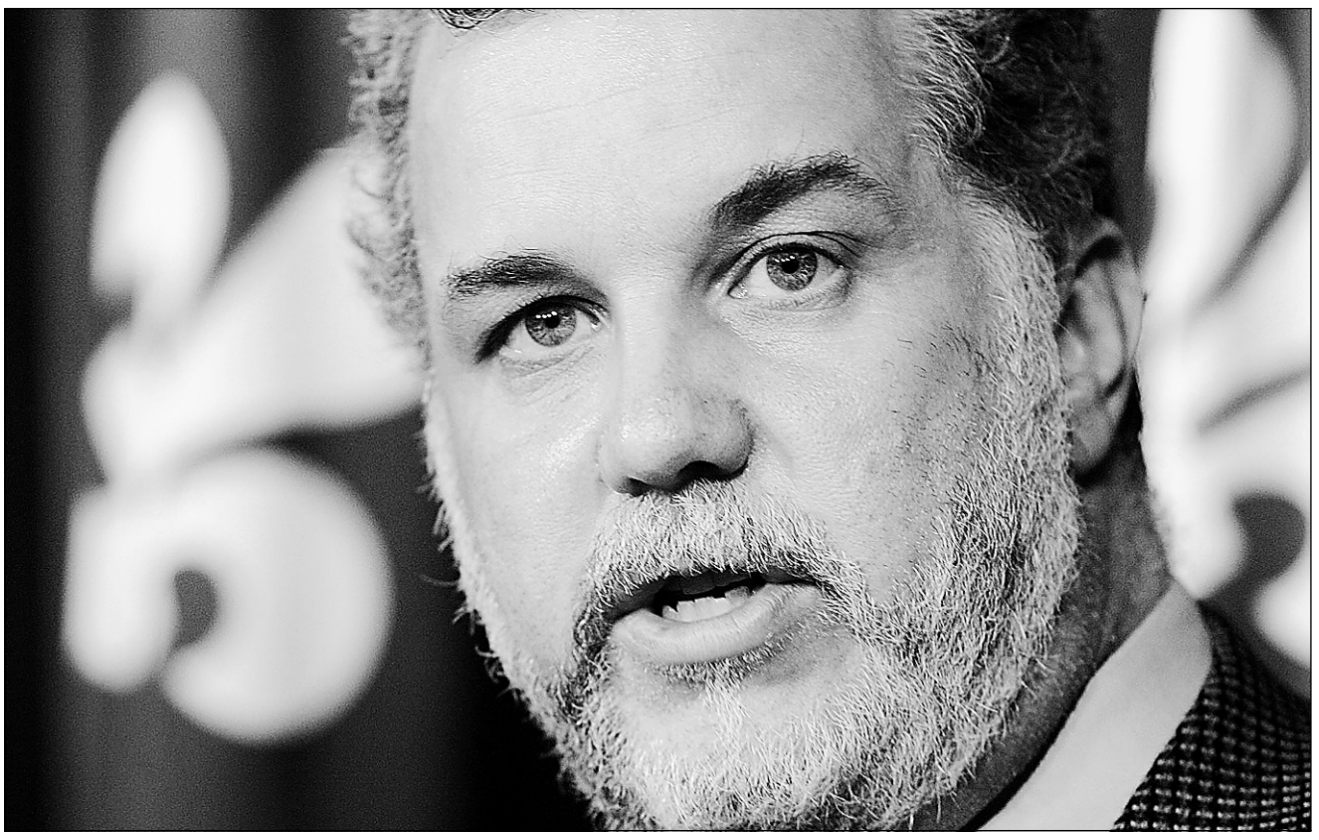


PHOTO JACQUES BOISSINOT, PRESSE CANADIENNE ©

Le ministre québécois de la Santé Philippe Couillard vient d'être contredit par l'Association des médecins microbiologistes infectiologues du Québec (AMMIQ).

Les statistiques de l'AMMIQ proviennent d'IMS Health, multinationale située au Connecticut et spécialisée dans la compilation de données pharmaceutiques aux quatre coins du monde. Elles ne tiennent pas compte des ordonnances rédigées dans les hôpitaux qui obéissent à une nomenclature différente. « De toute façon, l'immense majorité des antibiotiques ne sont pas prescrits à l'hôpital, mais à l'extérieur, explique le Dr Weiss. Pour vous donner une idée, le marché canadien de l'antibiotique en pharmacie est autour de 700 millions de dollars au Canada. Dans les hôpitaux, c'est autour de 90 millions. »

L'ajout des données provenant des hôpitaux ne changerait rien au portrait, croit le microbiologiste. « La façon dont on utilise les antibiotiques dans les hôpitaux, ça se ressemble beaucoup d'une province à l'autre. Il faut que les antibiotiques soient prescrits pour certaines indications, vous ne pouvez pas le donner pour tout et n'importe quoi. Mais quand vous êtes à l'extérieur, il n'y a rien qui vous empêche d'aller dans un bureau de médecin près de chez vous. Il n'y a pas de restriction. »

Si elle contredit le ministre Couillard, l'association des microbiologistes a tout de même accueilli avec « soulagement » son plan divulgué cette semaine. Par communiqué, elle a applaudi à la série de mesures qui devraient permettre une amélioration de la situation.

Au bureau du ministre à Québec, on s'est montré circonspect devant ce pavé lancé dans la mare par l'AMMIQ. Pour déclarer que le Québec était l'endroit où il se prescrivait le plus d'antibiotiques au Canada, M. Couillard « s'est basé sur une information obtenue lors de différentes discussions avec des gens de santé publique au fédéral », a expliqué son attachée de presse Cathy Rouleau.

Le comité sur les infections à l'hôpital fait ses recommandations

PRESSE CANADIENNE

Le comité sur les infections nosocomiales au Québec a finalement accouché hier d'une série de recommandations rappelant les règles pour lutter contre la bactérie *C. difficile.*

Il s'agit de règles déjà connues : isoler les patients atteints, mieux contrôler la prise d'antibiotiques, se laver les mains, porter des gants, désinfecter les lieux et le matériel.

De plus, on recommande de suivre les rapports du nombre d'infirmières par patients et d'affecter des infirmières à la prévention des infections — or, ces postes sont souvent les premiers supprimés lorsqu'il y a des restrictions budgétaires. De plus, il n'y a pas suffisamment de chambres privées pour répondre à tous les besoins dans tous les hôpitaux, surtout en période d'éclosion.

Ces mesures valent pour toutes les infections nosocomiales, dont la *C. difficile,* pour laquelle il y a actuellement éclosion dans certaines régions du Québec.

Ces recommandations constituent « une base » qui n'empêche pas les experts de chaque hôpital de recommander d'adopter des mesures plus rigoureuses encore, a pris soin de préciser le Dr Alain Poirier, directeur national de la santé publique.

FAITES LE BILAN
LA PRESSE AFFAIRES.com









YVES BOISVERT

La verrue sur le nez du ministre

Jacques Chagnon a une verrue au bout du nez. Ce n'est pas très joli. D'un autre côté, se la faire enlever est peut-être douloureux. Alors il l'endure. Il ne la regarde pas. Et à force de pratique, il ne la voit même plus.

Il est très content, maintenant. Dans sa tête, il n'a plus de verrue. Si vous lui dites : monsieur le ministre, qu'est-ce que c'est que ce vilain truc qui vous pousse au bout de l'appendice nasal ?

Il vous répondra que 29 % des mâles caucasiens de plus de 50 ans ont un peu ou assez de problèmes cutanés.

Oui, mais vous, monsieur Chagnon, vous personnellement, qu'avez-vous là, entre les deux narines ?

— Il faut regarder le problème dans son ensemble. Vous me parlez d'un incident isolé dont je ne suis pas informé. On ne peut pas résumer tout mon nez par une anecdote, un simple accident de parcours. D'ailleurs, je respire très bien. Saviez-vous que l'air contient près de 80 % d'azote ?

O.K., monsieur Chagnon, on vous demande uniquement de vous concentrer sur le bout de votre nez. L'apercevez-vous ? Est-il trop loin ? Voici des jumelles. Que voyez-vous ?

— 17 % de blanc, 8 % de bleu, 29 % de rouge, 12 % de beige...

Il n'y a rien à faire, il ne la voit pas.

Et pourtant, elle y est, elle ne veut pas partir, tout le monde la voit sauf lui : Kanesatake est une verrue en plein milieu du visage du ministre de toutes les polices du Québec. Comme elle l'a été pour tous ceux qui ont occupé ce poste avant lui.

Mais il n'y a rien à faire, il vous dira que tout se passe normalement à Kanesatake. Les citoyens portent plainte. Les policiers enquêtent. La justice suit son cours. Où est le problème ?

////////////////////////

Le problème est au plus haut niveau. Le problème est que les ordres sont de ne pas trop faire la police. La Sûreté du Québec, encore traumatisée par la mort du caporal Lemay en 1990 dans le raid raté contre la barricade de la pinède, puis par l'interminable siège à Oka, ne veut surtout pas avoir un autre drame, une autre crise, un autre mort sur les bras.

L'heure est à la police communautaire. La police minimum. Minimalement policière, maximalement communautaire. Circulation. Appels d'urgence. Mais surtout pas d'enquête un peu délicate.

Parlez-en aux enquêteurs de la SQ ou de la GRC. Si on faisait une carte des descentes policières de drogue des cinq dernières années dans la région, on verrait qu'il y en a eu tout autour de Kanesatake... mais jamais à Kanesatake. Curieux, n'est-ce pas, ce territoire totalement vierge de serres hydroponiques ?

Il ne manque pas de policiers de la SQ pour faire le travail. Mais les ordres sont de s'en tenir à ce qui ne cause pas de problèmes.

On a tellement peur, qu'on en est rendu à tolérer la création d'une sorte de police dissidente, la Watch Team. Ce qu'elle *watche*, aussi bien s'en rendre compte, c'est surtout la SQ. Il n'est pas rare que les patrouilleurs se fassent suivre, y compris sur le lieu d'une intervention après un appel. Elle ne *watche* pas Robert Gabriel, célèbre dissident, qui s'est fait arrêter mardi à la frontière avec 40 000 $ US. Il allait peut-être magasiner ou acheter des dollars canadiens, ça monte sans arrêt.

Imaginez un peu l'état d'esprit d'une victime d'acte criminel qui appelle la police et qui voit débarquer la Watch Team, dans un village où tout le monde se connaît. Encourageant, non ?

« On n'a pas de liens avec eux, on ne fait pas d'interventions communes, mais on parle à tout le monde, c'est un petit milieu, des fois ils sont présents », explique-t-on à la SQ.

Il y a des limites à accepter l'indéfendable au nom de l'autonomie gouvernementale autochtone. D'ailleurs, personne ne défend cette idée, ce n'est pas du tout de cela dont il est question. Si Québec respectait le droit des Mohawks de se gouverner eux-mêmes, James Gabriel serait de retour dans ses fonctions et il n'y aurait pas de « dissidents » qui tentent de contrôler illégalement le territoire.

Le mépris est précisément dans cette incapacité de rétablir un chef dûment élu et de répondre au sentiment d'insécurité de plusieurs Mohawks assez braves pour parler publiquement.

Pourtant, on ne répétera jamais assez combien James Gabriel est important. Il est la preuve que la majorité des Mohawks ne veulent pas se faire contrôler par quelques *bums* sous le couvert de nationalisme autochtone.

Oui, mais Gabriel a fait plusieurs erreurs dans ce dossier, il a agi avec précipitation, vous dira-t-on. Est-ce une raison pour pactiser avec les dissidents ?

////////////////////////

Il y a, depuis plusieurs semaines, des négociations interminables et impossibles entre les trois corps policiers — SQ, GRC, peacekeepers.

Comme il y a d'impossibles négociations entre tout le monde pour simplement s'accorder sur un mode électoral et la tenue d'élections. Le mandat de James Gabriel est en effet terminé depuis l'été ; il a été prolongé, mais on n'est pas capable de trouver le moyen d'organiser les prochaines élections.

N'est-ce pas merveilleux ? On a organisé les premières élections de l'histoire de l'Afghanistan, mais dans notre pays, on n'est pas capable de faire des élections dans ce qui est, électoralement parlant, une petite municipalité. Attention, on nous annonce des élections en Irak l'an prochain... vont-ils réussir avant nous ?

Il n'y a pas de solution magique à ce conflit policier qui est surtout politique, bien sûr. On ne peut pas demander à Jacques Chagnon de régler à lui tout seul des années d'incurie de Québec et d'Ottawa. C'est entendu.

Mais, à défaut de régler le problème rapidement, ce qui est tout de même son travail, on peut certainement lui demander d'exposer honnêtement le problème et son plan.

D'autre part, il y a des limites à la négociation quand la sécurité publique est en jeu. Et si ces négociations ont encore un sens, qu'au moins le ministre s'en explique. Qu'il démêle les intervenants crédibles des autres. La crise — qui se surajoute à toutes les autres — dure depuis presque un an. Un an que le chef a été expulsé, sa maison incendiée.

Après s'être lancé en public dans des théories mal digérées sur la violence « culturelle » autochtone, le même ministre qui nous dit qu'il n'y a pas de problème de sécurité publique à Kanesatake.

Il souffre d'un sérieux déficit de crédibilité. Parce que tout le monde la voit, sa verrue.

COURRIEL
Pour joindre Yves Boisvert
yves.boisvert@lapresse.ca

KANESATAKE

La police mohawk n'a pas la confiance des policiers de la SQ

JUDITH LACHAPELLE

S'il n'en tenait qu'au président sortant de l'Association des policiers provinciaux du Québec, les agents de la Sûreté du Québec entreraient à Kanesatake, mais n'en sortiraient plus. La police mohawk de Kanesatake (PMK) a commis trop d'erreurs pour mériter la confiance du président.

« La police mohawk n'est pas capable de faire ce qu'elle a à faire sur le territoire et le temps l'a prouvé », martèle Daniel Langlois, qui appuie les directions de la SQ et de la GRC qui se distancent du corps de police mohawk. Des résidants mohawks insatisfaits des patrouilles de la SQ ont réclamé mardi le retour de la PMK sur le territoire. Mercredi, la SQ et la GRC, tout en affirmant que la sécurité est assurée à Kanesatake, ont évoqué des relations difficiles avec la PMK.

Hier, le représentant des policiers de la SQ n'était pas tendre à l'endroit des agents mohawks. « Je vois l'agent Picknell (NDLR : l'un des agents mohawks à avoir dénoncé la situation) qui se promène avec des journalistes, qui identifie des caméras cachées un peu partout sur le territoire... On n'est pas fier de ça. Il met la santé et la sécurité des policiers en péril. On n'a pas posé ces caméras-là pour rien ! Et ensuite, les gens se lamentent parce qu'on ne fait rien. »

Chaque fois que les agents de la PMK ont tenté d'intervenir, la situation a mal tourné, dit M. Langlois. Il rappelle l'affrontement du 3 mai, où des policiers mohawks ont dû fuir les abords du territoire sous les jets de pierre de manifestants. « Et le chef qu'ils viennent de nommer, son historique est assez clair... » Terry Isaac, le nouveau chef de police, était notamment à la tête du détachement qui a pris d'assaut le poste de police de Kanesatake le 12 janvier dernier.

Daniel Langlois rappelle que les agents de la SQ affectés à la surveillance sont en mode « opération » par opposition à un mode « police de quartier ». « On n'est pas dans une situation comme dans n'importe quelle ville de la province. C'est spécial, il ne faut pas que personne ne fasse une erreur pour déclencher une autre crise et c'est sûr qu'on veut que les actes que les policiers aient à poser soient cautionnés par la direction. »

Qu'en est-il alors des résidants qui disent ne pas se sentir en sécurité ? M. Langlois soupire à l'autre bout du fil. « Moi, j'ai un peu de la misère avec ça. Je ne dis pas qu'ils sont ou qu'ils ne sont pas en sécurité. Il s'agit, supposément, d'une minorité qui provoque un régime de terreur sur le territoire. Pourquoi ne vont-ils pas au bout de leur démarche en donnant une déclaration, en identifiant ces gens-là, en fournissant des éléments pour que nos enquêteurs puissent les arrêter et porter des accusations ? »

Il donne en exemple les citoyens de Saint-Nicolas, près de Québec, aux prises avec un bunker des Hells Angel sur leur territoire. « Qui en est venu à bout ? La population, qui est sortie dans la rue et qui a dit qu'elle en avait assez. Si ces gens-là (à Kanesatake) en ont assez, pourquoi ne se regroupent-ils pas, et qu'ils fassent ce qu'ils ont à faire ? T'as le choix : ou tu as peur et tu endures, ou tu as peur et tu déballes ton sac. »

Selon Daniel Langlois, le jour où une force policière entrera pour s'installer à Kanesatake, elle ne pourra le faire seule, sans la collaboration de plusieurs autres corps de police. « Mais ce n'est pas demain la veille qu'on va rentrer là. Ça ne donnerait rien, on n'est pas rendu là. »



SUITES DE LA UNE

POUR NOUS JOINDRE *La Presse*, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à **nouvelles@lapresse.ca**

RÉDACTION (514) 285-7070 **commentaires@lapresse.ca**
ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453 **cyberpresse.ca/abonnement**
PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363 **petitesannonces@lapresse.ca**
DÉCÈS (514) 285-6816 **deces@lapresse.ca**
CARRIÈRES (514) 285-7320 **carrieres@lapresse.ca**

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de *La Presse* et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à *La Presse* sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien *La Presse* est publié et édité par *La Presse*, ltée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier. Président et éditeur.

Gangstérisme L'opposition aux Communes présente un projet de loi

La saisie des biens des escrocs pourrait être facilitée

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Détenant la majorité à la Chambre des communes, les trois partis de l'opposition unissent leurs efforts pour adopter un projet de loi visant à renverser le fardeau de la preuve dans le cas des individus reconnus coupables de gangstérisme, afin de faciliter la saisie de leurs biens.

Ainsi, il incomberait à ces mêmes individus, après avoir été reconnus coupables, de faire la preuve que les biens qu'ils possèdent ont été acquis légitimement et non pas grâce aux recettes du crime organisé. À l'heure actuelle, le fardeau de la preuve revient aux procureurs de la Couronne.

Cet amendement au Code criminel, s'il est adopté, permettrait aux divers corps policiers de lutter plus efficacement contre le crime organisé d'un bout à l'autre du pays, estiment le Bloc québécois, le Parti conservateur et le Nouveau Parti démocratique.

« Il s'agit d'une approche audacieuse contre les gangsters, mais aussi très équitable pour la population en général. Un bandit devra dorénavant prouver que son rythme de vie n'a rien à voir avec ses activités criminelles », a déclaré le député bloquiste Richard Marceau, qui a convaincu ses collègues Vic Toews (conservateur) et Joe Comartin (néo-démocrate) d'appuyer cet amendement au Code criminel.

Un individu reconnu coupable de gangstérisme devra donc justifier devant les tribunaux comment il a pu se procurer une maison en Floride, un appartement à Montréal, un chalet dans les Laurentides et deux voitures luxueuses tout en déclarant occuper un emploi au salaire annuel de 20 000 $, ont expliqué hier les trois députés en conférence de presse.

Cotler « ouvert » à l'idée

Le ministre de la Justice, Irwin Cotler, s'est dit « ouvert » à l'amendement proposé par les trois partis de l'opposition si les fonctionnaires de son ministère concluent que cela ne violera pas la Charte des droits et libertés.

« J'ai demandé à mes fonctionnaires d'étudier ce projet de loi. Je suis prêt à étudier cela et à appuyer leur démarche si cela peut nous aider dans notre lutte contre le crime organisé », a dit le ministre.

Cette initiative du Bloc québécois, du Parti conservateur et du NPD a été immédiatement saluée par l'Association canadienne de la police professionnelle (ACPP), qui représente quelque 54 000 policiers et policières dans toutes les régions du pays.

« Certains de nos membres avaient fait du lobbying en faveur du renversement de la preuve lorsque la Loi antigang a été adoptée il y a quelques années. C'est clair que cela faciliterait nos enquêtes. Nous voyons cela d'un très bon oeil et nous espérons que cet amendement sera adopté à la vitesse de l'éclair », a déclaré Sophie Roux, directrice des communications de l'ACPP.

Devant les journalistes, M. Marceau a souligné que d'autres pays ont déjà adopté une mesure semblable afin de donner à leurs corps policiers et aux procureurs de la Couronne de meilleurs outils pour lutter contre le crime organisé. Il s'agit de la France, de la Grande-Bretagne, de la Suisse et de l'Australie, entre autres. En outre, cette mesure s'inspire des recommandations faites par le Groupe d'action financière sur le blanchiment des capitaux (GAFI), organisme relevant de l'OCDE dont fait partie le Canada.

Le député Vic Toews, ancien ministre de la Justice du Manitoba, a soutenu que renverser le fardeau de la preuve ne violerait pas la Charte des droits et libertés, compte tenu que l'individu aurait déjà été reconnu coupable de gangstérisme et que la présomption d'innocence ne s'appliquerait plus. Il a soutenu que les biens saisis par l'État pourraient ensuite être utilisés pour accentuer la lutte contre le crime organisé.

« Ce projet de loi se justifie pleinement dans sa constitutionnalité et ne réduit en rien la portée de la Charte des droits et libertés. Il s'agit d'un outil supplémentaire à la disposition des policiers et de la Couronne, a déclaré M. Toews. La nature de plus en plus complexe du crime organisé nécessite des innovations qui vont le frapper droit au coeur », a-t-il ajouté.

Arafat traité à Paris

ARAFAT
suite de la page A1

L'annonce du départ du porte-étendard de la cause palestinienne est venue confirmer les spéculations des derniers jours sur l'importance de ses problèmes de santé. La source exacte de ces maux demeurait cependant inconnue hier.

Un médecin a indiqué à l'Agence France-Presse que M. Arafat souffrait d'une anomalie sanguine potentiellement mortelle pouvant être causée par « une infection d'origine virale, un cancer ou un empoisonnement sanguin ». Il a ajouté, sous le couvert de l'anonymat, qu'un transfert à l'étranger était nécessaire pour lui permettre de subir des examens supplémentaires et de recevoir les soins nécessaires.

Au cours des derniers jours, les porte-parole de l'Autorité palestinienne avaient cherché à minimiser la gravité de la situation en soulignant que M. Arafat souffrait de maux gastriques et qu'il était affaibli par le jeûne du ramadan.

Encore hier, ils ont diffusé une photo et une bande vidéo montrant un chef palestinien amaigri mais souriant, arborant un bonnet de laine plutôt que le traditionnel keffieh face aux caméras. Il était entouré de plusieurs des médecins accourus à son chevet au cours des derniers jours ainsi que de gardes du corps.

Sa femme, Souha, qui ne l'avait pas vu depuis quatre ans, est arrivé hier de Paris. Plusieurs hauts responsables palestiniens, dont le premier ministre Ahmed Qoreï, étaient également sur place.

M. Qoreï ainsi que l'ex-premier ministre Mahmoud Abbas, tous deux considérés comme des modérés, sont pressentis pour assurer l'intérim à la tête de l'Autorité palestinienne en l'absence de M. Arafat, qui n'a jamais cherché à préparer sa succession.

L'impact de la mort d'Arafat

L'impact de sa mort éventuelle sur la situation dans les Territoires occupés et sur le processus de paix, actuellement au point mort, faisait l'objet de beaucoup de spéculations hier dans les médias israéliens.

Le quotidien *Haaretz* relevait notamment que le remplacement de M. Arafat par un dirigeant plus modéré pourrait forcer le gouvernement d'Ariel Sharon à reprendre le dialogue avec l'Autorité palestinienne et à revoir le plan de retrait unilatéral de la bande de Gaza approuvé cette semaine par la Knesset. D'autres analyses évoquaient plutôt la possibilité d'une féroce guerre de succession dans les rangs palestiniens qui repousserait encore de plusieurs années la possibilité d'un règlement du conflit israélo-palestinien.

Le gouvernement d'Ariel Sharon, qui refuse de dialoguer avec Yasser Arafat en lui imputant la responsabilité des attentats menés en territoire israélien, a indiqué hier qu'il menait diverses « consultations sécuritaires au vu des derniers développements au sein de l'Autorité palestinienne ».

Des pays arabes limitrophes, comme la Jordanie, qui compte une forte population palestinienne, multipliaient aussi les rencontres de sécurité en vue de se préparer à d'éventuelles manifestations.

Les autorités américaines, qui réclament l'exclusion du leader palestinien du processus politique et appuient les démarches israéliennes en ce sens, se sont abstenues hier d'aborder les répercussions politiques qu'aurait sa mort éventuelle.

« Pour nous, il ne s'agit pas d'une question politique, mais du cas d'une personne qui a besoin de soins médicaux appropriés », a indiqué le porte-parole du département d'État, Richard Boucher. Les États-Unis souhaitent que M. Arafat « reçoive le traitement médical dont il a besoin pour recouvrer la santé », a-t-il ajouté, en précisant qu'il n'est pas « approprié » à ce stade de spéculer sur une succession du président de l'Autorité palestinienne.

Avec AFP, AP, Reuters, BBC, *Haaretz* et *Jerusalem Post*

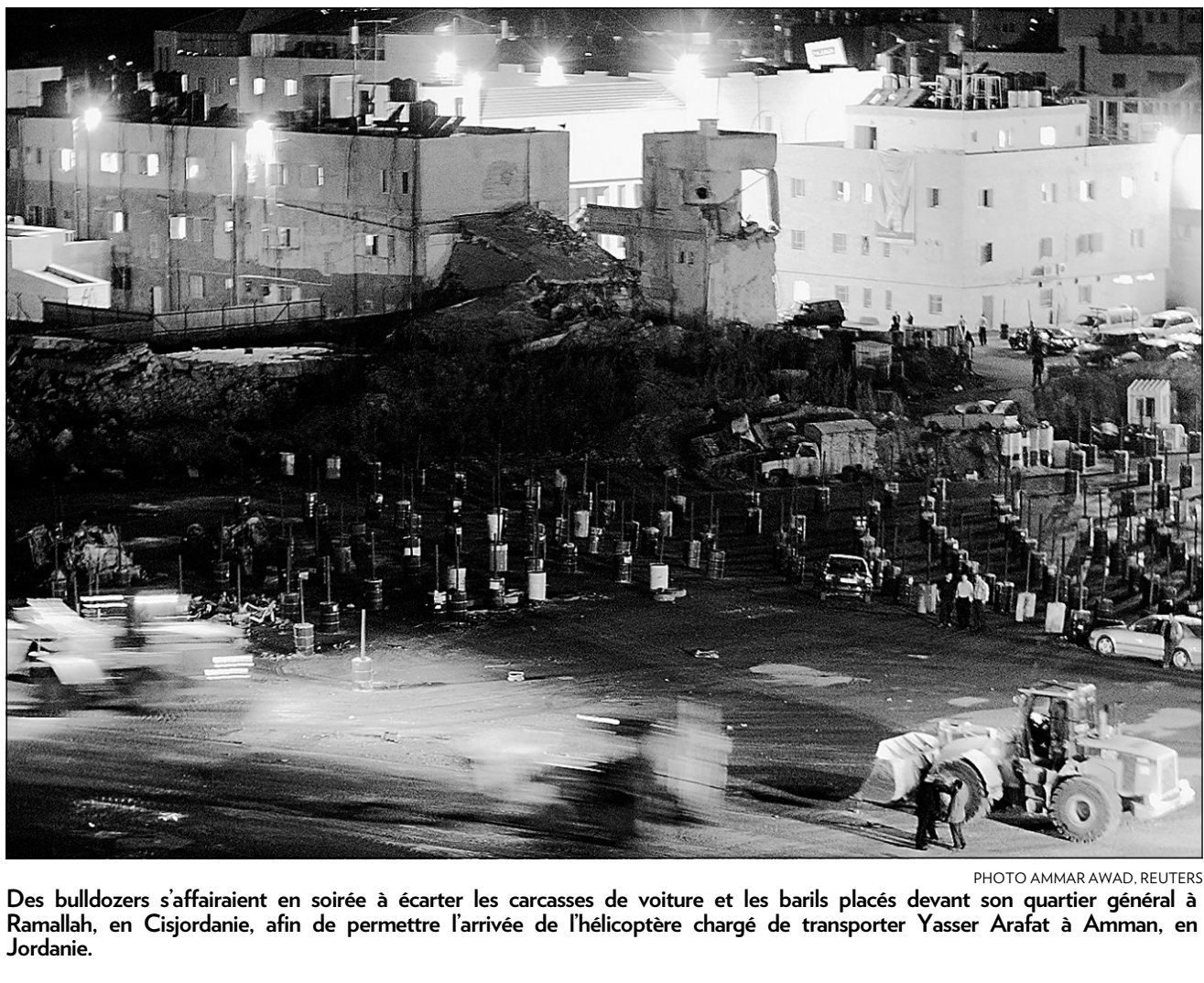


PHOTO AMMAR AWAD, REUTERS

Des bulldozers s'affairaient en soirée à écarter les carcasses de voiture et les barils placés devant son quartier général à Ramallah, en Cisjordanie, afin de permettre l'arrivée de l'hélicoptère chargé de transporter Yasser Arafat à Amman, en Jordanie.

Bigoteries

FOGLIA
suite de la page A1

Autre bonne raison d'arrêter à Saugatuck, le village est complètement Kerry. Ça fait du bien. Depuis qu'on est parti, on n'arrête pas de se farcir des Bush. Encore ce matin, cette vieille qui ramassait les feuilles dans son entrée à Big Rapids, on s'était arrêté pour lui demander où on pouvait déjeuner, j'en ai profité, montrant sa pancarte : vous allez voter Bush ?

Tu peux parier là-dessus ! Même si je suis démocrate. Et veux-tu savoir pourquoi ? Parce qu'on n'a jamais eu un candidat à la présidence aussi pro-avortement que ce Kerry. Comment peut-on laisser tuer des bébés qui ne demandent qu'à vivre ?

Les soldats qui meurent en Irak aussi ne demandent qu'à vivre, madame.

Les soldats, c'est leur choix. Les 4000 bébés qu'on assassine chaque jour dans les cliniques d'avortement de ce pays n'ont pas le choix.

Ce serait une campagne comme une autre sans cette bigoterie qui étouffe tous les débats dans les prières. Et c'est en cela, mon ami Ben, que le seul véritable enculé de ce village gai, c'est toi. C'est par bigoterie que t'as envoyé tes avions dans les tours du World Trade ; depuis, toutes les merdes sont arrivées, mais la pire, je te le donne en mille, non c'est pas l'Irak, l'Irak ça ne pouvait pas être pire, la pire c'est la bigoterie. Les évangélistes, les fondamentalistes chrétiens qui sont les talibans d'ici, vont reprendre le pouvoir le 2 novembre au nom de Dieu. Ils ont fait de l'ordre moral l'enjeu majeur de cette campagne. Tu vas reconnaître le discours, c'est le tien, mon vieux Ben : Vous êtes avec nous ou contre nous. Vous êtes pour le Bien ou pour le Mal. Vous êtes avec Jésus ou vous êtes avec les abortionnistes, les féministes, les gais, les lesbiennes, les intellectuels et autres païens.

Au local des démocrates, rue Lake, l'optimisme sonnait faux. Comme souvent les politiciens (et leurs partisans) qui s'apprêtent à perdre, Ken Terlip met tous ses espoirs dans les « undecideds », près de 8 % selon les sondages. « L'élection la plus importante de notre vie », dit-il entre deux téléphones de bénévoles qui rapportent des vols de pancartes.

On vous vole des pancartes ? Je croyais Saugatuck complètement acquise ?

Saugatuck oui, mais le comté, très rural, reste républicain. Quand on a ouvert cette permanence, on a lancé des oeufs dans nos fenêtres.

Qu'est-ce qui vous ferait le plus mal, advenant une défaite ?

La défaite ! Bush !

Trouvez-vous Kerry si rassurant ?

Je me fous de Kerry. N'importe qui sauf Bush.

Si les démocrates devaient perdre mardi prochain, peut-être bien qu'on pourra en trouver une explication dans ce « n'importe qui sauf Bush ». Mais s'ils gagnent ? me demandez-vous. Justement, ils ne gagneront pas.

En rentrant au motel, j'ai croisé Ben qui errait sur la *main*. Allez l'Arabe, arrête de bouder dans ta djellaba, on s'le fait ce couscous au Berbère pervers ?

Le chanteur Éric Lapointe a passé la nuit en prison

LAPOINTE
suite de la page A1

Le lancement de cet album est d'ailleurs annoncé à grands coups de publicité. On peut en effet voir, un peu partout à Montréal, des affiches géantes de Lapointe le montrant de dos, menotté.

Il faut dire que le chanteur de 35 ans n'en est pas à ses premiers démêlés avec la justice. En 2002, il avait été arrêté pour possession de drogue alors qu'il séjournait à Sosua, en République dominicaine — une affaire très médiatisée à l'époque.

Aucune accusation n'avait toutefois été portée contre lui. Selon les autorités policières, il avait en sa possession une petite quantité de cocaïne. Il avait été arrêté puis emprisonné à Sosua et à Puerto Plata après qu'un policier l'eut aperçu au moment où il effectuait une transaction avec un revendeur.

Après quatre jours de détention, le ministère des Affaires étrangères et le consulat du Canada avaient obtenu la libération du chanteur, évoquant des problèmes de santé et de sécurité.

Un autre événement a retenu l'attention : en septembre 2000, Lapointe avait été agressé au Centre Molson à Montréal lors d'un gala de boxe. Cinq individus avaient apparemment coincé le rockeur sous les gradins avant de le tabasser. Le chanteur avait refusé de commenter l'agression, affirmant qu'il ne connaissait pas personnellement les attaquants, pas plus que les motifs de l'agression.

Au cours d'une entrevue accordée à *La Presse* il y a deux jours à peine, Éric Lapointe a parlé des femmes qui ont toujours fait partie de sa vie. « Elles représentent mon côté féminin, qui est beaucoup plus développé que le côté macho, qui est plus de la frime que d'autre chose », avait-il confié à Nathalie Petrowski. Depuis deux ans, le chanteur partage sa vie avec une femme, Marie-Pier, âgée de 22 ans, dont il se dit follement amoureux.

Les jeunes libéraux du Canada font de la publicité audacieuse

CAROLINE TOUZIN

Posé au-dessus des urinoirs d'un bar voisin de l'UQAM, un panneau publicitaire montre deux jeunes femmes qui s'embrassent, elles-mêmes figurant sur un grand panneau comme on en retrouve en bordure des autoroutes. En arrière-plan, une montagne et le ciel, tous deux d'un gris terne. « Affiche tes préférences. Affiche-toi », dit le slogan. L'auteur de cette publicité : les jeunes libéraux du Canada section Québec.

Ils lanceront leur campagne publicitaire la semaine prochaine, mais des panneaux comme celui-ci sont installés depuis le 19 octobre dans quelque 125 toilettes de bars, cafés et centres de conditionnement physique de Montréal.

« C'est surprenant. Il y a une expression de modernité à laquelle les partis politiques, très conservateurs et parfois maladroits en pub, ne nous ont pas habitués », affirme le publicitaire qui a plus de 30 ans de métier, Jean-Jacques Stréliski.

Au bas de l'affiche, on peut lire : « Aide-nous à convaincre le gouvernement ». Sur l'autre, puisque les jeunes libéraux en ont conçu une deuxième, on voit à nouveau un gros panneau publicitaire montrant deux mains brandissant une pancarte sur lequel un X rouge a été tracé sur les mots *Star War* ainsi qu'un drapeau américain derrière. Il y est inscrit : « NON au bouclier antimissile : signe la pétition en ligne ».

Son créateur, Marc-André Gendron, âgé de 19 ans, est le vice-président politique de la Commission jeunesse du Parti libéral du Canada (PLC) section Québec. « J'ai choisi une façon percutante d'attirer l'attention des jeunes », explique le jeune homme qui vient de terminer un diplôme d'études collégiales en sciences humaines à Montréal.

Selon lui, l'aile jeunesse du PLC a besoin de montrer qu'elle a des valeurs progressistes. « Les jeunes croient que c'est seulement le Bloc et le NPD qui ont des valeurs progressistes au Canada », déplore-t-il.

La présidente de cette commission jeunesse, Brigitte Legault, explique que leur objectif est d'abord de se faire connaître. Elle a actuellement 7000 membres au Québec. « Peu importe la réaction, si les gens en ont une, c'est bien, car ils ne savent pas qu'on existe », dit celle qui est aussi directrice adjointe à l'organisation du PLC section Québec.

Sa commission a décidé d'annoncer haut et fort leur opposition au bouclier antimissile et leur appui au mariage entre conjoints de même sexe en raison de la place que ces deux enjeux ont pris lors de la dernière campagne électorale. D'autant plus que le ministre fédéral de la Défense, Bill Graham, s'est déjà prononcé en faveur du bouclier et que le premier ministre Paul Martin a donné le feu vert pour que le Canada entame des pourparlers avec les États-Unis sur le sujet.

M. Stréliski, actuel vice-président stratégie et formation chez Infopresse, qualifie les pubs de « campagne de recrutement très maîtrisée ». Les jeunes libéraux se positionnent comme une poche de résistance au sein du Parti, analyse-t-il. « Ils ne font pas des affirmations nécessairement en contradiction avec les idées du PLC, croit-il. Mais il doit y avoir seulement une minorité du parti qui est prête à afficher ses valeurs d'une façon aussi marquée. »

Le responsable des communications au PLC section Québec, Mario Poirier, a vu les deux annonces publicitaires avant qu'elles soient diffusées. Il n'avait pas un mot à dire sur le message, jure-t-il. « On leur alloue un budget d'opération, mais la Commission jeunesse le gère comme elle veut », explique-t-il.

M. Poirier affirme que certains membres du Parti sont mal à l'aise avec les deux sujets choisis. Toutefois, ce sera aux jeunes de défendre leurs idées aux congrès provinciaux et national, ajoute-t-il. La Commission jeunesse du PLC qui regroupe des gens âgés de 14 à 25 ans y détient le tiers des votes.

Cette campagne a coûté 10 000 $. Elle servira à appuyer leur tournée dans 40 cégeps et universités.

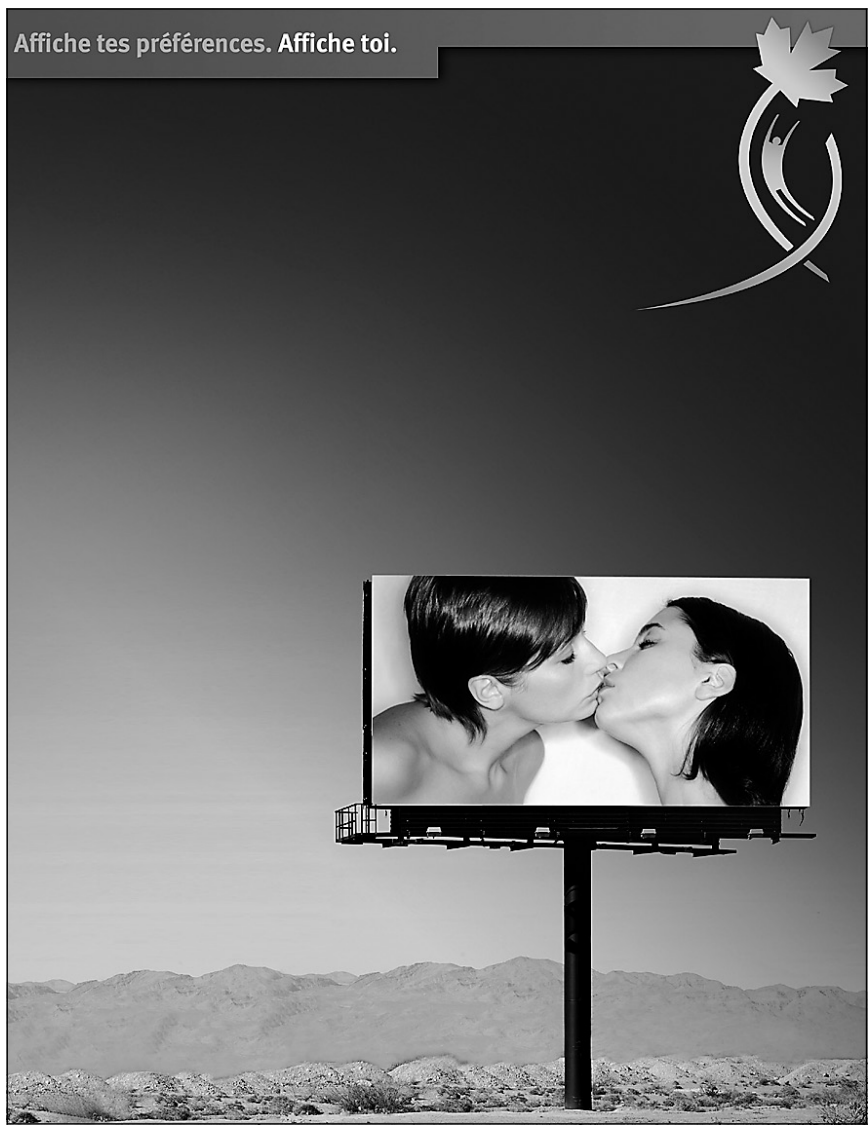


PHOTO FOURNIE PAR LES JEUNES LIBÉRAUX DU CANADA

« Affiche tes préférences. Affiche-toi », clame le panneau publicitaire montrant deux jeunes femmes qui s'embrassent. Cette campagne publicitaire qui sort des sentiers battus a été commanditée par les jeunes libéraux du Canada, section Québec.

Perte d'au moins 71 millions disent les cols bleus

SÉBASTIEN RODRIGUE

Le syndicat des cols bleus regroupés de Montréal affirme que la convention collective imposée par un arbitre prive les 6200 syndiqués de revenus allant de 71 à 88 millions par rapport aux autres employés municipaux qui ont obtenu une entente négociée avec la Ville.

Le syndicat a déposé hier une requête en Cour supérieure demandant la suspension immédiate de la nouvelle convention collective, invoquant notamment cet écart pécuniaire pour justifier le sursis. Le syndicat a d'ailleurs convoqué une conférence de presse aujourd'hui pour présenter l'étude d'une firme d'actuaires démontrant les pertes des cols bleus par rapport aux autres employés.

Le syndicat souhaite donc faire suspendre l'application de la convention collective jusqu'à ce que le tribunal rende une décision par rapport à une autre requête visant à annuler la sentence arbitrale. La requête pour sursis sera entendue le 2 novembre, tandis que la cause pour faire annuler la convention collective se retrouvera devant un juge le 11 novembre.

Dans la requête de sursis, le syndicat souligne à maintes reprises que l'arbitre Gilles Lavoie a « excédé sa compétence », notamment en étalant la convention collective sur six ans, en réduisant les salaires et les avantages sociaux ainsi qu'en acceptant la « meilleure offre » des deux parties.

En fait, l'arbitre a tranché largement en faveur de la Ville en ce qui concerne les salaires, la durée de la semaine de travail et le plancher d'emplois, ce qui a déplu au syndicat. L'administration municipale, qui a refusé de faire des commentaires hier, considère que la nouvelle convention collective doit s'appliquer.

Dans sa requête, le syndicat allègue également que les cols bleus subiront un « préjudice sérieux et irréparable » sans une ordonnance de sursis. Le syndicat fait valoir que plus de 4000 personnes subissent des modifications à la baisse de leur salaire et de leur avantages sociaux avec cette nouvelle convention collective, ce qui risque de bouleverser leurs revenus si la décision est renversée.

À propos de la modification de la semaine de travail, le syndicat soutient qu'il sera impossible de revenir en arrière si le tribunal invalide la décision de l'arbitre.

Rappelons que l'arbitre a imposé aux syndiqués une semaine de travail de 36 heures qui sera répartie sur un nombre de journées déterminé par les arrondissements et les services municipaux au cours d'une négociation locale devant se faire d'ici la fin de la semaine prochaine.

Dans sa requête, le syndicat mentionne à ce sujet qu'il lui est impossible physiquement de mener de front toutes ces négociations, au nombre de 32.



POLITIQUE

COMMISSION GOMERY

Chuck Guité témoignera sur la place publique

GILLES TOUPIN

OTTAWA – Pas de portes closes pour Chuck Guité au cours de son témoignage — possiblement la semaine prochaine — devant la Commission d'enquête sur le programme de commandites. L'ancien directeur du programme à Travaux publics, qui fait actuellement l'objet de poursuites judiciaires, devra répondre sur la place publique et sous l'oeil des médias aux questions des procureurs de la commission.

Ainsi en a décidé hier le commissaire John Gomery qui a notamment qualifié d'« interférence inacceptable à la présentation ordonnée des faits » la requête de M. Guité de remettre son témoignage après son procès criminel en Cour supérieure. Chuck Guité est en effet sous le coup de six chefs d'accusation de fraudes s'élevant à environ 2 millions de dollars dans le cadre du scandale des commandites. Ce procès devrait être normalement entendu au mois de janvier 2005 à Montréal et devrait durer de quatre à six semaines.

L'avocat de Charles Guité, Me Richard Auger, a reçu la nouvelle avec consternation. C'est une défaite majeure pour son client qui est soupçonné d'avoir joué un rôle central dans le programme fédéral de commandites de 250 millions de dollars dont 100 millions ont été versés en commissions douteuses à des agences de publicité proches des libéraux. Me Auger a laissé entendre que son client pourrait contester la décision du commissaire John Gomery en Cour fédérale. Encore là, rien n'a été décidé mais l'avocat reconnaît qu'il devra faire vite puisque Charles Guité devra témoigner sans doute dès mercredi prochain.

M. Guité alléguait que son procès devant une cour criminelle composée d'un juge et d'un jury ne pourra être un procès juste en raison du battage médiatique qu'entraînera son témoignage devant la commission Gomery. Il estimait qu'il sera impossible à la cour dans ces circonstances de trouver un jury impartial. C'est pourquoi il avait demandé le huis clos et l'interdit de publication.

Dans son jugement, le juge Gomery a tenu compte de trois considérations. « D'abord, a-t-il dit, c'est une enquête publique sur des questions d'importance nationale. Il est particulièrement important que le public canadien puisse suivre le déroulement de la commission et qu'il puisse lire les comptes rendus des médias sur le déroulement de la preuve. Puisque l'enquête est publique, il est plus important qu'il n'y ait pas de frein à l'accès des médias que s'il s'agissait, par exemple, d'une enquête du coroner ».

Le commissaire a rappelé également que les procureurs de la commission se sont engagés à ne pas interroger le futur témoin sur les contrats qui sont en cause dans son procès criminel. De plus, ce dernier ne sera aucunement contraint, devant la commission, à dire quoi que ce soit qui puisse l'incriminer ou qui puisse prédisposer le jury à le considérer comme coupable.

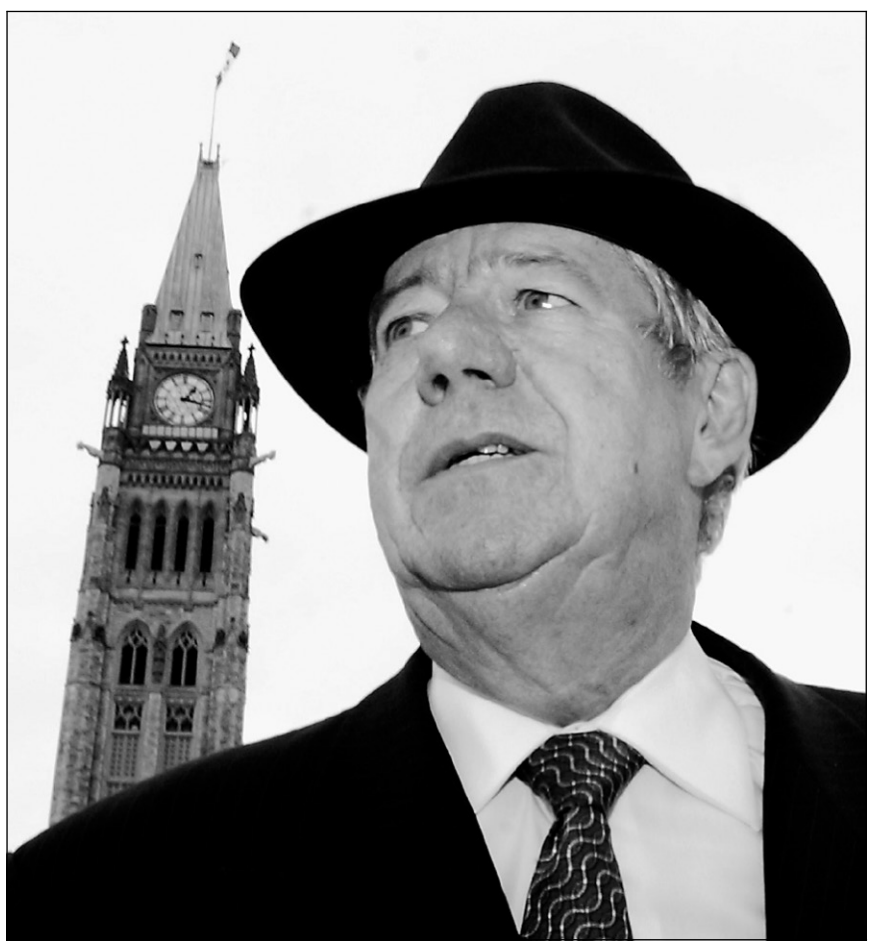


PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

Chuck Guité, qui a été le principal administrateur du programme de commandites jusqu'en 1999, ne pourra témoigner à huis clos devant la commission Gomery.

Enfin, le juge Gomery a souligné que M. Guité avait déjà témoigné en long et en large devant le Comité des comptes publics de la Chambre des communes, ce qui enlève beaucoup à l'effet-choc de son témoignage devant la commission. « La publicité concernant ses déclarations a déjà été faite, a dit le commissaire. Donc, le risque que cela affecte l'impartialité d'un jury est mince. Le dommage a déjà été fait et ne sera pas aggravé par le témoignage de M. Guité. »

L'interdit de publication et le huis clos ne sont pas nécessaires, a décidé le commissaire Gomery en s'appuyant sur la jurisprudence. Il affirme que les conditions d'un procès juste pour M. Guité en Cour supérieure existent en dépit de sa comparution devant la commission. Il ne croit aucunement que l'impartialité des jurés est menacée par le futur témoignage et il s'est dit assuré que le juge responsable du choix du jury à la Cour supérieure du Québec prendra toutes les précautions habituelles pour choisir des jurés qui n'auront pas été influencés par le tapage publicitaire qui aura entouré la comparution de l'accusé devant la commission.

« De plus, si j'acceptais de remettre le témoignage de M. Guité à la fin de février 2005, a conclu le commissaire, alors que la première phase de l'enquête sera pratiquement terminée, cela faussera la présentation des faits telle que préparée par les procureurs de la commission. Cela rendra difficile, sinon impossible, l'élaboration logique d'une preuve par les autres témoins qui ont traité avec M. Guité. »

Dans une autre décision, le commissaire Gomery a rejeté hier les demandes du Parti conservateur, du Parti libéral et du Bloc québécois d'un accroissement de l'aide financière qui leur a été consentie par la commission à titre d'intervenants. Les trois partis politiques ont soutenu le 20 octobre dernier que les sommes accordées par le juge Gomery dans sa première décision étaient « insuffisantes pour leur permettre de participer à l'enquête aussi pleinement qu'ils le souhaitent ».

Le commissaire a tranché hier en affirmant qu'il y avait malentendu quant au rôle de ces intervenants. Il a déclaré qu'ils avaient « méjugé la portée de leur participation à l'enquête » et qu'il convenait « de minimiser le fardeau de la commission sur le Trésor public ».

RENCONTRE CHAREST-FOX

Québec attend encore la permission d'Ottawa

MARIO CLOUTIER

QUÉBEC – À trois semaines d'une visite commune avec la France au Mexique, Québec attend toujours une réponse d'Ottawa pour savoir si le premier ministre Jean Charest pourra rencontrer le président mexicain Vicente Fox.

« La demande a été faite auprès d'Ottawa et nous attendons la réponse », a résumé laconiquement hier la ministre québécoise des Relations internationales, Monique Gagnon-Tremblay.

Mais ce voyage annoncé depuis 2003 ne sera pas le dernier, assure-t-elle. « C'est important que la France puisse accompagner le Québec dans un autre pays », dit-elle en précisant qu'un prochain périple visera probablement l'Europe.

Malgré un retard important sur la confirmation de la rencontre Charest-Fox, les préparatifs vont bon train pour l'ensemble du voyage. Lundi, M. Charest aura une rencontre privée avec les 100 entrepreneurs qui prendront part à la mission mexicaine.

Tel que rapporté par les médias, le malaise au sein du cabinet fédéral de Paul Martin au sujet de la rencontre avec le président Fox n'aurait pas créé de rebondissement entre les délégations québécoises à Paris et au Mexique et leurs vis-à-vis fédéraux.

« La préparation de cette mission se fait avec l'ambassade de France et du Canada à Mexico. Nous avons une très bonne collaboration », de souligner la déléguée générale à Mexico, Doris Girard.

Le délégué général à Paris, Clément Duhaime, confirme la « pleine collaboration de l'ambassade du Canada pour assurer le succès de cette première mission conjointe ».

Plusieurs entreprises québécoises importantes sont déjà au Mexique, dont Bombardier, Transcontinental, Quebecor et Desjardins, mais la mission de la mi-novembre se concentrera cette fois sur les PME.

Par ailleurs, l'émergence de la Chine comme puissance économique sur la scène internationale semble préoccuper le Québec, y compris dans ses occasions d'affaires au Mexique.

« La Chine nous fait mal, explique Mme Gagnon-Trembaly. Est-ce qu'on se croise les bras et on attend ? » demande-t-elle avant de répondre par la négative, en ajoutant que la Chine doit faire l'objet d'une stratégie bien planifiée.

Ainsi, le Québec se tournera résolument vers ce marché émergent de 1,3 milliard de personnes. La ministre des Relations internationales, qui en arrive, veut y amener le premier ministre Charest en mission économique en 2005.

« Le Québec peut être une tête de pont en Amérique extrêmement intéressante pour la Chine », estime Patrice Dallaire, délégué du Québec à Pékin, indiquant que la Chine veut investir de 200 à 300 millions de dollars américains au cours des prochaines années à l'étranger.

En 2005, Mme Gagnon-Tremblay veut également doter le Québec d'une nouvelle politique internationale, la dernière datant de 1991. Cet énoncé apportera une vision davantage économique et pourra signifier un redéploiement de ressources, notamment vers l'Asie.

Pas de troupes en Irak

PRESSE CANADIENNE

OTTAWA – Peu importe le résultat de l'élection présidentielle aux États-Unis, le Canada ne déploiera pas de troupes en Irak, a assuré le premier ministre Paul Martin.

Interrogé hier quant à savoir s'il dépêcherait davantage de militaires dans le cas d'une victoire du candidat démocrate John Kerry, la semaine prochaine, M. Martin a donné sa réponse habituelle. Les ressources militaires canadiennes sont tout simplement déjà utilisées, a-t-il laissé entendre.

« La raison pour laquelle nous avons pris cette décision au sujet de l'Irak est que nous sommes très impliqués en Afghanistan », a affirmé le premier ministre à la suite d'une réunion de son cabinet. « Nous sommes impliqués en Haïti. Nous avons l'intention de nous impliquer dans la question du Darfour. Et il y a une limite à nos ressources », a-t-il ajouté.

M. Kerry s'est présenté comme la personne la plus apte à diriger une coalition internationale en Irak et a reproché à George W. Bush de ne pas être parvenu à obtenir la participation du Canada, entre autres alliés.

EN BREF

Terre-Neuve blanchie

La Cour suprême du Canada a jugé que le gouvernement de Terre-Neuve a eu raison de suspendre l'application d'un règlement en matière d'équité salariale en 1991, en raison de la situation économique grave de la province à l'époque. Dans une décision unanime, la cour considère que la province ne pouvait rembourser les sommes dues aux travailleurs du secteur de la santé, en majorité des femmes, même si, ce faisant, il enfreignait leurs droits reconnus par la Charte des droits et libertés. Cette décision signifie que les gouvernements ont maintenant carte blanche pour faire passer l'argent avant la Charte des droits, a réagi Sheila Greene, principale avocate de l'Association des employés du secteur public de Terre-Neuve. La Cour suprême précise que la décision de suspendre la Charte des droits ne doit être prise que dans des circonstances exceptionnelles.

— Presse Canadienne

Design Louis George

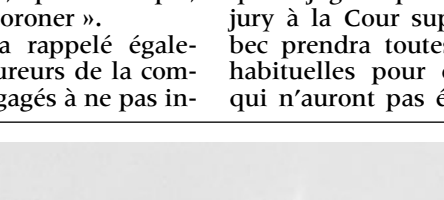
Solde

de meubles échantillons du plancher

Économisez jusqu'à 50 %

et même plus sur les prix courants.

Des réductions fort opportunes sur les recouvrements, meubles d'appoint, petits meubles, mobiliers de salle à manger et de chambre, lampes et articles de décoration.



Venez tôt pour un meilleur choix.

Le solde se termine le 6 novembre 2004

3268177

DESIGN LG Louis George

842-7711 Poste 347

OGILVY DEPUIS 1866 CINQUIÈME ÉTAGE Sainte-Catherine angle de la Montagne

ACTUEL TENDANCES

Tous les jours dans LA PRESSE

MEPHISTO

MARCHER DEVIENT UN PLAISIR



JOURNÉES MEPHISTO

VENDREDI 29 ET SAMEDI 30 OCTOBRE 2004

Le représentant sera sur place

CADEAU AVEC ACHAT!

LE MARCHEUR

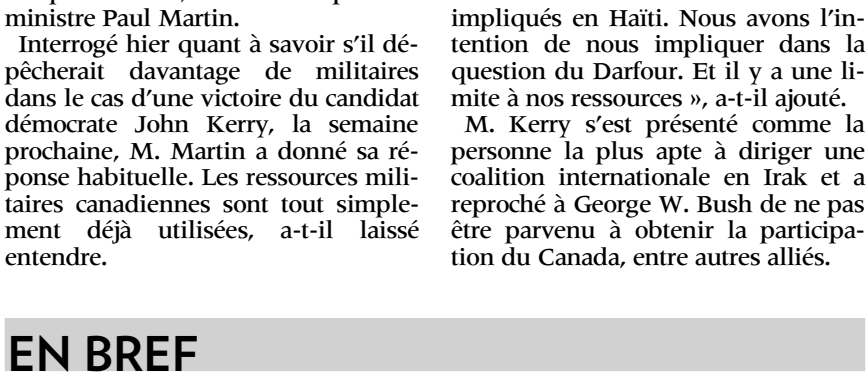
CHAUSSURES ET SANDALES DE MARCHE

4062 St-Denis, Montréal, Qc, H2W 2M5

Tél: 514-842-3007

3267661A

Matelas et oreillers suédois



APPLYING AMERICAN SPACE TECHNOLOGY

TEMPUR MATELAS ET OREILLERS SUÉDOIS

- Confectionné à partir d'un matériau unique, TEMPUR est un produit suédois approuvé par la NASA.
- L'un des 18 produits admis au Temple de la renommée de la technologie spatiale américaine
- Procure un sommeil plus profond, plus récupérateur en soulageant les points de pression.
- Idéal pour personnes stressées ou ayant des problèmes physiques (maux, articulaires, douleurs musculaires, etc.)

Comme si vous flottiez dans l'espace!

3252884

3268155

MULTI MATELAS

BOUTIQUE MULTI-MATELAS
527 Notre-Dame
Repentigny
Tél.: (450) 582-0637
Sans frais : 1-877-582-0637

Boutique Tout pour le dos
7-8780, boul. Saint-Laurent
Montréal QC
Tél.: (514) 383-1582
Sans frais : 1 800 268-1582
www.toutpourledos.com

Expérience Sommeil
8025, boul. Taschereau
Brossard QC
Tél. : (450) 445-1216
Sans frais : 1 877 NAHTAJO

CONFÉRENCE SUR LA PÉRÉQUATION

Québec espérait une manne fédérale plus importante

DENIS LESSARD

QUEBEC – Le Québec est « déçu » même s'il retire 477 millions de plus en péréquation cette année. Ainsi, la manne fédérale est en deçà de ce qu'espérait le gouvernement Charest, conséquence d'une performance économique supérieure aux prévisions.

Selon les informations obtenues par *La Presse*, la délégation québécoise à la conférence fédérale-provinciale sur la péréquation a reçu comme une douche froide les plus récents calculs de Finances Canada sur les disparités économiques entres les provinces. Les données préliminaires, disponibles à la conférence de septembre sur la santé, prévoyaient une augmentation de 656 millions de la péréquation pour le Québec grâce à la proposition fédérale de hausser de 8,9 à 10 milliards ces transferts. Ce montant figurait même dans le tableau que distribuait Québec à l'issue de cette réunion.

La mise à jour des données sur la croissance économique entre février et octobre a toutefois sabré près de 200 millions dans la part du Québec.

À l'Assemblée nationale, hier, la conclusion de la conférence sur la péréquation a de nouveau provoqué des échanges aigres-doux. Aux attaques du critique péquiste aux Finances, François Legault, le premier ministre Charest a répliqué par une déclaration de Lucien Bouchard en 1998. « J'ai été assez silencieux du côté des coupes fédérales du côté des transferts parce que moi aussi je comprenais qu'il fallait que le fédéral supprime son déficit. Je trouvais que c'était une politique qui était correcte », avait dit M. Bouchard, chef d'un gouvernement dont M. Legault faisait partie, a relevé M. Charest.

Le chef péquiste Bernard Landry a répliqué en taxant d'entêtement la volonté de M. Charest de « minimiser l'échec de l'entente sur la péréquation » au moment où le ministre des Finances, Yves Séguin, compare Ottawa à « Dracula qui veut notre sang ». Par la suite, ciblant M. Legault, M. Charest a invité le « député de Transylvanie » à expliquer les déclarations de son ancien patron, Lucien Bouchard.

« Si le ministre Séguin dit qu'on s'est fait saigner, c'est parce qu'il doit avoir une petite idée de ce qui est arrivé », de répliquer M. Legault. Pour le député péquiste, il est inexplicable que le ministre Séguin ne puisse préciser combien apportera au Québec l'entente sur la péréquation, alors que le lieutenant québécois de Paul Martin, le ministre Jean Lapierre, parle clairement de 411 millions. Toutefois, selon M. Séguin, il n'est pas question de lancer des chiffres qui n'auront pas au préalable été confirmés par une correspondance officielle du ministre fédéral des Finances, Ralph Goodale.

Par ailleurs, tant à Ottawa qu'à Québec, on indique qu'aucune décision n'est arrêtée quant à l'étalement sur 10 ans plutôt que cinq du remboursement d'une dette de 2,2 milliards du Québec envers le gouvernement fédéral. Québec doit retourner des montants de péréquation versés en trop. Les fonctionnaires fédéraux avaient évoqué cet adoucissement, mardi, mais ces discussions n'ont pas débouché sur une entente au niveau politique.

PLAN GOUVERNEMENTAL POUR L'EMPLOI

Le gouvernement Charest entend donner la priorité à la conciliation travail-famille

GILLES NORMAND



PHOTO PIERRE CÔTÉ, ARCHIVES LA PRESSE ©

Selon le ministre de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille, Claude Béchard, il est important de soutenir les familles en favorisant « une meilleure articulation entre la vie professionnelle et la vie familiale ».

QUÉBEC – La nouvelle approche gouvernementale en matière d'emploi passe par la conciliation travail-famille. C'est ce que reflétera le futur Plan gouvernemental pour l'emploi sur lequel planchent les fonctionnaires et qui vise à accroître la productivité économique afin d'assurer le maintien du niveau de vie des Québécois.

Prenant la parole devant les membres de l'Association des économistes québécois (ASDEQ), à Québec, le ministre de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille, Claude Béchard, a insisté sur la nécessité pour le Québec de se doter de nouveaux mécanismes de développement pour contrer notamment les effets de la diminution du nombre de jeunes à gagner le marché du travail et de l'avènement vers la retraite des baby-boomers.

« Compte tenu que les stratégies passées en matière d'emploi n'ont pas donné tous les effets attendus et aussi parce que la réalité évolue, il faut ajuster l'approche gouvernementale en matière d'emploi », a indiqué le ministre, ce qui l'amène à dire que « le moment est propice pour mettre de l'avant un Plan gouvernemental pour l'emploi » inspiré de la nécessité de soutenir les familles en favorisant « une meilleure articulation entre la vie professionnelle et la vie familiale ».

Ce projet, inspiré en partie par diverses intervention au Forum des générations tenu récemment à Saint-Augustin-de-Desmaures, est en cours de rédaction et poursuit trois objectifs, a précisé le ministre.

1) Améliorer les qualifications de la main-d'oeuvre et le développement continu des compétences ;

2) Attirer davantage de personnes sur le marché du travail, en particulier dans les catégories plus faiblement représentées en emploi, et assurer un volume de main-d'oeuvre suffisant dans chacune des régions du Québec ;

3) Contribuer au développement économique et régional et favoriser la croissance de l'emploi.

Quand il parle de catégories plus faiblement représentées en milieu de travail, le ministre Béchard pense d'abord aux travailleurs âgés, dont ceux qui le veulent pourraient être invités à demeurer plus longtemps sur le marché du travail ou encore exercer un travail occasionnel ou à temps partiel. Il cible également les prestataires de l'assistance emploi, les immigrants, les personnes handicapées et les jeunes parents, comme il l'a expliqué plus tôt.

Il a aussi affirmé qu'il faut se préparer à faire face aux effets du déclin démographique et « mettre en place les mesures qui permettront au Québec de maintenir sa prospérité et de poursuivre son développement ».

Toutefois, ce plan pour l'emploi, auquel collabore le ministre du Développement économique et régional et de la Recherche, Michel Audet, devra attendre le dépôt, avant la fin de l'année, de la politique de conciliation travail-famille, qui en constituera le coeur.

Le mandat confié aux ministres Béchard et Audet, à la suite du Forum des générations, est de mettre sur pied des stratégies d'action pour permettre aux entreprises d'accroître leur compétitivité, de faire face aux contraintes du nouvel environnement économique, au défi de la démographie et ainsi contribuer à la création et à la consolidation des emplois ; d'examiner l'impact des nouvelles réalités du travail, à la fois sur les entreprises et sur les travailleurs, et proposer des solutions ; d'explorer les façons d'assurer la croissance de l'emploi en misant sur l'innovation sociale et la gestion participative et, enfin, de proposer des façons de stimuler l'entrepreneuriat privé, collectif et social (économie sociale).

François Legault passe un mauvais quart d'heure

Pauline Marois réclame à nouveau une course à la direction au dernier caucus du Parti québécois

DENIS LESSARD

QUÉBEC – Un François Legault muet comme une carpe, une Pauline Marois frondeuse et une cohorte de députés pressés de prouver leur fidélité au chef Bernard Landry : bienvenue au dernier caucus du Parti québécois.

Le plus récent épisode des rencontres à huis clos des élus péquistes, mardi, fut l'occasion d'un procès en règle pour les deux principaux aspirants à la succession de Bernard Landry, François Legault et Pauline Marois, ont indiqué plusieurs sources à *La Presse*.

Une phalange de députés des régions semblait s'être passé le mot pour, dès le début de la réunion, attaquer les deux aspirants au poste de Bernard Landry, Pauline Marois et François Legault.

Même des députés carrément acquis à M. Legault jusqu'à tout récemment, Claude Boucher (Johnson), Serge Deslières (Beauharnois) et François Gendron (Abitibi-Ouest), ont joué les avocats de la défense pour M. Landry. Ces changements d'allégeance en ont surpris plus d'un au caucus. Normand Jutras, et surtout Rosaire Bertrand, se sont aussi portés à la défense de M. Landry.

À la fin de la longue et pénible rencontre, Mme Marois s'est levée pour prendre la parole pour soutenir, sans ambiguïté, que les événements récents la confortaient dans sa décision de réclamer une course à la direction du PQ, dès la fin août. Elle a affirmé qu'elle ne nuirait pas au vote de confiance auquel devra faire face M. Landry au congrès de juin 2005. Elle n'appuiera pas M. Landry toutefois, ce vote « c'est l'affaire de Bernard », a-t-elle lancé à ses pairs. « Son intervention était limpide ; elle ne cède pas un pouce », résume-t-on.

Aussi, elle a soutenu clairement qu'elle continuerait à faire valoir ses idées : « Je vais continuer à amener des idées et personne ne dira que c'est pour faire une course en coulisses, c'est clair, je l'ai dit publiquement que je voulais une course », a-t-elle lancé.

François Legault

La position de François Legault a été beaucoup plus équivoque. Bernard Landry a, avec une pointe d'ironie, relevé les déclarations du député de Rousseau à l'émission *Tout le monde en parle* . « J'ai regardé avec beaucoup d'intérêt le passage de François à l'émission. J'étais très heureux de voir que tu m'appuyais », a lancé M. Landry à son député, qui s'est contenté d'opiner du bonnet, sans expliquer son point de vue. « Landry l'a enfoncé bien comme il faut et il n'a pas réagi », a observé un témoin.

Bernard Landry, par ailleurs, a soutenu n'avoir jamais dit qu'il était favorable à un référendum dans la première moitié du mandat. « Il a affirmé que tout ce qu'il avait dit était parfaitement cohérent et que ce sont les titres des journaux qui étaient erronés », a confié un témoin, ironique. En fait, M. Landry a recommandé aux députés de ne plus parler aux journalistes.

M. Landry avait dit dans son discours, au conseil national de Sherbrooke, qu'il était favorable à un référendum « le plus vite possible », puis, dans un point de presse il s'était dit « d'accord » avec la proposition du comité exécutif du PQ (qu'il préside) pour un référendum « dans la première moitié du mandat ». Les députés péquistes n'étaient pas au bout de leurs surprises, mardi. Leur confrère de l'Assomption, Jean-Claude Saint-André, perçu comme un indépendantiste pur et dur, s'est dit d'avis que le programme du PQ ne devrait pas préciser d'échéance pour la tenue d'un référendum. « Il faut être plus réaliste », a laissé tomber l'ancien conseiller de Jacques Parizeau.

Quant au député de Borduas, Jean Pierre Charbonneau, il y est allé d'une de ses sorties percutantes. Sur l'échéancier référendaire, une question importante, il est pour le moins étrange que le comité exécutif du Parti québécois arrive avec une position qui soit différente de celle du chef du parti, a relevé le député de Borduas.

Prochain épisode... mardi prochain.

ACTUALITÉS

Réduction des gaz à effet de serre

Le Québec bon dernier au Canada en 2002

CHARLES CÔTÉ

Le Québec a brûlé plus de mazout et les automobilistes ont consommé plus d'essence en 2002, ce qui a fait bondir les émissions québécoises de gaz à effet de serre (GES) de 5 % par rapport à 2001.

C'est la plus forte hausse jamais constatée et elle place le Québec au dernier rang des provinces canadiennes sur le plan de la lutte contre les changements climatiques en 2002, selon les dernières statistiques fédérales.

Selon Ottawa, le secteur qui a le plus augmenté ses émissions est le transport aérien intérieur, mais cette donnée est contestée par Québec. Les fonctionnaires fédéraux reconnaissaient hier que cette hausse était probablement le résultat d'une aberration statistique.

Pour les autres secteurs, toutefois, les chiffres d'Ottawa et de Québec concordent, selon Robert Noël de Tilly, directeur des politiques de l'air au ministère de l'Environnement. Et même en ne tenant pas compte du transport aérien, l'augmentation constatée au Québec est considérable.

Jusqu'ici, le Québec pouvait se vanter d'avoir diminué ses émissions de gaz à effet de serre depuis 1990, année charnière du protocole de Kyoto. Ce n'est plus le cas.

« Entre 2001 et 2002, on est passé de moins 1 % à plus 4 % par rapport à 1990, dit M. Noël de Tilly. On ne s'attendait pas à ça. D'où l'importance d'arriver avec une bonne stratégie sur les changements climatiques. Actuellement, 12 ministères et organismes y travaillent. Nous devrions la présenter en 2005. »

Dans son ensemble, le Canada a augmenté ses émissions de 20 % depuis 1990 et de 2 % entre 2001 et 2002.

Chauffage au mazout

Au Québec, outre le transport aérien, la plus grande augmentation vient des bâtiments commerciaux et institutionnels. M. Noël de Tilly croit que la hausse du prix du gaz y a été pour quelque chose. En effet, pour une chaleur égale, le mazout émet plus de GES que le gaz. « Il y a beaucoup d'institutions, de grands bâtiments qui ont le choix entre le gaz et le mazout pour le chauffage », dit-il.

Il blâme aussi le boom de construction de centres commerciaux et de grandes surfaces. « On construit encore beaucoup de centres commerciaux chauffés au mazout », dit-il.

Le camionnage est le prochain sur la liste des plus fortes augmentations et cela s'explique par la multiplication des camions sur nos routes. « Le parc de véhicules lourds a doublé entre 1988 et 1998 et ça continue », affirme André Bélisle, de l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA).

Toutefois, si on additionne les augmentations de deux catégories, soit les « véhicules légers à essence » et les « camions légers à essence », qui comprend les VUS, l'augmentation des émissions des véhicules personnels en 2002 dépasse celle du camionnage. Sur une plus longue période, soit depuis 1990, c'est la catégorie des « camions légers à essence » qui a le plus augmenté ses émissions de GES, devant le secteur des bâtiments commerciaux et institutionnels. En revanche, les émissions totales des véhicules légers ont diminué depuis 1990.

Les augmentations constatées ne surprennent pas M. Bélisle, de l'AQLPA, qui souligne que le dernier plan québécois de lutte contre les changements climatiques visait les années 2000 à 2002 et qu'il n'a pas été appliqué. « On pouvait voir venir cela, dit-il. On n'a toujours pas trouvé de moyen de réduire les émissions dans le transport et on s'apprête à les augmenter dans la production d'électricité, avec la centrale de Bécancour. »

En août 2000, le gouvernement du Québec avait élaboré des douzaines de mesures qui auraient lancé la province vers l'atteinte des objectifs de Kyoto sur son territoire. Parmi elles, notons l'ajustement des droits d'immatriculation selon la consommation d'essence, un programme de redevance-remise à l'achat de véhicules neufs, l'inspection obligatoire des véhicules, la formation des camionneurs, l'investissement dans de nouvelles infrastructures de transport collectif. Aucune de ces mesures n'a vu le jour, sauf pour le prolongement du métro à Laval, dont les bénéfices sur le plan des gaz à effet de serre seront marginaux.

PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ

La grogne syndicale monte à nouveau

MARIO CLOUTIER

QUÉBEC – Sûrement mais lentement, la grogne syndicale reprend forme contre le gouvernement Charest. Toutes les centrales demandent à Québec le retrait pur et simple du projet de loi 61 qui crée l'Agence des partenariats public-privé.

Malgré un changement de stratégie depuis un an, les syndicats estiment que la vision du gouvernement Charest est la même, que ce soit avec les modifications à l'article 45 du Code du travail, l'an dernier, ou avec les PPP. Voilà un enjeu qui leur redonne une « cohésion naturelle », disent-ils, face à Québec.

Les syndicats ont tous dénoncé hier la décision gouvernementale de créer une agence avant même de débattre de la pertinence des partenariats public-privé.

« Le gouvernement met la charrue devant les boeufs, dit la présidente de la CSN, Claudette Carbonneau. C'est une agence qui va créer une véritable épidémie de PPP, la voie royale pour privatiser, une structure pyramidale ouvrant sur tous les copinages possibles. »

Soulignant que l'usage de PPP en Europe a représenté des dépassements de coûts importants, le président de la FTQ, Henri Massé, a accusé la présidente du Conseil du Trésor, Monique Jérôme-Forget, de vouloir s'en prendre aux services publics et aux employés de l'État.

« Ça nous choque parce qu'elle fait passer ses fonctionnaires pour une gang de *tôtons*. Les fonctionnaires suivraient mal leur affaire et les constructeurs seraient une *gang* de voleurs ! », a-t-il lancé au sujet du discours de la ministre libérale.

Le président de la CSQ, Réjean Parent, affirme que le gouvernement va laisser le Québec aux agents immobiliers et aux liquidateurs avec ce projet de loi, « le plus antidémocratique des 40 dernières années ».

Se référant au projet de centre de détention privé en Montérégie, M. Parent a souligné que « même le crime va devenir payant. Où sont les études de faisabilité de ces projets ? Pourquoi un tel empressement », a-t-il demandé.

« C'est que rien n'a changé », répond le président du Syndicat des fonctionnaires, Michel Sawyer. Le SFPQ a reçu comme une douche d'eau froide cette semaine les offres normatives du gouvernement pour le renouvellement des conventions collectives. Québec cherche à accroître la mobilité du personnel tout en éliminant certains avantages comme les stationnements.

« Je ne m'attendais pas à ce que le gouvernement abolisse la sécurité d'emploi, mais il joue néanmoins sur les modalités de sécurité d'emploi et c'est en ligne directe avec les PPP », pense M. Sawyer qui voit renaître une « cohésion naturelle » entre les syndicats, comme celle qui a amené 3000 manifestants en décembre dernier devant le parlement.

Par contre, les syndicats ne s'entendent plus sur le règlement préalable du dossier de l'équité salariale. En santé, les votes sur les nouvelles accréditations syndicales pourraient s'échelonner jusqu'à la fin de 2005. Et près de deux ans après la fin des contrats de travail, les négociations du secteur public sont loin d'être terminées.

« Il y a toujours des divergences d'opinion, mais en même temps sur le terrain, les gens qu'ils soient à la CSN, à la FTQ ou dans la fonction publique, ont les mêmes préoccupations face aux services publics », pense le vice-président de la CSN, Louis Roy.

Pendant que 300 membres de la FTQ installaient un immense cheval de Troie devant le parlement, hier, Henri Massé, a annoncé que les syndicats préparent ensemble de nouvelles manifestations, même s'ils ne se sont pas entendus sur l'opportunité de tenir un débrayage cet automne.

« C'est pas parce qu'on est pas toujours avec la CSN, la CSQ et la CSD qu'on est pas unis, dit M. Massé. On a eu quelques petits *chialages* sur la place publique, mais c'est fini. »

Ceux qui aiment les additions adorent ce numéro :

1 800 463-5229

Les **Obligations à taux fixe** : Vous choisissez le terme de votre placement* et connaissez dès cet instant le gain que vous en retirerez. Capital garanti. Que du positif.

Termes	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	6 ans	7 ans	8 ans	9 ans	10 ans
Taux annuels (%)	2,00	2,65	3,00	3,25	3,65	4,25	4,45	4,65	4,80	4,90

Les taux annoncés peuvent varier en fonction des conditions du marché.

BONI DE 1 % la première année du terme pour les nouveaux fonds REER.

www.epq.gouv.qc.ca

Téléphonez-nous du lundi au vendredi, de 8 h à 20 h,
ou passez nous voir au 2000, av. McGill College, du lundi au vendredi, de 8 h à 17 h.
Nous serons également ouverts les samedis d'octobre et de novembre, de 10 h à 16 h.

*Encaissable à l'échéance du terme.

Épargne Placements Québec

3256850A 3265129



Maman, es-tu bien assise ?

La joie. Inspirée par Birks.

La bague de fiançailles classique à diamant rond, taille brillant, de la collection exclusive Birks Blue® avec signature saphir, à partir de 1 850 $.

BIRKS
CÉLÈBRE SES 125 ANS

Magasinez avec nous en ligne ou en vous rendant au Birks le plus près de chez vous. Visitez le www.birks.com ou composez le 1 800 682.2622.

3267266A

Ce soir 20 h

Il va y avoir du sport !

Avons-nous raison d'être antiaméricains ? avec Gérard Bouchard, Claude Jasmin, Nathalie Petrowski...
Attendons-nous trop de Kerry ? avec Louis Balthazar, Luc Lavoie, Christian Rioux...

Animation : Marie-France Bazzo Invitée : Denise Bombardier



Télé-Québec
telequebec.tv

On passe au vote.

Ça change de la télé

3265512A

Courtoisie mafieuse et match des Expos

Des représentants du clan Bonanno ont rendu visite aux Rizzuto en 1993...

ANDRÉ CÉDILOT

De gros bonnets du clan Bonanno de New York sont venus à Montréal en 1993 pour annoncer à la famille Rizzuto que leur nouveau patron était Joseph Massino. Les mafiosi en ont profité pour assister à un match de baseball entre les Expos et les Mets, au Stade olympique.

Selon les journalistes du site Internet Gangland, qui suivent assidûment à Brooklyn les procès intentés contre les membres du puissant gang américain, le groupe aurait obtenu ses billets du lanceur des Mets de New York John Franco, reconnu pour ses amitiés mafieuses de longue date.

Selon les documents judiciaires en possession de Gangland, la délégation américaine aurait été dirigée par le *consigliere* de la famille Bonanno, Anthony Spero, et le *capo* Frank Lino. Depuis qu'il a retourné sa veste, Lino témoigne contre ses anciens associés. Il est aussi un témoin à charge important dans la requête en extradition à l'encontre du chef de la mafia montréalaise, Vito Rizzuto.

C'est d'ailleurs Frank Lino qui a fait état de la fameuse rencontre avec Rizzuto à Montréal, en 1993. « Le but de cette visite était d'aviser les Bonanno canadiens que Joseph Messina était... le (nouveau) patron », écrivent les agents du FBI Christine Grubert et Jay Kramer, qui ont pris la déposition du gangster.

Durant ce séjour à Montréal, Spero, aujourd'hui en prison, a été présenté à Rizzuto comme le *consigliere* du clan Bonanno. Messina et Spero s'étaient retrouvés à la tête de la famille new-yorkaise à la suite de l'assassinat de l'ambitieux et redoutable Carmine Galante, décrit comme celui qui a véritablement donné son élan à la pègre italienne de Montréal.

Après un souper entre « hommes d'honneur » dans l'est de Montréal, Spero et ses acolytes se sont rendus au Stade olympique, à l'invitation du lanceur des Mets de New York. Au terme de la réunion, « Franco les a invités à un match de baseball au Canada », indiquent en effet les policiers dans leur rapport. Avec à leur tête Spero, Lino et Frank Porco, les mafiosi ont ensuite passé la soirée à Montréal avec des joueurs des Mets.

À partir d'un autre document de cour, *La Presse* avait pour sa part rapporté il y a quelques semaines qu'un émissaire de la mafia new-yorkaise s'était aussi déplacé à Montréal en 1999 afin d'offrir à Vito Rizzuto la direction de la faction canadienne du clan Bonanno. Sur le coup, Rizzuto aurait refusé, le renvoyant à son père Nick. On ne sait trop ce qu'il est advenu par la suite.

Vito Rizzuto est détenu depuis le 20 janvier, en attente de son expulsion aux États-Unis pour sa participation présumée aux meurtres en 1981 de trois « capitaines » de la famille Bonanno, qui voulaient en prendre trop large. L'ordre d'extradition a été décidé par la Cour. Il reste encore au ministre de la Justice du Canada, Irwin Cotler, à se prononcer. La décision devrait être annoncée dans les prochaines semaines.

«nonosse»



Jusqu'au 31 octobre, rapportez votre vieux téléphone Fido^MC, obtenez ce photoléphone pour 0 $ et un an de service gratuit avec le Forfait 45 $/700 minutes incluant les soirs et week-ends illimités(1). Joignez-vous à notre clientèle la plus fidèle au pays.

Faites-vite. Limite de 100 échanges par magasin. Magasins Espace Bell et Bell Mobilité participants.

Bell

Et bien simple.^MC

Bell Mobilité

Auteuil
Entreprise Yaco enrg.
5330, boul. des Laurentides
(450) 628-9366

Dorval
J.D. Mobilité
10925, chemin Côte-de-Liesse
(514) 422-0511

Granby
Bell Mobilité
590, boul. Boivin
(450) 378-3618

Hull
Action Solutions Radio Inc.
73, rue Jean-Proulx
(819) 777-0999

Joliette
Boutique du téléphone
127, boul. St-Charles Borromé N.
(450) 752-5030

Lachine
CBCI Telecom inc.
2409, 46e Avenue
(514) 422-3334

Lafontaine
Cosat
2121, boul. Labelle
(450) 431-5122

Laval
Metro Com Canada
800, boul. Chomedey (120)
(450) 687-4000

Longueuil
Cellcom
650, place Trans-Canada
(450) 463-7777

Triacom
2771, boul. Jacques-Cartier Est
(450) 928-2244

Montréal
ABCO Telecom inc.
8900, rue Lajeunesse
(514) 389-8900

CelluMTL
Complexe Desjardins
(514) 282-3388

Citécell
5450, rue St-Patrick (101)
(514) 762-2000

Télécentre Québec
6855, rue St-Jacques Ouest
(514) 485-5222

Salaberry-de-Valleyfield
Librairies Boyer ltée
10, rue Nicholson
(450) 373-6211

Sherbrooke
Gobeil et Filles
4505, boul. Industriel
(819) 563-0406

St-Eustache
Communications J.D.
66, rue Dubois (107)
(450) 974-7444

Terrebonne
Her-Comm
1729, chemin Gascon
(450) 964-7777

Aussi offert dans les magasins Espace Bell.

3262745A

Offert avec nouvelles activations seulement, jusqu'à épuisement des stocks. Prix/offres sujets à changements/annulation sans préavis et ne peut être combiné à aucune autre offre. Frais d'interurbain, d'itinérance, d'accès au réseau et d'accès au service d'urgence 9-1-1 et taxes en sus. Photo à titre indicatif. D'autres conditions s'appliquent. (1)L'offre prend fin le 31 oct. 2004 et s'adresse aux clients de Microcell Solutions inc. qui échangent leur téléphone activé sur un forfait postpayé accompagné d'une facture de juillet 2004 ou après. Sujet à un engagement min. de 36 mois (des frais de résiliation anticipée de 399 $ s'appliquent). Le forfait 45 $/700 minutes comprend 700 minutes de temps d'antenne local valide en tout temps, les appels locaux illimités les soirs et week-ends (20 h – 7 h) et 20 appels locaux par mois au numéro de votre choix. Le tarif mensuel alors courant (maintenant 45 $) s'applique par la suite. Détails en magasin. Fido et Microcell sont des marques déposées de Microcell Solutions inc.

Zellers Halloween

Des prix épouvantablement bas

Samedi seulement!
Le 30 octobre 2004

25% de rabais*

sur la mode maison

à prix ordinaire, y compris la literie, le linge de cuisine et de salle de bain, les parures de fenêtre et les revêtements de sol

*Exceptions : articles Achat-choc, offres spéciales de la direction et jetés pour meubles.

Les vendredi, samedi et dimanche 29, 30 et 31 octobre 2004 seulement!



40 $ de rabais

89,97 avant 129,97 Prix CISEAUX

Gril George Foreman® deux côtés
Quantités limitées.



30 $ de rabais

Westinghouse

39,97 avant 69,97 Prix CISEAUX

Four à micro-ondes Westinghouse® de 0,6 pi³
Quantités limitées.



50% de rabais sur TOUS
les ustensiles et couteaux Wiltshire®
Sur les prix originaux.



50% de rabais sur TOUS
les accessoires de cuisine en inox HomeStyles®
Sur les prix originaux.



30% de rabais sur TOUS
les meubles Mon monde à moi pour enfant
Sur les prix originaux.



25% de rabais sur TOUTES
les batteries de cuisine à revêtement antiadhésif
Sur les prix originaux.



25% de rabais sur TOUS
les gadgets de cuisine Starfrit® en boîte
Sur les prix originaux.



25% de rabais sur TOUTE
la vaisselle
Sur les prix originaux.



25% de rabais sur TOUS
les verres
Sur les prix originaux.



20% de rabais sur TOUS
les luminaires
Sur les prix originaux.

15% de rabais sur TOUS
les appareils photos numériques
Sur les prix originaux.

15% de rabais sur TOUS
les téléviseurs
Sur les prix originaux.

Samedi et dimanche

39¢ pqt

Offre spéciale de la direction



Emballage de 2 rouleaux d'essuie-tout Fiesta®
Quantités limitées.

Prix en vigueur les vendredi, samedi et dimanche 29, 30 et 31 octobre 2004 (à moins d'avis contraire).
Le choix varie selon le magasin. Tant qu'il y en aura. Désolés, aucun bon d'achat différé.

Hbc

3265745A

ce Week-end!

Les vendredi, samedi et dimanche 29, 30 et 31 octobre 2004 seulement!



Prix CISEAUX

8.97 avant 10,47 **Chocolats ou friandises Hershey® en emballage variété de 90 unités**



Prix CISEAUX

5.97 avant 7,97 **M & M's® en sac de 50 ou friandises en sac de 65**



Prix CISEAUX

8.97 avant 9,97 **Boîte de 80 minisacs de croustilles ou de bâtonnets au fromage Family's Best®**



Prix CISEAUX

14.97 avant 19,97 **Costumes Spider-Man™**



Prix CISEAUX

19.97 avant 29,97 **Costumes d'écuyer sur poney ou licorne**



Prix CISEAUX

2.47 avant 2,97 **Suçons Goody Pops®, 750 g**



Prix CISEAUX

2/9$ avant 4,97 le paquet **Variété de grignotises d'Halloween Hostess® en boîte de 27 sacs**



Prix CISEAUX

4.47 avant 4,97 **Supersac de friandises Rockets®, 700 g**



Prix CISEAUX

24.97 avant 34,97 **Costumes d'écuyer sur dragon**

Samedi et dimanche

50% **de rabais sur TOUTES** les décorations d'Halloween

Samedi et dimanche



25% **de rabais sur TOUS** les accessoires d'Halloween

Samedi et dimanche

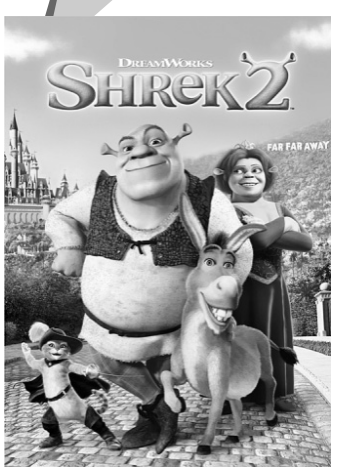


25% **de rabais sur TOUTES** les lampes de poche

Le dimanche
31 octobre 2004 seulement!

25% **de rabais sur TOUS** les costumes d'Halloween

Le samedi
30 octobre 2004 seulement!



Obtenez **50,000** **points Primes Hbc** **lorsque vous réservez votre copie du DVD Shrek 2 et que vous réglez l'achat avec votre carte de crédit Hbc!**
Précisions en magasin.



DREAMWORKS HOME ENTERTAINMENT

Shrek® DreamWorks LLC. Shrek 2 MC et
© 2004 DreamWorks LLC. Tous droits réservés.

Les samedi et dimanche 30 et 31 octobre 2004 seulement!

Rabais additionnel de

50%*

sur les **vêtements**

à prix déjà réduit pour homme, femme et enfant, sur les chaussures de sport pour homme et femme, ainsi que sur les vêtements de nuit et les dessous de jour pour femme

***Sur le dernier prix indiqué sur l'étiquette.**

Exemple : hauts pour femme, prix original 19,97 $; prix de liquidation 10 $; MAINTENANT SEULEMENT 5 $.

Jusqu'à **75%*** **de rabais sur TOUTES les chaussures à prix déjà réduit pour enfant**
MAINTENANT 5$ LA PAIRE
*Sur les prix originaux (jusqu'à 29,97 $).

Rabais additionnel de **30%*** **sur TOUS les bijoux à prix déjà réduit**
*Sur le dernier prix indiqué sur l'étiquette.

Prix en vigueur les vendredi, samedi et dimanche 29, 30 et 31 octobre 2004 (à moins d'avis contraire).
Le choix varie selon le magasin. Tant qu'il y en aura. Désolés, aucun bon d'achat différé.

Hbc

3268247A

ACTUALITÉS

Carambolage dans le tunnel Bouchons sur les ponts



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE ©

Un carambolage spectaculaire impliquant quatre camions semi-remorques et une camionnette est survenu vers 10 h hier matin en direction nord du tunnel Louis-Hippolyte-LaFontaine. L'accident a forcé la fermeture complète du tunnel pendant toute l'après-midi, provoquant des bouchons de circulation monstres sur les ponts Jacques-Cartier et Victoria. Deux personnes s'en sont tirées avec des blessures mineures. Les autres conducteurs ont été quittes pour une bonne frousse.

EN BREF

Black veut racheter les parts de Hollinger

La saga de Conrad Black a pris une nouvelle tournure, hier. Le magnat de la presse a fait part de son intention d'acheter les parts détenues par les autres actionnaires de Hollinger Inc., société canadienne cotée en Bourse au coeur de son empire financier. La manoeuvre ferait de Hollinger Inc. une entreprise privée et la rendrait sujette à moins d'exigences réglementaires, par exemple la publication des résultats financiers trimestriels et le maintien d'administrateurs indépendants au sein du conseil. M. Black et Hollinger Inc. se trouvent au centre d'une importante controverse en matière de gestion. Ils sont accusés d'avoir détourné des millions de dollars qui, selon leurs adversaires, auraient dû se retrouver dans les coffres de Hollinger International. La transaction annoncée hier est menée par l'entremise de Ravelston Corp., société privée appartenant à M. Black, qui demeure président et chef de la direction de Hollinger Inc. bien qu'il ait été expulsé de ces mêmes postes chez Hollinger International.
Presse Canadienne

Pas de logements sociaux sans égout

Un projet de 134 logements sociaux très attendu des familles et personnes âgées du quartier Pointe-aux-Trembles, dans l'est de Montréal, risque de tomber à l'eau, faute d'un raccordement à l'égout. « On pensait se connecter sur un groupe de 720 appartements voisins construits en 1978, explique Suzanne Bernard, de la Corporation de développement communautaire de la Pointe. On a appris que ces logements sont branchés sur un réseau pluvial et qu'ils rejettent directement dans le fleuve. » Mme Bernard affirme que tous les projets sont bloqués dans le secteur à cause de ce manque d'égout. Il en coûterait selon elle entre 4 et 5 millions pour raccorder les 720 appartements existants et tout le projet futur au réseau d'égout et à l'usine d'épuration qui est à peine à un kilomètre de là. Selon Alan de Sousa, responsable du développement durable au comité exécutif de la Ville de Montréal, le secteur sera raccordé à la suite de travaux qui s'échelonneront jusqu'en 2006.
— Charles Côté

Manifestant acquitté

Au terme d'un procès de quatre jours devant la Cour supérieure de l'Ontario à Ottawa, le manifestant Bertrand Loiselle, de Montréal, a été acquitté de quatre accusations de voies de fait, dont une avec lésion, qui pesaient sur lui. Il avait été accusé à la suite de son arrestation musclée en juin 2002 lors d'une manifestation à Ottawa pour protester contre la tenue du sommet du G8 à Kananaskis, en Alberta. Aucun des autres accusés n'a finalement été reconnue, coupable.

AUJOURD'HUI, 125 MILLIONS DE PERSONNES ATTEINTES DU PSORIASIS ONT QUEL QUE CHOSE EN COMMUN.

L'ESPOIR

Le 29 octobre est la Journée mondiale du psoriasis.

Comme le psoriasis est, de nombreuses façons, une maladie 'cachée', bien des gens ne sont pas au courant de ses effets graves – de la douleur physique aux effets psychologiques d'avoir simplement à faire face aux réactions des autres.

Vivre avec le psoriasis est plus facile avec l'aide et l'éducation appropriées.

En reconnaissance de près d'un million de Canadiens et de Canadiennes qui vivent avec le psoriasis, Serono Canada Inc. a le plaisir d'annoncer le lancement du **Programme d'éducation sur le psoriasis (PEP)**, un programme permanent de sensibilisation du public élaboré par des dermatologues canadiens de renom. Cette initiative nationale procure des ressources éducatives non commerciales à ceux qui souffrent du psoriasis, leurs proches, les professionnels de la santé et le public.

Si vous êtes atteint de psoriasis, visitez notre site Web pour plus d'information. Ou si vous connaissez quelqu'un qui l'est, veuillez faire circuler la bonne nouvelle. Et assurez-vous de demander votre exemplaire gratuit de la 'Charte des droits' des patients atteints de psoriasis. Assurez-vous de vous inscrire au **PEP** afin de recevoir gratuitement de l'information sur le psoriasis ainsi qu'une copie de **la Charte des droits des patients atteints de psoriasis.**

Programme d'Éducation sur le Psoriasis

www.psoriasisinfo.ca
1 877 4-PSORIASIS

Serono Canada Inc. est fière de soutenir la Journée mondiale du psoriasis et le Programme d'éducation sur le psoriasis.

serono biotech & beyond

3265749A

Résultats
TVA, le réseau des tirages

Loto 649 — Tirage du 2004-10-27

29 30 33 34 37 46 — Complémentaire : (47)

	GAGNANTS	LOTS
6/6	1	24 426 784,00 $
5/6+	3	222 322,80 $
5/6	242	2 276,70 $
4/6	13 238	78,80 $
3/6	244 632	10,00 $
2/6+	175 435	5,00 $

Ventes totales : 31 750 946 $
Prochain gros lot (appr.) : 4 000 000 $

Loto 649 — DES GROS LOTS PLUS GROS, PLUS SOUVENT — Tirage du 2004-10-27

25 28 31 35 42 46 — Complémentaire : (18)

	GAGNANTS	LOTS
6/6	0	1 000 000,00 $
5/6+	0	50 000,00 $
5/6	24	500,00 $
4/6	977	50,00 $
3/6	20 177	5,00 $

Ventes totales : 647 937,50 $

Québec 49 — Tirage du 2004-10-28 — 13 14 65 70 — Compl. (20)

La Quotidienne Tirage du 2004-10-28 — 3 000 — 4 0388

Extra Tirage du 2004-10-27 — NUMÉRO 469406

Extra Tirage du 2004-10-28 — NUMÉRO 280564

Banco / **Banco Spécial** — Tirage du 2004-10-28

02	03	07	09	15	16	21	24	27	39
47	48	50	54	57	58	61	62	63	70

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets.
En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

LIQUIDATION DE FAILLITE

PRIX PLUS BAS QUE FAILLITE
(CECI N'EST PAS UN ENCAN.)

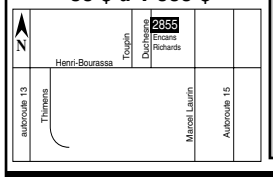


JUSQU'À 80 % DE RABAIS
DES MILLIERS DE TAPIS DOIVENT ÊTRE LIQUIDÉS.

Les encans Richard ont été mandatés par différents syndics à liquider, par voie de vente publique, différentes faillites de magasins de tapis persans et orientaux à des prix plus bas que faillite. Une énorme sélection de tapis neufs, semi-antiques et antiques d'une variété de couleurs et de grandeurs (2 pi x 3 pi à 15 pi x 20 pi, tapis de couloir jusqu'à 22 pied de long, ainsi que des tapis ronds et carrés).

Bidjar, Kazak, Qum soie pure, Bokhara, Tabriz, Nain, Mood, Hereke, Kashan, Agra, Chubi, Bakhtiar, Sarough, Kerman, Mashad, Jaipur lavés au thé, Obusson, Savonnerie et plusieurs pièces tribales.

Chaque tapis de 50 $ à 1 900 $



Du 29 au 31 octobre 2004
3 jours seulement
À ne pas manquer!
Ouvert de 9 h à 21 h les 3 jours

Organisé par: Encans Richard
2855, rue Duchesne, Saint-Laurent QC
(Angle Henri-Bourassa)
Rens. : (514) 832-0009

3266156

Clavardage

Vendredi 12 h 30

cyberpresse.ca

cyberpresse.ca/clavardage



Question Retraite

Des spécialistes répondent à vos questions

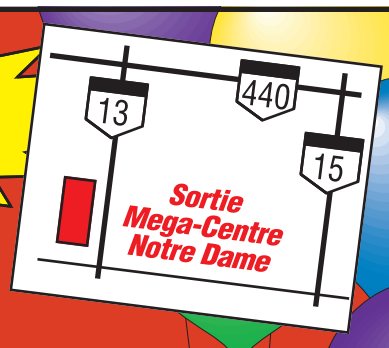
3266885A

Maintenant à SAINT-JEROME Carrefour de Nord

BENIX &co.

Importateurs d'articles ménagers de qualité

Maintenant à LAVAL Mega-Centre Notre Dame



GRAND SOLDE D'OUVERTURE !

DIRECTEMENT DES FABRICANTS !

Économisez jusqu'à 80%



Superbe ensemble à vin
5 pièces
" Grand Reserve "

PRIX BENIX **29,99$**

Prix comparable ~~79,99 $~~



LES PLUS BAS PRIX EN VILLE GARANTI!

Pierre à pizza
15 po, 3 pièces

PRIX BENIX **10,00$**

Prix comparable ~~29,99 $~~



Ensemble de 6 assiettes à hors-d'oeuvre

PRIX BENIX **14,99$**

Prix comparable ~~39,99 $~~

Mélangeur à cocktail
" Spin-a-drink " en acier inoxydable 18/10
Simplement pointez la flèche sur un type de cocktail pour obtenir la liste des ingrédients

PRIX BENIX **29,99$**

Prix comparable ~~69,99 $~~



Verres à martini
" Bormioli "
Importé d'Italie
Ens. de 4

LES PLUS BAS PRIX EN VILLE GARANTI!

PRIX BENIX **14,99$**

Prix comparable ~~34,99 $~~

Chandelles de type colonnes
Ivoire classique

PRIX BENIX

2x6 **2,99$**
3x3 **2,99$**
3x6 **3,99$**
3x9 **3,99$**
4x4 **4,99$**

Prix comparable jusqu'à ~~14,99 $~~

Ensemble de jeu 3 en 1
échec, dames ou backgammon

PRIX BENIX **15,00$**

Prix comparable ~~39,99 $~~

Plateau pliant
pour TV/lit

PRIX BENIX **9,99$**

Prix comparable ~~27,99 $~~



Ensemble à sushi
en verre
11 pièces

PRIX BENIX **19,99$**

Prix comparable ~~59,99 $~~

2 bols à soya, 2 assiettes à sushi, 1 assiette, 2 paires de baguettes, 2 porte-baguettes, 2 napperons

Ensemble Wok
anti-adhésif de 7 pièces
Incluant accessoires, livre de recettes et support à Tempura

PRIX BENIX **19,99$**

Prix comparable ~~49,99 $~~

Jardinière York
12 1/2 po de haut

PRIX BENIX **19,99$**

Prix comparable ~~59,99 $~~

Lampe Hurricane
« Avalon »
Chandelle et sable non inclus

12,99$ PRIX BENIX

Prix comparable ~~24,99 $~~

THE LOWEST PRICE GUARANTEED ANYWHERE

Porte-crayons complet
Incluant : ciseaux, 2 stylos, 2 crayons, gommes à effacer, ruban adhésif, taille-crayon, règle, coupe-papier, canif, bloc-notes, trombones, agrafes et agrafeuse

PRIX BENIX **10,00$**

Prix comparable ~~24,99 $~~

Ensemble à fondue
anti-adhésif de 11 pièces

PRIX BENIX **12,99$**

Prix comparable ~~29,99 $~~

Portephotos rotatif
fini étain
pour 10 photos
3 po x 5 po

PRIX BENIX **20,00$**

Prix comparable ~~59,99 $~~

Ensemble de 4 pots en verre
hermétique avec couvercle en acier inoxydable

PRIX BENIX **17,99$**

Prix comparable ~~39,99 $~~

Ensemble de 4 tasses à Expresso
avec soucoupes

PRIX BENIX **12,99$**

Prix comparable ~~24,99 $~~

Cafetière
6 tasses Bialetti Moka
et mousseur à lait
Fabriquée en Italie

29,99$

Prix comparable ~~69,99 $~~



Ensemble de vaisselle grand format
de couleur solide
En bleu, or, vert, violet et canneberge

PRIX BENIX

Tasse, bol à céréales ou assiette à salade **2,99$** ch.
Assiette à soupe **3,99$** ch.
Grande assiette **4,99$** ch.

Prix comparable jusqu'à ~~14,99 $~~

8 à l'ancienne
8 ballons

Ensemble de verres
pour bar Monika
16 pièces

PRIX BENIX **12,99$**

Prix comparable ~~24,99 $~~

Ensemble à trempette
de 2 pièces Medici
en céramique
peint à la main

PRIX BENIX **19,99$**

Prix comparable ~~49,99 $~~

Ensemble de 4 coupes en cristal
fabriquées en Italie

PRIX BENIX **11,99$**

Prix comparable ~~39,99 $~~



Service de fine porcelaine
45 pièces
Service pour 8

PRIX BENIX **49,50$**

Prix comparable ~~99,99 $~~



PRIX BENIX

Coutellerie 72 pc
en acier inox 18/10
Type Solingen
Service pour 12

79,99$

Prix comparable ~~459,99 $~~

Ensemble de
3 poêles à frire «Teflon»
Antiadhésives.
8", 10", et 12"

PRIX BENIX **19,99$**

Prix comparable ~~49,99 $~~

PHILIPPE RICHARD PROFESSIONAL

Teflon

Batterie de cuisine
inoxydable
antiadhésive
16 morceaux avec poignées en acier inoxydable et couvercles en verre trempé

PRIX BENIX **89,99$**

Prix comparable ~~299,99 $~~

Batterie de cuisine de 13 pièces
en acier inoxydable
avec couvercles transparents

PRIX BENIX **99,99$**

Prix comparable ~~499,99 $~~

LES PLUS BAS PRIX EN VILLE GARANTI!

HENRI PHILLIPE

Ensemble de couteaux
15 pièces
à manche riveté
avec bloc en bois massif

WEXFORD FORGE

PRIX BENIX **49,99$**

Prix comparable ~~149,99 $~~

Rôtissoire profonde
en acier inoxydable avec grille

PRIX BENIX **49,99$**

Prix comparable ~~99,99 $~~

Gratuit !

MARMITE 16 QUART !

Recevez cette magnifique casserole 16 quarts Carrera en acier inoxydable à l'achat d'un ensemble de 10 pièces Carrera

Valeur de 100 $

avec coupon seulement

ne peut être jumelé avec une autre offre

Carrera
LE SUMMUM EN PERFORMANCE CULINAIRE

Design italien
CUISINE INTERNATIONAL

Ensemble de cuisine avec fond triple couche
Acier inoxydable 18/10

249,99$ PRIX BENIX

Prix comparable ~~599,99 $~~

MEILLEURS PRIX !

Benix & Co. importe directement des manufacturiers outre-mer, sans intermédiaire, et vous fait profiter des économies !

QUALITÉ SUPÉRIEURE !

Nous sommes fiers de vous offrir la meilleure qualité au bas prix ! Personne ne peut offrir une telle qualité à un tel prix !

PLUS DE CHOIX !

Avec une sélection de milliers d'articles, Benix est le plus important fournisseur d'articles de marque pour la cuisine, la table et les cadeaux.

PRIX GARANTIS !

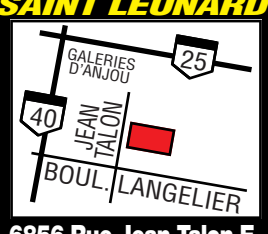
Montrez-nous un article identique à un prix plus bas et non seulement nous égalerons le prix, mais nous vous donnerons un rabais additionnel de 10 % !

Avec ses 80 magasins partout au Canada, Benix est le leader des marques de qualité pour la maison, à des PRIX IMBATTABLES !

BENIX &co.

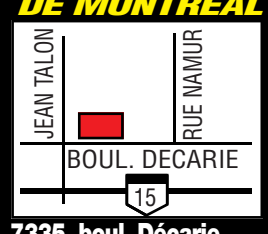
Importateurs d'articles ménagers de qualité

ENTREPÔT DE SAINT LÉONARD



6856 Rue Jean Talon E.
Lundi au vendredi 9 h à 21 h
samedi de 9 h à 17 h
dimanche de 10 h à 17 h

ENTREPÔT DE MONTRÉAL



7335, boul. Décarie,
angle Jean-Talon et métro Namur
Lundi au vendredi 10 h à 21 h
samedi de 9 h à 17 h • dimanche de 10 h à 17 h

ENTREPÔT DE KIRKLAND



Autoroute 40 Ouest,
sortie chemin Sainte-Marie

ENTREPÔT DE LAVAL



Sortie Mega-Centre Notre Dame
Lundi et mardi de 9 h à 18 h
mercredi au vendredi 9 h à 21 h
samedi de 9 h à 17 h
dimanche de 10 h à 17 h

3265281

Montréal Centre commercial Boulevard, Le Faubourg Sainte-Catherine, Les Halles de la Gare • **Saint-Laurent** La place Vertu
Longueuil Place Longueuil • **Dollard-des-Ormeaux** Galerie des Sources • **St-Hyacinthe** Galeries St-Hyacinthe • **Joliette** Galeries Joliette
Saint-Jerome Carrefour de Nord • **Drummondville** Les Promenades Drummondville • **Trois-Rivières** Centre Les Rivières

VISA AMERICAN EXPRESS MasterCard Interac

3265280A

Limite d'un super spécial par famille, jusqu'à épuisement des stocks. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Super spéciaux disponibles tant qu'il y en aura. Certains articles peuvent ne pas être disponibles dans tous les magasins. Venez tôt pour un plus grand choix. En cas d'erreur d'impression, les articles seront vendus au prix en vigueur.

ACTUALITÉS

L'accusé n'a pas travaillé le jour d'une tentative d'enlèvement

CHRISTIANE DESJARDINS

Claude Larouche n'est pas allé travailler le 10 octobre 2003, jour où un homme a tenté d'enlever une fillette de 9 ans dans l'est de Montréal.

Pendant les deux à trois semaines suivantes, Larouche n'a plus utilisé sa voiture pour se rendre au travail, prétextant des problèmes de surchauffe du moteur. C'est ce que le contremaître de Larouche, Daniel Joncas, est venu dire hier à l'enquête préliminaire de Larouche, accusé de tentative d'enlèvement, de séquestration et de voie de fait sur la fillette.

Le contremaître a indiqué qu'à l'automne 2003, ses hommes et lui travaillaient sur un gros chantier à l'angle des rues Notre-Dame et Georges-V. Il a décrit Larouche comme un excellent menuisier, qui avait cependant des problèmes d'absentéisme. Il travaillait rarement cinq jours par semaine, se contentant d'en faire deux, trois ou quatre. Le 10 octobre 2003, M. Joncas se rappelle être allé porter la paie de Larouche à son domicile, en après-midi. Il l'a fait à la demande de Larouche ou de sa femme, il n'en est plus certain.

Contre-interrogé par l'avocate de l'accusé, Me Gisèle Tremblay, le contremaître a indiqué que Larouche ne lui avait jamais demandé de le couvrir quand les policiers ont commencé à tourner autour de lui pour l'affaire de l'enlèvement.

Le suspect identifié

Par ailleurs, un analyste du SPM est venu expliquer hier, comment on en était venu à identifier le suspect dans l'affaire de l'enlèvement. Un témoin avait noté les trois premiers numéros de plaque, le genre de voiture et la couleur. La fillette avait remarqué un chapelet qui pendait dans l'habitacle.

À partir de ces indications, et en fouillant les dossiers de la SAQ, on est remonté jusqu'à Larouche. Sa voiture, une Cavalier beige de modèle récent, a été saisie par la police, et a fait l'objet d'une expertise le 18 novembre 2003. Un chapelet pendait au rétroviseur.

L'enquête préliminaire se poursuit aujourd'hui.

Rappelons que la fillette avait réussi à fuir.

Sophie Dubé plaide non coupable au Qatar

LA TRIBUNE

SHERBROOKE – Sophie Dubé, coincée au Qatar depuis neuf mois, était à la fois soulagée et inquiète, hier, après avoir plaidé non coupable dans l'affaire d'encaissement de faux chèques de voyage.

Après sa comparution au palais de justice de ce pays du golfe Arabo-Persique, la jeune femme a affirmé qu'elle était en effet soulagée d'avoir franchi cette étape.

« Je trouve que ça s'est bien passé. J'ai raconté mon histoire, j'ai dit la vérité. Maintenant, il me faut attendre le 25 novembre, alors que le jugement devrait être rendu », a indiqué Sophie Dubé à *La Tribune*.

Lors des procédures d'hier matin, elle a pu bénéficier d'un interprète et elle considère que son avocat, Mana Masser Saleh, a « bien fait son travail ». Dans le procès en arabe et en français, elle a pu aussi entendre le témoignage des gens de la banque où elle a négocié, et de l'individu qui lui avait remis les faux chèques.

Pour le reste, dans la chambre d'hôtel où elle est confinée, Sophie Dubé s'organise pour garder le moral. « Ce n'est pas toujours évident, mais maintenant que cette étape du procès est passée, ça m'encourage. Je sens venir la fin et je reste confiante », a-t-elle dit.

Pour sa part, sa mère, Suzanne Langlais a dit être toujours dans l'attente, espérant que le jugement sera bien rendu le 25 novembre et surtout, qu'il sera positif. « Il le faut, parce que c'est une affaire qui coûte très cher. On n'a plus d'argent et en plus, des promesses qu'on nous avait faites pour des dons n'ont pas été tenues », a-t-elle déploré, en faisant allusion à une somme de 2000 $.



Acheter des Obligations d'épargne du Canada est un des moyens les plus sûrs et les plus faciles d'investir dans votre avenir. Vous obtenez non seulement des taux concurrentiels mais également un rendement garanti et le tout sans frais. Que vous optiez pour l'Obligation d'épargne du Canada, encaissable en tout temps, ou pour l'Obligation à prime du Canada, dont le taux d'intérêt est plus élevé, vous vous garantissez un avenir meilleur. Vous pouvez vous procurer l'un ou l'autre titre à votre institution bancaire ou financière, sur le lieu de travail par retenues salariales, en ligne au **www.oec.gc.ca** ou par téléphone au **1 888 773-9999.**

L'**OBLIGATION À PRIME** DU CANADA	L'**OBLIGATION D'ÉPARGNE** DU CANADA
1,85 % AN 1 **2,45 % AN 2** **3,40 % AN 3**	**1,50 % AN 1**
Émission 40e. Encaissable une fois l'an. Taux annuel composé de 2,56 % au bout de 3 ans.	Émission 90e. Encaissable en tout temps.

Canada

* En vente jusqu'au 1er novembre 2004. Le ministre des Finances peut mettre fin à la vente des obligations en tout temps. Les porteurs d'obligations sont priés de noter qu'à partir du 1er novembre 2004, les émissions 3 et 21 de l'Obligation à prime du Canada porteront les taux ci-dessus pendant les 3 prochaines années. Les émissions 46 à 50, 52, 54, 60, 66, 72, 78 et 84 de l'Obligation d'épargne du Canada porteront le taux susmentionné durant l'année prochaine.

12640033A

Jusqu'à 100 000 civils seraient morts depuis l'invasion de l'Irak

JOONEED KHAN

Des scientifiques américains et irakiens estiment que jusqu'à 100 000 civils irakiens, des femmes et enfants pour la plupart, ont été tués en Irak durant les 18 mois d'occupation américaine de ce pays.

L'organisation Iraq Body Count, qui suit la situation sur un site Web depuis plus d'un an, en est à un bilan se situant entre 14 000 et 17 000 civils irakiens tués depuis le début de l'invasion américano-britannique en mars 2003.

Mais la prestigieuse revue médicale *The Lancet* a mis en ligne hier une étude de chercheurs des universités américaines Johns Hopkins et Columbia, et de l'Université Al-Mustansariya à Bagdad, qui ont comparé la mortalité durant 14 mois précédant l'invasion à celle durant les 18 mois suivants dans 33 quartiers du pays.

« Sur la base d'une estimation prudente, nous évaluons à environ 100 000 le nombre de morts en excès constatées depuis l'invasion. La violence est responsable de l'essentiel de ces morts en excès, et les attaques aériennes des forces de la coalition sont responsables de la plupart des morts violentes », a affirmé le Dr Les Roberts, de Johns Hopkins.

Les chercheurs admettent que les données utilisées pour leurs extrapolations étaient d'une « précision limitée », la qualité de l'information dépendant de l'exactitude des entrevues menées par des médecins irakiens auprès des 988 foyers consultés.

Mais dans un commentaire accompagnant l'article, Richard Horton, rédacteur en chef du *Lancet*, écrit que « l'impérialisme démocratique a conduit à plus de morts, pas à moins », ajoutant : « Cet échec politique et militaire continue de provoquer d'innombrables victimes parmi les non-combattants, et cela devrait faire l'objet de recherches sérieuses. »

L'affaire des centaines de tonnes d'explosifs disparus en Irak, devenue un thème de la fin de la campagne présidentielle aux États-Unis, a rebondi entre-temps avec une vidéocassette qui montre de vastes quantités d'explosifs stockées dans la région d'Al Kakaa après l'entrée des troupes américaines à Bagdad, et une revendication d'un groupe armé irakien disant détenir une bonne partie des explosifs disparus.

Ces développements survenaient sur fond de violences et d'enlèvements continus, un groupe armé montrant sur Internet une vidéocassette de 11 gardes irakiens exécutés après avoir été enlevés, et un autre groupe revendiquant, sur une vidéocassette diffusée par la chaîne Al-Jazira, l'enlèvement d'une Polonaise. L'aviation américaine bombardait à nouveau la ville de Fallouja, des affrontements impliquant des soldats américains étaient signalés à Ramadi, et deux GI étaient tués à Bagdad dans un attentat à la voiture piégée et dans un attentat à la grenade.

La vidéocassette des stocks d'explosifs dans la région d'Al Kakaa a été diffusée par la chaîne KSTP-TV de Minneapolis-St. Paul, qui avait un groupe de journalistes intégrés aux forces américaines. L'équipe a accompagné un détachement militaire dans la région d'Al Kakaa le 18 avril, et a filmé les soldats coupant les grosses chaînes cadenassées des bunkers et examinant le contenu de boîtes empilées, marquées « Explosive ». La station ne peut affirmer qu'il s'agissait d'Al Kakaa, mais indique que les soldats sont partis sans verrouiller les portes.

La télévision de l'agence AP obtenait entre-temps une vidéocassette d'un groupe s'appelant Les Brigades al-Karar de l'islam sur laquelle des hommes armés et encagoulés affirment avoir « coordonné » avec des soldats et des officiers « des renseignements américains » pour obtenir « d'énormes quantités d'explosifs de la base d'Al Kakaa ». L'affirmation n'a pu être vérifiée.

Le *New York Times* rapportait les propos de quatre Irakiens, deux employés d'Al Kakaa, un ancien employé et un responsable de la sécurité régionale, indiquant que le pillage d'armes et de munitions étaient « une vraie orgie » dans la foulée de l'entrée des troupes américaines en avril 2003. Selon ces témoins, ce qui a déclenché le pillage, ce sont l'arrivée et le départ rapide des soldats américains, partis en laissant ces stocks sans aucune protection.

Selon l'Agence internationale de l'Énergie atomique (AIEA), près de 400 tonnes d'explosifs ont disparu de la base d'Al Kakaa. Le *Washington Post* s'interrogeait hier sur le rôle de l'AIEA dans cette affaire, soulignant que son directeur, Mohamed elBaradei, « est un adversaire de longue date de l'administration Bush sur l'Irak ». À Genève, l'AIEA a annoncé qu'elle avait alerté Washington de la vulnérabilité des explosifs à Al Kakaa dès avril 2003, après le pillage du complexe nucléaire de Tuwaitha.

L'enlèvement de la Polonaise, après celui du Japonais Shosei Koda et de la Britannique Margaret Hassan, est venu accroître la pression sur les alliés des Américains en Irak. Leurs auteurs réclament le retrait d'Irak des soldats des pays des otages ainsi que la libération de femmes irakiennes emprisonnées.

Le ministre polonais de la Défense a nié que la Polonaise enlevée était du contingent polonais en Irak, et, comme son homologue japonais, il a refusé de céder aux demandes des ravisseurs.

Avec AFP, AP, Reuters, The Lancet, Truthout, Newsday, The Guardian, NYT et WP

toyota.ca

CAMION TOYOTA

Sienna 2005

Un beau matin, l'hiver sera là.
Êtes-vous prêt ?

- Moteur 6 cylindres de 3,3 L et 230 ch, avec système de distribution à calage variable intelligent (VVT-i)
- Roues de 17 po en alliage d'aluminium
- Sièges de 3e rangée rabattables et escamotables dans le plancher
- Glaces et verrous de portières assistés plus régulateur de vitesse
- Qualité légendaire Toyota

Financement à l'achat de
3,9 %
jusqu'à 36 mois **
Location à partir de 399 $ par mois, 48 mois *

La traction intégrale est maintenant disponible sur tous les modèles Sienna.

consommation de carburant 13,1 L/100 km VILLE / 9,1 L/100 km ROUTE †

Voyez votre concessionnaire Accès Toyota dès aujourd'hui, consultez notre site Web à **toyota.ca** ou composez le **1 888 Toyota-8**.

Programmes de location au détail et de financement à l'achat sur approbation de crédit de Toyota Services Financiers. † Selon le Guide de consommation de carburant 2004 publié par Ressources naturelles Canada. * La location est basée sur une location-bail de 48 mois et un taux de location de 5,9 % pour une Sienna 2005 CE 7 places à traction intégrale (modèle BA29CP-A avec transmission automatique), avec acompte de 6 551 $. Dépôt de garantie de 475 $. Obligation totale de 25 703 $ et option d'achat de 17 232 $. Basé sur un maximum de 96 000 km; des frais de 0,10 $ s'appliquent pour chaque kilomètre supplémentaire, s'il y a lieu. Calculé à partir du PDSF de 35 900 $. Le coût total de la location comprend un maximum de 1 375 $ pour les frais de transport et de préparation, le remboursement de la taxe sur le climatiseur et la taxe sur les pneus. Immatriculation, assurance et taxes en sus. ** Exemple de financement : 20 000 $ à 3,9 % équivaut à 589,59 $ par mois pendant 36 mois. Frais d'emprunt de 1 225,24 $ pour un total de 21 225,24 $. Offre valable sur toutes les Sienna 2005 CE 7 places à traction intégrale (modèle BA29CP-A) louées ou financées avant le 1er novembre 2004. Un concessionnaire Toyota est libre d'établir ses propres prix de détail et ne subira aucune récrimination s'il choisit de vendre à un prix inférieur à ceux indiqués dans cette annonce. Pour de plus amples renseignements, voyez votre concessionnaire participant Accès Toyota, composez le 1 888 TOYOTA-8 ou consultez notre site Web à toyota.ca.

3266203A

3266209

FORUM

André Desmarais > Président du conseil d'administration
Guy Crevier > Président et éditeur
Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
Éric Trottier > Directeur de l'information **André Pratte** > Éditorialiste en chef
LA PRESSE

ÉDITORIAUX

Le « vieux » de Ramallah



mroy@lapresse.ca
MARIO ROY

Tout le monde, ou presque, souhaitait son départ... sinon son assassinat, comme on l'a entendu à quelques reprises du côté d'Israël. Maintenant qu'il menace de s'éteindre, c'est la perspective du vide politique — et possiblement d'une éruption de violence fratricide — qu'il faut contempler. Puisque l'homme s'est bien gardé de préparer sa succession. Et que, déjà, la « rue palestinienne » est agitée par des luttes de pouvoir dont l'âpreté n'a cessé de monter au cours des derniers mois.

Affaibli physiquement, politiquement et stratégiquement, Yasser Arafat, 75 ans, pourrait ne pas survivre à la maladie et à l'enfermement, depuis le 3 décembre 2001, dans son quartier général à moitié détruit de Ramallah.

On ignore la gravité exacte de son mal, l'affaire étant évidemment considérée comme un secret d'État.

Pour des raisons différentes, Arafat et Sharon poussent le conflit israélo-palestinien vers un tournant. Un autre.

Par un hasard de l'Histoire, le leader palestinien défaille au moment où, en face, Ariel Sharon, 76 ans, obtient l'aval du Parlement israélien pour son plan de retrait de la bande de Gaza d'ici l'automne 2005. Mais ce, au prix d'une véritable mutinerie au sein de son parti, le Likoud, et de la coalition qui concourt à le maintenir au pouvoir. Le premier ministre y risque sa vie politique. Peut-être même sa vie tout court, craignent les moins optimistes, puisque l'assassinat politique n'est pas un concept inconnu au sein de l'extrême droite israélienne : rappelons que le premier ministre Itzhak Rabin avait été assassiné par un extrémiste juif, en 1995.

En tout état de cause, il s'agit d'une ouverture intéressante — même si, pour plusieurs, c'est trop peu, trop tard. Cependant, dans les circonstances actuelles, elle met surtout en relief la nécessité d'un pouvoir palestinien en état de fonctionner de façon unie, intègre et sécuritaire dans ce territoire éventuellement « libéré ».

Or, de tel pouvoir, il n'y en a pas.

Pour les Palestiniens, il s'agit d'un problème qui n'est pas nouveau, évidemment. Mais il est probable que la disparition du « vieux », ou son retrait définitif de la vie politique pour cause d'incapacité, aggraverait encore les choses, du moins à court terme.

En effet, même si le document servant de constitution à l'Autorité palestinienne prévoit un mode de succession (incluant des élections au terme d'une période de 60 jours dévolue à un pouvoir intérimaire), tout cela paraît, à la lumière des faits, désespérément théorique.

Cette incertitude politique se double d'une instabilité réelle sur le terrain, où les mouvements rivaux, dont le très populaire Hamas, s'affrontent, parfois de façon violente. Existe ainsi une vision cauchemardesque de l'avenir immédiat : celle d'une « afghanisation » des terres palestiniennes, mises en coupe par une poignée de chefs de guerre, sans que ne se dégage un leader suffisamment fort pour consolider un pouvoir central.

En somme, pour des raisons très différentes, Arafat et Sharon poussent aujourd'hui l'interminable conflit israélo-palestinien vers un tournant. Un autre. Or, le même hasard de l'Histoire veut que, dans cinq jours, sera peut-être porté à la Maison-Blanche un nouveau président...

Tout cela étant, et s'armant d'un fol optimisme, peut-on croire que se prépare une relève de la garde qui, après les soubresauts du court terme, ferait apparaître une perspective de paix au Proche-Orient ?

Lucifer privatisé



apratte@lapresse.ca
ANDRÉ PRATTE

À lire les mémoires présentés par le milieu syndical au sujet du projet de loi sur les partenariats public-privé (PPP), il n'existe rien de plus méprisable qu'une entreprise privée. La diabolisation de l'économie de marché est poussée si loin qu'on se demande combien de syndiqués endosseraient ces manifestes s'il leur venait à l'idée de les lire.

La Fédération des infirmières et infirmiers du Québec accuse le gouvernement Charest de vouloir « libéraliser des secteurs économiques complets qui, jusque-là, échappaient aux forces du marché ». Mais qu'ont-elles de si épouvantables, ces forces du marché ? Les infirmières ne profitent-elles pas tous les jours, comme la grande majorité des Québécois, de l'action de ces forces, à la fois comme travailleuses et comme consommatrices ?

La CSN déplore que « les services publics soient considérés comme de simples marchandises et les citoyens comme des clients à satisfaire ». Peut-être que si les usagers des services publics étaient plus souvent considérés comme des « clients à satisfaire », ces services seraient de meilleure qualité...

Selon la FTQ, « l'État brade une partie importante de la richesse publique pour la livrer impunément aux mains d'entreprises privées à la recherche de profits ». Les profits, quelle horreur ! Pourtant, n'est-ce pas l'une des motivations de chacun d'entre nous, améliorer son bien-être matériel ? Que cela s'appelle salaire ou profit, l'un n'est pas plus immoral que l'autre.

Pour sa part, la Centrale des syndicats démocratiques (CSD) s'inquiète de voir les PPP transférer du public au privé des « biens sociaux ». Et la centrale de rappeler que « c'est au fil de l'histoire que la terre est devenue de plus en plus privée, empêchant ainsi dans certains pays des milliers de personnes (d'accéder) à l'autosuffisance alimentaire et au logement ». Avons-nous bien lu ? La CSD serait-elle favorable à la collectivisation des terres, dont on sait quel succès elle a eue là où on l'a mise à l'essai ?

////////////////////////////

Le Canada est un pays capitaliste et ne s'en porte pas trop mal merci. Au Québec, 85 % des travailleurs sont à l'emploi d'entreprises privées. De manière générale, ils n'y sont pas exploités : leur rémunération est dans plusieurs cas supérieure à celle des employés du secteur public. C'est de l'entreprise privée et de ses employés que vient le dynamisme et la richesse du Québec, richesse qui donne aux gouvernements les moyens d'agir.

Bref, l'entreprise privée, en soi, n'est pas à dénigrer, au contraire. Cela ne veut pas dire que le gouvernement devrait s'associer au privé pour tous ses projets. Au contraire, Québec devra faire preuve d'une grande prudence. Comme plusieurs autres intervenants en commission parlementaire, les syndicats ont soulevé des questions très pertinentes au sujet de la nouvelle Agence des partenariats public-privé. Par exemple : quelles informations relatives à ces partenariats seront publiquement accessibles ? L'Agence étant chargée à la fois d'évaluer les projets soumis par les ministères et de promouvoir les PPP, ses évaluations ne risquent-elles pas d'être systématiquement favorables ?

Ces faiblesses doivent être corrigées. Mais elles ne suffisent pas à invalider toute la démarche. C'est encore moins le cas de la méfiance maladive qu'expriment les centrales syndicales à l'égard de l'entreprise privée.



serge.chapleau@lapresse.ca
DROITS RÉSERVÉS

OPINION

Peu de différences

Dans la relation Canada—États-Unis, bien peu de choses séparent Bush et Kerry

JOHN PARISELLA



M. Parisella est coauteur du « Livre Élections Made IN USA », publié récemment aux Éditions La Presse.

On se croirait à la veille du Super Bowl ou d'une septième partie de la Série mondiale. Et pourtant, il s'agit bien de l'élection pour la présidence des États-Unis avec tout le spectacle et le drame que l'on associe habituellement à une production hollywoodienne. Une élection Made in U.S.A. ! Il ne faut pas s'y tromper, la décision des électeurs américains de mardi prochain sera historique. Les deux candidats à la présidence incarnent deux visions et deux directions différentes pour l'avenir de l'Amérique avec des effets qui se feront sentir bien au- delà de ses frontières.

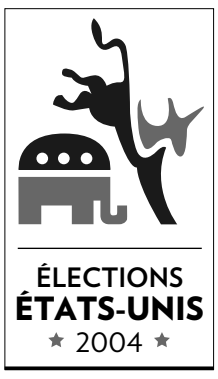
Les sondages (dont ceux de *La Presse*) le prouvent. Les Canadiens expriment une nette préférence pour le sénateur démocrate John Kerry. Pourtant, en prenant soin d'examiner de près le programme de chacun des candidats en ce qui concerne la relation Canada-États-Unis, il nous faut admettre, sauf peut-être pour le dossier de l'environnement, qu'on y retrouve peu de différences. Tous deux sont favorables au bouclier antimissile et tous deux ont des positions fort similaires face aux problèmes commerciaux. Certes, Kerry et Bush appuient l'ALENA mais dans les faits, ni l'un ni l'autre ne sont véritablement à l'abri des puissants lobbys commerciaux. En clair, à court terme, il ne faudrait pas considérer qu'une victoire éventuelle de Kerry puisse être une panacée pour régler nos litiges commerciaux avec les États-Unis.

À titre de seule superpuissance sur la planète, les États-Unis doivent exercer un leadership moral auquel nous sommes en droit de nous attendre. Et dans cette perspective, John Kerry représente le meilleur choix pour l'Amérique.

À long terme toutefois, les choses pourraient être tout autre. Si Bush est réélu, on peut déjà prévoir une continuité des politiques actuelles de la Maison-Blanche. Malheureusement, il faut bien se l'avouer, le Canada ne semble pas être en grande faveur avec l'administration Bush. Depuis notre profond différend sur une participation de nos troupes à la guerre en Irak, on ressent peu d'efforts de rapprochement de la part de l'administration Bush à notre endroit. En ce sens, les dernières interventions de l'ambassadeur américain au Canada furent plutôt dans le but de nous semoncer sur nos politiques en matière de sécurité et des dépenses militaires que de reconnaître nos lignes de force communes. On est loin des étroites relations Mulroney-Reagan ou encore celles de Chrétien-Clinton.

Pourraient-elles s'améliorer sous une présidence de John Kerry ? Kerry connaît mieux notre pays que le président Bush et ses politiques sociales sont plus en symbiose avec notre façon de penser. À plus long terme, plusieurs indices nous permettent de prévoir que l'élection du sénateur Kerry pourrait favoriser un retour à une plus grande complicité entre le gouvernement Canadien et la Maison-Blanche. Le fait que John Kerry parle français nous permet de croire qu'il pourrait davantage être sensible aux réalités canadiennes. En matière d'affaires étrangères, l'approche multilatérale de Kerry est en continuité avec celle des présidents américains depuis la Deuxième Guerre mondiale. Il a exprimé à de nombreuses reprises son engagement envers les institutions internationales comme moyen d'éviter ou de régler des crises internationales. Depuis 1945, le Canada et les États-Unis ont généralement suivi une approche commune en ce qui concerne le rôle des institutions internationales. Également, on retrouve dans l'entourage de Kerry plusieurs anciens conseillers de l'ère Clinton, pour qui le Canada a toujours été considéré comme un allié. (...)

À quelques jours du vote, le choix de l'Amérique est maintenant entre la continuité sous Bush ou le changement sous Kerry. Il est clair que la polarisation de l'électorat tourne autour de la question de l'Irak et la gestion de cette guerre, la lutte contre le terrorisme, l'état de l'économie et le sujet des valeurs propres à chaque parti. Le jour du vote, Bush souhaite que l'électeur se questionne sur lequel est le plus apte à protéger l'Amérique (who makes us safer ?). De son côté, Kerry présente la performance de Bush comme déficiente et incompétente, et il pose la question suivante à l'électorat : « Voulez-vous quatre autres années de George W. Bush ? » Celui qui saura imposer « sa question » le jour du vote sur le peu d'indécis qui reste et sur les électeurs flottants aura le plus de chance de l'emporter.



Les débats télévisés ont permis à John Kerry de s'établir comme une alternative viable. Depuis, les efforts des partis sont concentrés sur la mobilisation des militants et la sortie du vote. On prévoit une plus forte participation pour cette élection qu'à l'an 2000, où le taux de participation a été de 51 %. Les sondages sur le plan national et dans les États pivots (Ohio, Pennsylvanie, Floride pour n'en nommer que trois), sont dans la marge d'erreur. De plus, plusieurs observateurs craignent des contestations judiciaires à la suite de l'élection. Les 58 000 bulletins par correspondance égarés en Floride ne font rien pour rassurer. Bref, une soirée imprévisible qui s'amorce.

La campagne tire à sa fin et le choix à faire pour les électeurs ne peut pas être plus clair. La guerre contre le terrorisme et la guerre en Irak ne se terminera pas le 2 novembre peu importe le gagnant. Mais les espoirs et les rêves de nos voisins du sud doivent se réaliser bien au-delà de cette date. L'Amérique doit être plus qu'une puissance économique et militaire. À titre de la seule superpuissance sur la planète ainsi que la démocratie la plus vieille et la plus stable, elle doit exercer un leadership moral auquel nous sommes en droit de nous attendre. Dans cette perspective, John Kerry représente le meilleur choix pour l'Amérique.

FORUM

PPP : peurs et passions



ALAIN DUBUC
COLLABORATION SPÉCIALE

Dans un monde normal, le projet du gouvernement Charest d'implanter des partenariats public-privé devrait susciter des discussions, mais jamais un débat de société, intense et émotif, comme celui que nous connaissons.

Mais le Québec, dans ses débats publics sur l'État, a cessé de faire partie du monde normal. La sacralisation d'un modèle a mené à l'idée que le fonctionnement de l'État, ses responsabilités, ses pratiques devaient à toutes fins pratiques être immuables et mène à voir les changements à l'ordre établi comme des démissions ou des trahisons.

Un concept nouveau ici, mais largement adopté ailleurs, comme les PPP, a donc déclenché un mouvement d'opposition où s'expriment de puissantes forces de conservatisme et de statu quo. Elles viennent, ce n'est pas étonnant, de ceux qui profitent le plus du maintien de l'État dans sa forme actuelle, l'alliance entre le monde syndical et l'opposition péquiste.

L'idée que le secteur privé soit le partenaire de l'État dans certains projets ne constitue en effet pas une grande révolution. Les liens public-privé sont nombreux, notamment par le biais de la sous-traitance. Les PPP vont cependant plus loin, puisque le secteur privé peut devenir partenaire de projets qui auraient autrement été publics, et participe à la conception, au financement, parfois à la gestion, mais aussi aux risques.

Le projet du gouvernement libéral, qui fait l'objet depuis cette semaine d'une commission parlementaire, piloté par la présidente du Conseil du trésor, Mme Monique Jérôme-Forget, a proposé une liste précise de projets qui pourraient faire l'objet d'un PPP, essentiellement de grands travaux d'infrastructure : le parachèvement de l'autoroute 30, la maison de l'OSM à Montréal, une prison à sécurité minimum en Montérégie, des ententes entres hôpitaux et cliniques privées, la construction et la rénovation de centres de longue durée.

Il est vrai que ce concept introduit une nouveauté, et c'est le fait que l'État, tout en restant maître d'oeuvre des projets, partage ses responsabilités dans des secteurs qui étaient auparavant un monopole public. Mais avant de s'indigner, il faut souligner que cette pratique s'est généralisée en Europe, et qu'elle se développe ailleurs au Canada.

Le Québec ne réinvente pas la roue, il ne se lance pas à tête baissée dans une destructrice aventure néo-libérale, il ne fait qu'explorer, avec retard, des pistes qui ont été largement empruntées ailleurs, beaucoup dans l'Europe nouvelle, d'abord en Grande-Bretagne, mais aussi en Suède pour les transports en commun, en France, presque partout au Canada, notamment en Colombie-Britannique. Ces nombreuses expériences permettront d'ailleurs au Québec d'éviter les écueils rencontrés ailleurs.

////////////////////////////

Mais pourquoi le gouvernement Charest s'est-il lancé là-dedans ? Comme les autres, parce qu'on n'a pas d'argent et qu'on veut compter sur le privé pour financer une partie de ses projets et prendre une partie des risques, et des bénéfices. Ensuite parce que dans certains secteurs, le privé a un *know-how* technique que l'État n'a pas, ou encore peut atteindre une efficacité supérieure. En outre, il est parfois possible, dans la recherche de partenaires, de faire jouer la concurrence. Enfin sans doute, et c'est la dimension idéologique, pour développer des façons de faire différentes, moins rigides et moins monolithiques.

Est-ce que cela vaut la peine ? On ne le sait pas dans l'absolu. Tout dépend des projets. Cela exige donc une approche de cas par cas, pour ne retenir que les projets avantageux, c'est-à-dire qui permettent au gouvernement d'économiser de l'argent, qui procurent de meilleurs services aux citoyens, qui respectent aussi les principes qui guident l'action de l'État, par exemple le maintien des conditions de travail des employés affectés ou la gratuité et l'universalité dans les projets liés à la santé.

Le vrai test de l'approche, si elle est bien faite, ce sera donc la capacité du gouvernement de dire non et de rejeter les projets qui ne sont pas avantageux. Cela exige des mécanismes pour évaluer les dossiers, faire le montage financier, rédiger les contrats, d'où la création d'une Agence des partenariats public-privé, qui fait l'objet de la présente commission parlementaire.

Cela exigera aussi une vigilance collective. Dans le cas du Québec, où la chose est nouvelle, il faut préciser les contours de l'approche, apprendre à maîtriser un mode de gestion publique différente. Il est donc souhaitable que les PPP fassent l'objet d'un débat, que les projets soient soumis à la discussion publique.

Mais on peut le faire sans dogmatisme, en discutant de la politique que Mme Jérôme-Forget a rendue publique, un projet clair et modéré, et en évitant les procès d'intention sur un quelconque agenda caché du gouvernement Charest. Les PPP ne sont ni une révolution, ni une panacée, mais plus modestement un outil de plus dans l'arsenal de l'État, un outil qui a fait ses preuves ailleurs.

COURRIEL
Pour joindre Alain Dubuc
adubuc@lapresse.ca

La santé d'Arafat : touchante sollicitude

Mais qu'en est-il de celle des millions de Palestiniens qui subissent l'occupation?

RACHAD ANTONIUS



L'auteur est professeur à l'Université du Québec à Montréal.

Depuis quelques jours, les médias s'inquiètent et s'agitent au sujet de la santé de M. Arafat. Est-il bien ? Est-il malade ? De quoi souffre-t-il ? Est-il tombé dans le coma ou bien a-t-il simplement perdu connaissance ? Va-t-on enfin lui permettre de se faire soigner dans un vrai hôpital, à Paris ?

Cette sollicitude est touchante.

Mais pourquoi se préoccupe-t-on tant de lui ? Ah : c'est que s'il disparaît, cela changera la donne en Palestine. Qui lui succédera ? Est-ce que ce sera le chaos ? Est-ce que ce sera le Hamas ? Mais qui au juste lui succédera ? On veut des noms : Qorei ? Abbas ? On voudrait savoir qui, exactement, lui succédera. Le processus de paix va-t-il être relancé ? La paix s'éloigne-t-elle ?

Si on s'inquiète tellement pour l'avenir de la paix en Palestine, je voudrais suggérer qu'on s'intéresse aussi à la santé des quelques millions de Palestiniens qui vivent sous l'occupation militaire israélienne. Leur état de santé, leur survie et leur bien-être auront certainement plus d'impact sur le processus de paix que l'état de santé du leader historique de l'OLP. Lui-même préférerait sans doute qu'on se préoccupe davantage de la survie et de la santé de son peuple que de la sienne.

Le numéro du 16 octobre 2004 du *British Medical Journal* rapportait le témoignage du Dr

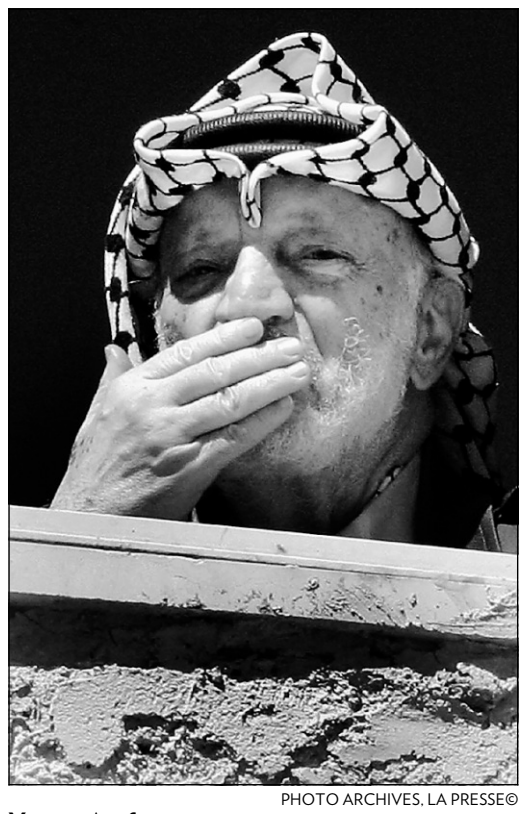


PHOTO ARCHIVES, LA PRESSE©

Yasser Arafat

Derek Summerfield, honorary senior lecturer à l'Institut de psychiatrie de Londres, qui écrivait ce qui suit :

« L'armée israélienne a tué en toute impunité, depuis septembre 2000, plus de civils palestiniens non armés que le nombre de personnes tuées le 11 septembre 2001. En commettant 238 exécutions extrajudiciaires, l'armée a aussi tué 186 personnes (incluant 26 femmes, et 39 enfants). Les deux tiers des 621 enfants tués aux points de contrôle (les check points), dans la rue, sur la route de l'école, dans leur maison, dont les deux tiers avaient moins de 15 ans, ont été tués par des balles de petit calibre, qui visaient dans la moitié des cas la tête, le cou et la poitrine (...).

Il ajoutait aussi que :

« Le Mur va isoler 97 cliniques de soins primaires et 11 hôpitaux des populations qu'ils desservent ».

Rappelons que ce Mur ne sépare pas Israël des territoires occupés, mais qu'il pénètre profondément dans ces territoires, et que son impact sur l'économie, sur le quotidien et sur la santé de la population palestinienne est désastreux. « Je ne comprends pas que ceux qui savent ce que signifient les barbelés et les miradors de l'Allemagne nazie n'aient pas un haut-le-coeur en voyant les barbelés et les miradors qui emprisonnent les Palestiniens aujourd'hui », disait Leila Shahid il y a quelques jours à Montréal.

Je soumets modestement que la transition à l'après-Arafat aurait été beaucoup moins inquiétante si la santé et la survie de la population palestinienne faisaient l'objet d'autant de sollicitude de la part des démocraties occidentales que celle qui s'exprime envers la santé de M. Arafat. Elle aurait été plus sereine si la politique d'occupation, avec l'horreur des pratiques quotidiennes qui en découlent, était mise en échec par les gouvernements qui veulent vendre la démocratie dans cette région du monde. Les processus politiques permettant l'émergence d'un leadership nouveau auraient pu fonctionner si les conditions de l'occupation militaire n'étaient pas si désastreuses. C'est sur ce problème qu'il faut se pencher pour construire une paix juste, fondée sur la reconnaissance mutuelle.

Tous les ministres étaient d'accord

« Je trouve injuste que l'on oublie aujourd'hui les circonstances qui nous ont amenés à mettre en place la stratégie des commandites »

ALFONSO GAGLIANO

L'auteur est l'ex-ministre fédéral des Travaux publics. Nous vous présentons ici des extraits du texte que M. Gagliano nous a fait parvenir.

Face aux résultats du référendum de 1995, bon nombre de Canadiens furent consternés et bouleversés de voir que le pays aurait pu connaître une césure importante pour les générations futures. Dans un tel climat, le gouvernement fédéral devait absolument poser des gestes. L'idée d'un bon gouvernement à Ottawa ne suffisait plus aux yeux des Québécois. C'est alors que le premier ministre a demandé à un groupe de ministres d'étudier et de faire rapport au Conseil des ministres dans le but d'élucider les circonstances d'un tel résultat et faire des recommandations appropriées pour qu'une telle situation ne se reproduise jamais. (...)

Au début du mois de février 1996, lors de la première retraite de l'année du Cabinet, le groupe de ministres chargé d'étudier les résultats du référendum fit rapport de la situation cahoteuse de l'élection référendaire au Québec. Bien que pour nous, les ministres du Québec connaissions les tenants et les aboutissants et les explications d'usage des résultats du référendum, il était devenu tout aussi important que l'ensemble du Cabinet puisse prendre la mesure exacte, faire des commentaires et entamer une discussion sérieuse sur le sujet. La conclusion était claire : Nous étions absents, Ottawa était loin des régions, nous étions peu sensibles aux différences des Québécois.

« Les commandites n'étaient pas un programme, ni une politique, mais plutôt une stratégie de communications pour mieux faire passer nos messages. »

Tous les ministres ont appuyé alors la stratégie et le déploiement à suivre y compris les membres du Cabinet actuel comme Paul Martin, Anne Maclellan, Ralph Goodale, Pierre S. Pettigrew, Stéphane Dion, Lucienne Robillard et d'autres. Nous devions alors communiquer mieux avec les Canadiens et surtout avec les Québécois. C'est à cette période de notre mandat que nous avons adopté une motion reconnaissant le caractère distinct du Québec, le veto régional et la loi sur la clarté référendaire.

Brillante stratégie

Par ailleurs, il est bon aussi de rappeler qu'à chaque fois que le Parti québécois prenait le pouvoir dans la capitale provinciale il savait utiliser les services du gouvernement pour faire passer ses messages à la population du Québec. Sur le plan des communications son action était presque toujours concertée et portait fruit dans bien des domaines. Il faut bien le souligner, le PQ avait à cette époque une brillante stratégie de communication en s'assurant que chaque service du gouvernement ou que chaque geste posé le soit avec le label Québec, renforçant par le fait même la dimension patriotique et le sentiment d'appartenance.

De plus, le système d'éducation du Québec n'enseignait pas la même histoire du Canada que dans le reste du pays. Il donnait aux étudiants québécois une perspective totalement différente en mettant l'emphase sur le sentiment national et les racines locales. Le PQ a toujours su que pour atteindre son objectif ultime (la souveraineté du Québec), il devait manier avec brio l'utilisation des communications avec comme arrière-plan l'idée de renforcer le sentiment d'appartenance. Il réussissait également à montrer que le gouvernement fédéral n'était pas en mesure de répondre aux besoins des Québécois et que son action était trop centralisatrice. Souvenons-nous qu'à cette époque, le PQ était présent sur tous les fronts : avec les sociétés d'État — Hydro-Québec, SAQ, Loto-Québec, notamment — et dans tous les secteurs — organismes socio-communautaires, organismes sportifs et culturels, etc.

Ainsi, nos actions devaient aussi être concertées. À cet égard, la première liste d'événements à soutenir a été approuvée par le Conseil du Trésor en 1996. Il n'y avait pas de budget régulier pour un tel financement et les fonds sont venus de la réserve pour l'unité nationale mise en place par Brian Mulroney. Rappelons que les commandites n'étaient pas un programme, ni une politique, mais plutôt une stratégie de communications pour mieux faire passer nos messages auprès des Canadiens et surtout auprès des Québécois.

Grande visibilité

Au tout début, le gouvernement du Canada a apporté son support financier à la Formule 1 et aux Canadiens de Montréal, se donnant par le fait même une grande visibilité. Par la suite, après ma suggestion, le gouvernement a cherché à appuyer financièrement des événements de moins grande envergure dans les différentes communautés et ce, dans toutes les régions du Québec pour mieux rejoindre les organisations locales de bénévoles désirant mettre sur pied des événements de rayonnement.

Rappelons avec force ici que notre prétention n'était pas le patronage mais davantage la recherche de l'identité canadienne à travers des événements locaux. Notre objectif était de démontrer notre appartenance aux Québécois en célébrant avec eux leur réalité régionale. Nous devions travailler fort car à chaque fois que nous décidions d'apporter



PHOTO ARCHIVES, LA PRESSE©

Alfonso Gagliano

notre support à un événement, les organisateurs locaux recevaient très souvent des reproches du gouvernement du Québec et même le retrait de certaines initiatives financières du Québec.

Les Jeux du Québec à Drummondville constituent un bel exemple de la pression du gouvernement québécois suite à notre désir de leur offrir un support financier de 200 000 $ pour l'organisation des jeux. Les organisateurs furent avisés que s'ils acceptaient notre support ils se verraient retirer la participation financière du Québec de l'ordre de plus d'un million de dollars. Nous devions combattre ces situations à chaque jour. De plus, le gouvernement du Québec dépensait des sommes beaucoup plus considérables que nous via ses sociétés d'État pour mousser différentes activités provinciales. Ces dépenses étaient plus considérables que les nôtres à l'égard des sociétés de la Couronne. Enfin, nous avions mis sur pied des tournées des ministres du Québec pour promouvoir les programmes canadiens au Québec, mais surtout nous voulions être présents dans les différentes communautés, écouter les gens et répondre à leurs attentes.

Tout compte fait je crois, jusqu'à preuve du contraire, que nos fonctionnaires ont travaillé très fort et ont donné le meilleur d'eux-mêmes parce que ils avaient à coeur l'unité de leur pays, le Canada. Pouvons-nous penser qu'ils auraient pu mieux gérer la stratégie des commandites ? La réponse est affirmative et plusieurs améliorations ont été apportées au fil des années. En jetant le bébé avec l'eau du bain, le gouvernement Martin a fait une grande erreur. Je trouve injuste que l'on oublie aujourd'hui les circonstances qui nous amenés à mettre en place la stratégie des commandites. (...)

MONDE

LE TOUR DU GLOBE

AFGHANISTAN

Rapt à Kaboul

Un groupe se faisant appeler « l'Armée des musulmans » a revendiqué hier auprès de la télévision satellitaire Al-Jazira du Qatar l'enlèvement de trois employés de la commission électorale de l'ONU à Kaboul. À Kaboul, des sources concordantes de l'ONU et afghanes ont confirmé le rapt de trois étrangers, une Irlandaise, une femme du Kosovo et un Philippin. Ils ont été pris alors que leur véhicule, portant le sigle de l'ONU, s'approchait de leur lieu de travail. Le groupe responsable serait le même que celui qui avait enlevé en novembre 2003 un ingénieur turc, Hasan Onal, travaillant pour la compagnie turque Cukurova-Gulsan, en charge de la reconstruction de la route Kaboul-Kandahar. d'après AFP

PAKISTAN

Explosion

Sept personnes, dont un Américain, ont été blessées hier dans une « forte » explosion survenue à l'hôtel Marriott d'Islamabad, capitale du Pakistan. Selon les autorités pakistanaises, l'explosion a peut-être une cause accidentelle, « certainement un court-circuit », a assuré le ministre de l'Intérieur Aftab Sherpao à des journalistes sur place. « Des experts sont arrivés mais il n'y a aucune indication d'une activité terroriste », a-t-il ajouté. Un diplomate américain qui dînait avec des collaborateurs a été légèrement blessé lors de l'explosion, avait indiqué un responsable du département d'État à Washington. L'hôtel Marriott est un des plus populaires d'Islamabad auprès des hommes d'affaires et de la presse étrangère. d'après AFP

THAÏLANDE

Attentat à la bombe

Au moins une personne a été tuée et au moins 13 blessées dans un attentat à la bombe dans la province de Narathiwat, dans le sud musulman de la Thaïlande où 85 manifestants sont morts cette semaine, a annoncé hier une source officielle. « Un sac en plastique contenant l'engin a été jeté dans un bar puis le dispositif déclenché par un téléphone mobile », a déclaré un porte-parole du ministère de la Défense. Narathiwat est l'une des trois provinces à population majoritairement musulmane du Sud qui est agitée par une campagne de violences depuis janvier. d'après AFP

HAÏTI

Nouveaux incidents

Des activistes haïtiens armés, partisans du président déchu Jean-Bertrand Aristide, ont à nouveau provoqué hier des incidents à Port-au-Prince en tirant des coups de feu dans le quartier de Delmas, dans l'est de la capitale, où plusieurs voitures et camions ont été incendiés. Une controverse a par ailleurs éclaté à propos d'une éventuelle exécution sommaire commise mardi soir par des hommes en noir qui seraient des membres de la police dans le quartier de Fort National, sur une hauteur au centre de la capitale. Selon des riverains, plusieurs jeunes auraient été abattus sommairement par ces hommes en noir. Les corps auraient été emportés par une ambulance et n'ont pas été retrouvés à cette date. Pour sa part, la porte-parole de la police, Jessie Coicou, a démenti toute opération de la police dans la zone. d'après AFP

IRAN

Uranium enrichi

L'Iran, dont les négociations avec les Européens n'ont pas abouti mercredi, aura jusqu'à la mi-novembre pour décider d'un arrêt illimité de l'enrichissement d'uranium ou risquer des sanctions de l'ONU, selon des diplomates interrogés hier. « Le 15 novembre est une sorte d'ultimatum logistique pour l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) » car il lui faudrait 10 jours pour vérifier, le cas échéant, que l'Iran a bien suspendu ses activités pour l'enrichissement, a déclaré un diplomate occidental. Selon lui, ce délai a été mentionné par le directeur général de l'AIEA Mohamed ElBaradei pour être prêt avant la réunion cruciale du 25 novembre. Les États membres de l'agence onusienne de sûreté nucléaire décideront alors de transmettre ou non le dossier iranien au Conseil de sécurité des Nations unies. d'après AFP

L'après-Arafat: des espoirs limités



JOONEED KHAN

REGARD SUR LE MONDE

Après Arafat, qui, quoi ? La question a surgi avec acuité après la subite dégradation de la santé du président de l'Autorité palestinienne. Car celui qui, du terrorisme au Nobel de la paix, de l'exil aux Territoires occupés, a incarné la cause de son peuple pendant 40 de ses 75 ans, n'a pas préparé sa succession. Il a été le chef suprême, unique, exclusif, au point où un grand quotidien australien le surnomme « Monsieur Palestine ».

Derrière cette image, ce « mystique Arafat » qu'étudiait *Newsweek* dans un dossier fin août, existent cependant des institutions, des organisations et une société civile qui démontrent chaque jour la résilience palestinienne, la gestion créatrice d'un quotidien soumis à des violences multiples, alors qu'Arafat, président-symbole, est assiégé depuis près de quatre ans par l'armée israélienne dans les ruines de la Mouqata'a, son Q.G. de Ramallah, en Cisjordanie occupée. Il y a d'abord l'Autorité palestinienne elle-même, avec un gouvernement que chapeaute Ahmad Qoreï, malgré ses démêlés avec Arafat et les critiques de corruption contre ses ministres. Il y a aussi le Conseil législatif palestinien (CLP), avec 88 députés élus démocratiquement en 1996, en même temps qu'Arafat était élu président de l'Autorité palestinienne. Près de 80 % des électeurs y participèrent, choisissant entre 552 candidats de 16 partis et groupes, en plus d'indépendants.

Il y a enfin le Conseil national palestinien (CNP), structure qui représente les 3,7 millions de Palestiniens des territoires occupés (2,5 millions en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, 1,2 million dans la bande de Gaza), aussi bien que les six millions de la diaspora. L'Organisation de libération de la Palestine (OLP) est la grande tente politique qui rassemble tout ce monde et ces partis, avec Arafat comme chef et Mahmoud Abbas, prédécesseur d'Ahmad Qoreï, comme numéro 2.

Selon des sources palestiniennes haut placées, un triumvirat formé d'Abbas, de Qoreï et de Selim Zaanoun, président du CNP, agira comme organe exécutif durant la maladie d'Arafat. Celle-ci aura donc eu le mérite de mettre en branle une amorce de succession. Si Arafat venait à mourir, la loi fondamentale de l'Autorité palestinienne prévoit que le président du CLP lui succède, en attendant l'élection d'un nouveau président dans les 60 jours.

Les médias du monde entier spéculaient hier sur les successeurs potentiels, à commencer par Abbas, Qoreï et Nabil Chaath, survivants de la vieille garde autour d'Arafat. Il y a bien Yasser Abed Rabbo, plus jeune et ministre, mais il provient d'un groupe dissident du FDPLP de Nayef Hawatmeh, pas du Fatah d'Arafat. Il y a aussi Jibril Rajoub et Mohammad Dahlan, jeunes chefs de sécurité qu'Arafat a écartés, et que le *Jérusalem Post* voit d'un bon oeil. Et il y a Marwan Barghouti, jeune leader du Fatah, mais qui purge de lourdes peines dans une prison israélienne.

L'engagement pris hier par Israël d'accepter le retour d'Arafat dans les Territoires après son traitement en France annonce peut-être déjà un changement d'attitude de la part du premier ministre Ariel Sharon, qui refuse depuis quatre ans de le rencontrer. Il a suivi sans relâche une stratégie « unilatérale » (opérations militaires, démolition de maisons, mur de séparation, retrait de Gaza) en invoquant « l'absence d'interlocuteurs » palestiniens. Son gouvernement a approuvé l'expulsion d'Arafat, ses partisans ont proposé que le président palestinien soit « éliminé ».

Le président américain George W. Bush ayant approuvé la démarche de Sharon — lui aussi a refusé de rencontrer Arafat, le déclarant même en 2002, « politiquement mort » —, plusieurs veulent savoir si l'après-Arafat va relancer le dialogue israélo-palestinien et ranimer le processus de paix, avec un président américain prêt à recevoir les dirigeants palestiniens. De l'avis général, les chances d'un déblocage sont toutefois minces. Leila Shahid, déléguée générale de Palestine en France, en tournée au Québec, a répondu en ces termes à l'affirmation de Condoleezza Rice, la conseillère de Bush, à l'effet qu'Arafat « doit partir » : « Les Palestiniens n'accepteront pas de représentants imposés et n'écouteront personne d'autre que les dirigeants qu'ils auront élus librement et démocratiquement. »

Elle résumait l'opinion générale du peuple palestinien, au sein duquel les islamistes du Hamas et du Djihad voient d'ailleurs la démarche de l'Autorité palestinienne depuis Oslo comme une erreur stratégique et une trahison de la cause palestinienne. Et les chances de voir Marwan Barghouti sortir tel un Nelson Mandela des prisons israéliennes sont nulles : Mandela hérita d'une Afrique du Sud unie, Barghouti aura du mal à rassembler les morceaux épars de la seule Cisjordanie.



PHOTO GORAN TOMASEVIC, REUTERS

Des bulldozers ont retiré hier plusieurs des carcasses de voiture et des barils qui avaient été posés devant le quartier général de Yasser Arafat, à Ramallah, pour décourager d'éventuelles attaques israéliennes.

Deux regards sur Arafat

Il y a deux ans, au pire moment de la crise au Proche-Orient, *La Presse* avait suivi le conflit à travers le regard de deux familles — l'une israélienne, l'autre palestinienne. La première est celle de Patricia et Shay Chetrit, Juifs israéliens établis à Jérusalem avec leurs trois enfants. La seconde, c'est la famille de Nedal et Hoyda Jayousi, vivant à Ramallah, la grande ville de Cisjordanie, eux aussi avec leurs trois enfants. Notre journaliste Agnès Gruda a joint les deux familles hier pour recueillir leurs réactions devant la santé chancelante de Yasser Arafat.

Le symbole écorché

Nedal Jayousi a passé l'essentiel des trois dernières années en chômage. Les emplois ne pleuvent pas à Ramallah et sa spécialité — le dialogue israélo-palestinien — n'est pas très en demande ces jours-ci.

Mais récemment, cet homme dans la quarantaine a réussi à trouver un bon boulot comme conseiller au bureau local de la Commission européenne. Et c'est dans le cadre de ses fonctions qu'il a rencontré, il y a trois semaines à peine, le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat.

« Il semblait en pleine forme. Nous avons mangé de la soupe et nous avons discuté jusque tard dans la nuit », se rappelle-t-il.

Il a donc été très surpris par la maladie du « Vieux ». Il n'était pas le seul : la nouvelle a mis tout Ramallah en émoi. « Plusieurs de mes amis n'ont pas dormi de la nuit, pour être au courant des dernières nouvelles. Quand j'y suis passé en après-midi, des centaines de gens se pressaient devant l'immeuble de la Mouqata'a. »

Pour les Palestiniens, la mort du « Vieux » serait une grande perte, dit Nedal. Selon lui, Arafat n'était pas un grand leader, mais il demeure le grand symbole de la résistance palestinienne.

Depuis deux ans, Israël l'a invité à partir à de nombreuses reprises, sans garantie de retour. Il aurait pu aller vivre en France ou ailleurs, mais il a choisi de se cloîtrer dans ses bureaux de Ramallah, et les Palestiniens lui en sont reconnaissants, dit Nedal.

Lui-même espère que l'éternel survivant s'en sortira une fois de plus. Mais en même temps, il croit que les Palestiniens se trouvent dans un cul-de-sac. « Nous avons besoin de changement », affirme-t-il.

Sans l'énoncer clairement, Nedal paraît déchiré entre un sentiment de tristesse devant la mort possible du vieux leader et l'espoir que son départ permette enfin un déblocage.

« Il y a des gens prêts à prendre la relève. Ce sera difficile. Mais le pire serait que les États-Unis imposent un leader de leur cru. On pourrait alors se retrouver avec un bain de sang à l'irakienne. »

Au moment où il jonglait avec ces hypothèses, Nedal n'avait toujours pas la moindre idée du véritable état de santé d'Arafat. « Si jamais il est évacué de Ramallah, c'est que la si-

Le fourbe

Quand le téléphone a sonné, Patricia Chetrit regardait la télévision dans le salon de sa coquette maison de Jérusalem-Ouest. « Ils parlent d'Arafat toutes les cinq minutes. Mais on ne sait toujours pas ce qu'il a », déplorait-elle.

Durant toute la journée d'hier, c'était le festival de la rumeur. « Un ami bien informé à la Knesset m'a dit qu'il était cliniquement mort », raconte-t-elle. Pourtant, quelques heures plus tard, on a vu le vieux chef entouré de ses proches, pas en grande forme, mais toujours bien vivant.

Comment les Israéliens réagiraient-ils à la mort d'Arafat ? « Je me demande si on va lancer des bonbons dans les rues, comme le font les Palestiniens quand il y a des attentats en Israël », s'interroge Patricia avec amertume.

Elle prend bien soin de dire qu'elle ne souhaite la mort de personne : à chacun son heure, dit-elle avec philosophie. Mais elle ajoute immédiatement : « Si Arafat était mort plus tôt, c'est toute l'histoire de mon pays qui aurait pu évoluer différemment. »

Au début du processus de paix, elle avait cru à la sincérité du leader palestinien : « Il voulait un pays et je le comprenais. » Mais elle voit aujourd'hui en lui un personnage fourbe : tout miel devant, tout violence derrière.

Le départ d'Arafat ne risque-t-il pas de causer une nouvelle vague de violence au Proche-Orient ? « Je crois qu'il y a des gens très bien dans son entourage qui peuvent le remplacer », se rassure-t-elle. Et puis, ces jours-ci, elle ne craint pas tant les terroristes palestiniens comme les extrémistes juifs qui protestent contre l'évacuation des colons israéliens de Gaza.

Elle s'accroche au plan controversé du gouvernement Sharon comme à un ultime espoir de voir la paix revenir enfin dans son pays. Une paix à laquelle elle aspire de tout coeur : sa fille aînée vient tout juste de terminer son service militaire que déjà son fils de 18 ans, Ilan, doit s'enrôler. Une perspective qui l'effrayait tellement qu'il en a fait une dépression. La famille l'a envoyé en France. Il doit rentrer en décembre.

Pour elle, Arafat n'était pas un artisan de paix. Ce n'était pas non plus un grand leader. « Il aura fini en laissant son peuple devant rien », conclut-elle tristement.

PRÉSIDENTIELLE 2004

PORTRAIT
LE *GOVERNATOR* À LA RESCOUSSE
PAGE A23

LES SURPRISES D'OCTOBRE PAGE A22

Des attaques virulentes dans la dernière ligne droite



ALEXANDRE SIROIS

WASHINGTON – Alors que la campagne de John Kerry battait de l'aile l'an dernier, un participant à une tribune téléphonique s'est moqué de lui en affirmant que les Red Sox de Boston allaient gagner la Série mondiale avant qu'il devienne président.

Comme l'équipe de baseball n'avait pas été couronnée championne depuis 1918, cela revenait à affirmer que le candidat démocrate allait faire long feu. Hier, Kerry a raconté cette anecdote le sourire aux lèvres et une casquette des Red Sox vissée sur la tête.

Le Bostonien avait une autre bonne raison de sourire que le triomphe de son équipe favorite : il a reçu un sérieux coup de pouce de Bruce Springsteen. Le Boss, qui lui prêtera main-forte d'ici la fin de la campagne, a permis hier au politicien de rassembler plus de 80 000 personnes à Madison, capitale du Wisconsin.

« Nous avons déjà eu un saxophoniste à la Maison-Blanche (Bill Clinton), nous avons maintenant besoin d'un guitariste », a affirmé Springsteen. Kerry joue de cet instrument et a déjà fait partie d'un groupe rock.

Après avoir serré le Boss dans ses bras, le candidat démocrate s'est rapidement mis à attaquer George W. Bush avec véhémence. Le président lui a rendu la pareille. À cinq jours du vote, les échanges entre les deux candidats ont été parmi les plus belliqueux de la campagne.

Pour le quatrième jour consécutif, les explosifs disparus en Irak ont été au coeur du débat. Le président a continué d'accuser Kerry de sauter aux conclusions dans ce dossier, affirmant qu'un tel comportement n'était pas celui d'un commandant en chef.

« Monsieur le président, je suis d'accord avec vous », a répliqué Kerry, reprochant à Bush d'avoir lui-même sauté aux conclusions à de multiples reprises et « ignoré les faits qu'on lui avait donnés ».

« George Bush a sauté aux conclusions à propos du 11 septembre et de Saddam Hussein. George Bush a sauté aux conclusions à propos des armes de destruction massive. George Bush a sauté aux conclusions à savoir comment les Irakiens accueilleraient nos troupes », a martelé le sénateur démocrate.

Kerry a aussi reproché à Bush de s'être réclamé de l'héritage de John Fitzgerald Kennedy. « John Kennedy savait comment prendre ses responsabilités pour les erreurs qu'il avait faites, a-t-il dit. Monsieur le président, il est grand temps pour vous de commencer à prendre vos responsabilités pour les erreurs que vous avez faites. »

Bush était aussi d'humeur querelleuse. « John Kerry est le mauvais homme pour le mauvais emploi au mauvais moment », a-t-il dit, répétant la formule utilisée par son adversaire pour qualifier la guerre en Irak.

Le président a commencé la journée au Michigan pour la terminer en Pennsylvanie après un arrêt en Ohio, trois États qui détermineront le résultat de l'élection du 2 novembre. Chaque fois, il a répété que Kerry change d'avis en fonction des événements

« Quel est l'impact de ce manque de conviction sur nos soldats qui risquent leur vie pour une cause essentielle ? Quel est l'impact sur nos alliés qui nous ont rejoint pour la défense de cette cause ? Quel est le signal qu'il lance à nos ennemis ? », a déclaré Bush.

« Cela veut dire que si vous durcissez le ton, John Kerry reculera. Et c'est un signal très dangereux à émettre en ce moment », a ajouté le président. Ses propos de plus en plus agressifs traduisent les inquiétudes des républicains quant à l'issue du scrutin, ont estimé plusieurs analystes.

Les organisateurs du président font cependant tout pour le dépeindre d'ores et déjà comme le gagnant. Ses rassemblements sont maintenant davantage festifs et on y projette des confettis. Et dès aujourd'hui, le populaire gouverneur de la Californie Arnold Schwarzenegger fera campagne à ses côtés.

Hier, c'est l'ancien maire de New York, Rudy Giuliani, qui a tenté de donner un coup de pouce au président. Il a cependant soulevé la controverse en affirmant que ce sont les soldats américains et non Bush qui étaient responsables des explosifs disparus en Irak.

Les républicains ont fait les frais d'une autre polémique quand on a découvert que l'une de leurs récentes publicités comporte une image truquée. On y voit apparaître une foule de soldats et, en y regardant de plus près, on se rend compte que certains y figurent plus d'une fois.

Les démocrates ont demandé le retrait de la publicité en affirmant qu'elle est « malhonnête ». « La tribune présidentielle bloquait certaines personnes alors elle a été retirée et des images de soldats ont été ajoutées », a expliqué le responsable de la campagne de Bush, Ken Mehlman, sur les ondes du réseau CNN. Il a promis que cette « erreur de montage » sera corrigée.

Avec AFP et AP.



PHOTO HECTOR MATA, AFP

Bruce Springsteen, qui prêtera main-forte au candidat démocrate John Kerry d'ici la fin de la campagne, a permis hier au sénateur de rassembler plus de 80 000 personnes à Madison, capitale du Wisconsin.

CE QUE BUSH A DIT

« Le sénateur Kerry dirait n'importe quoi pour se faire élire. »

— À propos des attaques de Kerry sur la disparition des explosifs en Irak.

CE QUE KERRY A DIT

« Cette équipe des Red Sox a fait son retour, malgré toutes les prédictions, et a montré à l'Amérique ce que c'est qu'avoir du coeur. »

— À propos de la victoire de l'équipe de Boston (Kerry est sénateur du Massachusetts) en Série mondiale du baseball.

Souffrez-vous d'anxiété préélectorale?

La fièvre des élections a atteint une telle intensité que nos voisins du Sud commencent à souffrir d'un syndrome d'anxiété préélectorale, comme l'a savamment diagnostiqué le *Washington Post*. Dans les médias, on entend de plus en plus de commentaires du genre « Ma pression sanguine est trop élevée », « Je veux fermer la télé » ou encore « J'aimerais que tout soit déjà terminé ». Suggestion aux amis américains : venez vous rafraîchir au Canada en écoutant parler du scandale des commandites !

Des *Liberty Fries* avec ça?

Estimant que le président des États-Unis est un peu le président du monde et visiblement anti-Bush, l'hebdomadaire français *Marianne* a lancé un appel mondial à la non-réélection du candidat républicain. Pour ce faire, une pétition en ligne a été mise sur pied. Plusieurs personnalités l'ont déjà signée dont l'acteur Gérard Depardieu, les écrivains Salman Rushdie et Tahar Ben Jelloun ainsi que le réalisateur Ettore Scola. Si vous voulez ajouter votre nom : **www.marianne-en-ligne.fr**

Les non-Américains aux urnes

Les non-Américains peuvent aussi voter pour le candidat de leur choix à l'occasion d'un scrutin (fictif, il va sans dire) tenu sur Internet. GolbalVote2004.org se définit comme un organisme neutre. Il comptabilise les votes (un par adresse courriel) et diffusera les résultats aux médias américains 48 heures avant le scrutin. Selon le site, le fait que les Américains soient informés de l'opinion du reste de la planète pourrait influencer leur choix.
L'adresse : **www.globalvote2004.org**.

LE CHIFFRE DU JOUR

58 000

nombre de bulletins de vote par correspondance qui ont été égarés en Floride. Ces bulletins devaient être envoyés à des électeurs ne prévoyant pas se présenter dans un bureau de scrutin le 2 novembre. Mais hier, à six jours du vote, ils n'étaient toujours pas arrivés au domicile de ces gens-là. Dans le comté de Broward, près de Miami, les bureaux des partis politiques et des organismes chargés du vote ont été inondés d'appels de plaintes. Aucune explication n'a été donnée sur cette mystérieuse disparition.

PRÉSIDENTIELLE 2004

Les surprises d'octobre



RICHARD HÉTU
COLLABORATION SPÉCIALE

NEW YORK — La « surprise d'octobre », terme désignant l'événement imprévu susceptible d'influencer le résultat d'une élection présidentielle, se fait toujours attendre. L'administration Bush annoncera-t-elle la capture de ben Laden ou d'Al-Zarqaoui d'ici l'Halloween ? Il se fait tard, mais aucun scénario ne doit être exclu.

En attendant, il faut reconnaître que les derniers jours de la campagne ont quand même réservé quelques surprises. De la pénurie de vaccins contre la grippe à la montée des prix du pétrole, en passant par la disparition de 400 tonnes d'explosifs en Irak, l'actualité a semblé sourire à John Kerry et bouder George W. Bush. L'affaire des explosifs est particulièrement utile à Kerry, qui en fait le symbole des échecs du président en Irak. Elle a été dévoilée lundi par deux organes de presse honnis de la droite — le *New York Times* et la chaîne CBS.

Il n'en fallait pas plus pour que les commentateurs conservateurs se mettent à parler d'un complot ayant pour objectif de faire battre Bush. Suivant le discours des Rush Limbaugh, Bill O'Reilly et consorts, le *Times* et CBS ne seraient pas les deux seules institutions impliquées dans la conspiration. L'ONU serait également dans le coup, par l'entremise de l'Égyptien Mohamed ElBaradei, directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

« ElBaradei s'est ligué avec quelqu'un pour tenter de sauver son emploi », a déclaré Limbaugh mercredi, précisant que les États-Unis sont « insatisfaits de son travail à la tête de l'AIEA ».

Cette thèse a semblé trouver au moins un preneur au sein du *Washington Post*, qui s'est interrogé sur le rôle du diplomate égyptien dans un éditorial publié hier.

Le journal a en effet trouvé « intéressant de noter » que la révélation sur la disparition des explosifs émane de l'AIEA, « dont le directeur ElBaradei est un adversaire de longue date de l'administration Bush sur l'Irak, bien avant le début de la guerre ».

Le quotidien a relevé également que les informations parues dans la presse américaine sont survenues quelques jours seulement après qu'ElBaradei ait reçu un rapport sur l'état des sites militaires en Irak.

L'AIEA a été informée de la disparition des explosifs le 10 octobre par l'Irak. Peu après, le président Bush a été mis au courant de l'affaire par sa conseillère pour la Sécurité nationale Condoleezza Rice, mais n'a pas jugé utile de réagir immédiatement.

Autre fait à noter, selon l'éditorial du *Post* : ElBaradei a entrepris « une démarche très inhabituelle » en envoyant lundi, le jour où l'affaire a été révélée par le *Times*, « une deuxième lettre au Conseil de sécurité de l'ONU pour confirmer la disparition des explosifs ».

« Le fait qu'il ait fourni un bon argument à la campagne de Kerry, juste huit jours avant l'élection présidentielle, n'a manifestement pas dissuadé ce haut responsable de l'ONU », a souligné le *Post*.

L'affaire finira peut-être par influencer le scrutin de mardi prochain, comme le souhaite le camp Kerry. Elle a certainement pris l'équipe de Bush au dépourvu. Tentant de limiter les dégâts, les républicains ont dépêché hier matin un de leurs ténors, Rudolph Giuliani, à l'émission *Today* de la chaîne NBC.

Mais Giuliani a fait durer le suspense républicain en déclarant que les soldats déployés en Irak, et non le président, étaient responsables de la recherche des explosifs.

« Ont-ils cherché avec l'attention nécessaire ? s'est demandé l'ancien maire de New York. On ne peut blâmer le président pour ce qui s'est passé », a-t-il ajouté.

Les démocrates ont rapidement sauté sur la déclaration de Giuliani.

« Le président a envoyé un membre de sa garde rapprochée pour défendre le fait qu'il n'a rien fait », a déclaré le colistier de Kerry, John Edwards, devant des partisans réunis à l'Université du Minnesota. « Et Rudy a blâmé les soldats. Il a dit qu'ils n'avaient pas fait leur travail. Il n'aurait pas pu se tromper davantage. Permettez-moi d'être très clair. Nos hommes et nos femmes en uniforme ont fait leur travail. C'est George Bush qui n'a pas fait le sien. »

Les républicains parviendront peut-être à changer de sujet au cours du week-end. Depuis deux jours, le site Internet Drudge Report fait état de l'existence d'une vidéocassette où un membre d'Al-Qaeda menacerait de frapper à nouveau les Américains si Bush et Dick Cheney sont reportés au pouvoir.

La vidéocassette se trouve en possession de la chaîne ABC, qui l'aurait obtenue d'une source au Pakistan. ABC en a diffusé un extrait hier soir. Si l'affaire prend de l'ampleur, ce sera au tour des démocrates de crier au complot.

En Floride, des élections qui virent à l'obsession

LE SOLEIL

FLORIDE — En Floride, à quatre jours des élections présidentielles, les nombreux ratés du vote par anticipation laissent craindre une répétition du chaos électoral de l'an 2000. Personne n'a la moindre envie d'en rire.

Dans le comté de Broward, au nord de Miami, des dizaines de milliers d'électeurs qui devaient voter par correspondance n'ont toujours pas reçu de bulletin de vote. Le comté de Broward, où l'on retrouve notamment Fort Lauderdale, fait justement partie des quatre comtés de la Floride où s'est déroulé l'incroyable recomptage de l'automne 2000. Les partisans de George W. Bush affirment à la blague qu'il se poursuivrait encore, si la Cour suprême des États-Unis n'y avait pas mis un terme, au début du mois de décembre 2000.

Hier, les autorités électorales du comté ont dû répéter mille fois qu'elles n'ont aucune idée où les dizaines de milliers de bulletins de vote par correspondance ont pu aboutir. Mystère et boule de gomme. Elles ont promis d'expédier en catastrophe de nouveaux bulletins à tous ceux qui n'en ont pas reçu, même si le temps commence à manquer.

Mais déjà, d'autres problèmes ont surgi. Juste au sud, dans le comté de Miami-Dade, on déplore des files d'attente monstres dans certains bureaux de vote par anticipation. Mercredi, sous un soleil de plomb, les électeurs mettaient parfois trois heures avant de voter. Le comté de Miami-Dade, qui comprend notamment le centre-ville de Miami, faisait aussi partie des quatre comtés...

En 2000, George W. Bush l'a emporté par seulement 537 voix, dans toute la Floride. « Nous sommes un peu débordés par le grand nombre de gens qui veulent voter par anticipation, avouait hier d'un air gêné la responsable d'un bureau de vote de la 1re rue, en plein centre-ville de Miami. Selon elle, plus de 120 000 électeurs du comté de Miami-Dade avaient déjà voté mercredi soir. Du jamais vu ! Elle soutient que pas moins de 20 % des électeurs devraient avoir voté par anticipation, d'ici le 2 novembre.

Dehors, à quelques pas de là, une poignée de partisans des deux principaux partis s'invectivaient au coeur d'une manifestation d'une centaine de personnes dénonçant les salaires de misère. Interrogés sur les raisons qui les poussent à vouloir voter avant le 2 novembre, la plupart des électeurs tenaient le même discours qu'Enrique R. Guzman, arrivé de Porto Rico il y a 58 ans. « Je voulais être sûr de pouvoir voter. Avec les files d'attente le jour des élections, je n'ai même pas pu voter la dernière fois. Cette fois-ci, je ne me suis pas fait avoir. »

Dans le sud de la Floride, on croyait que la généralisation du vote électronique allait régler tous les problèmes, même s'il ne permet pas les recomptages. On peut déjà en douter. Dans le comté Miami-Dade, par exemple, les électeurs sont appelés à voter sur 39 propositions différentes ! Il y a bien sûr le président à choisir. Puis les sénateurs, les représentants à Washington et au Congrès de la Floride. Ajoutez à cela le maire du comté, les juges et les membres de la commission scolaire, et vous comprendrez pourquoi il faut en moyenne neuf minutes à chaque électeur pour exercer ses multiples droits de vote. Cette année, les électeurs de la Floride doivent aussi se prononcer sur huit amendements constitutionnels, qui vont de l'instauration d'un salaire minimum à la suspension du droit à la vie privée d'une mineure lorsqu'elle demande une interruption de grossesse.

« Les élections sont en train de nous rendre fous », entend-on partout. En Floride, la campagne électorale tourne à l'obsession. Bon nombre de gens en sont réduits à espérer une victoire très nette d'un des candidats, peu importe lequel, pour en finir le plus vite possible.

« Une chose est sûre : nous ne pourrions accepter une répétition de la farce de l'an 2000, assure David, un militant rencontré devant un bureau de scrutin du comté de Miami-Dade. Les gens n'accepteraient pas que les élections soient volées une deuxième fois. »

VENTE FERMETURE
FIN DE BAIL DOLLARD-DES-ORMEAUX



Vaillancourt MC
MEUBLES • ACCESSOIRES • DÉCORATION

NOUS PAYONS
LA TPS ET LA TVQ EN PLUS !
VENDREDI, SAMEDI et DIMANCHE *
* Ne s'applique pas sur les ventes antérieures.

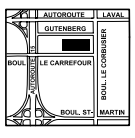
TOUTE OFFRE RAISONNABLE SERA ACCEPTÉE !
AU MAGASIN DE DOLLARD-DES-ORMEAUX

TOUT DOIT ÊTRE VENDU !
IL FAUT VIDER LES LIEUX !

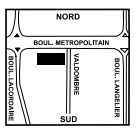
5 000 000 $ EN LIQUIDATION

HEURES D'OUVERTURE :
(Exceptionnellement durant la vente)
Lundi et mardi : 10 h à 18 h
Mercredi : Fermé
Jeudi et vendredi : 10 h à 21 h
Samedi et dimanche : 10 h à 17 h

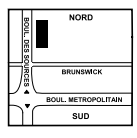
La Super Vente se tient dans nos 3 magasins



Laval
2400, boul. Le Corbusier
angle du boul. Le Carrefour
(sortie 10 de l'autoroute des Laurentides)
450-687-5221 ou
514-337-6077



Saint-Léonard
5860, boul.
Métropolitain est
sortie Lacordaire (côté sud du Métropolitain)
514-257-6001



Dollard-des-Ormeaux
3345, boul. des Sources
(côté nord de la Transcanadienne)
514-685-5009

FINANCEMENT accord D Desjardins
Interac PAIEMENT DIRECT
Vaillancourt VISA MasterCard

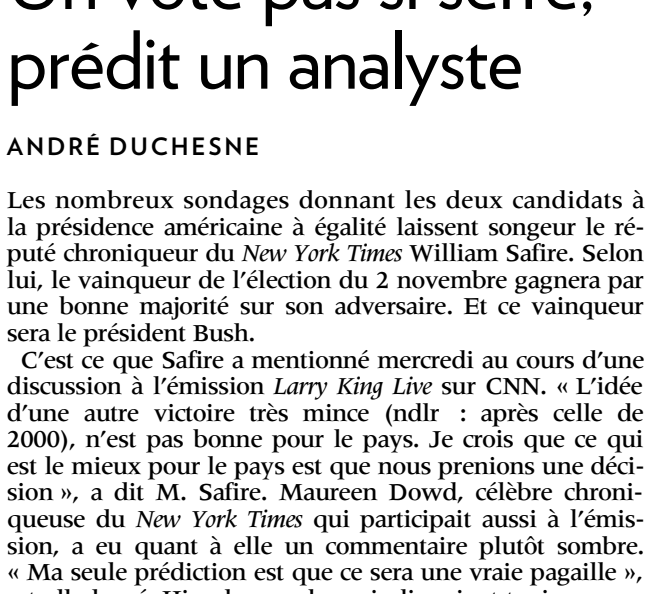
3266985A

Un vote pas si serré, prédit un analyste

ANDRÉ DUCHESNE

Les nombreux sondages donnant les deux candidats à la présidence américaine à égalité laissent songeur le réputé chroniqueur du *New York Times* William Safire. Selon lui, le vainqueur de l'élection du 2 novembre gagnera par une bonne majorité sur son adversaire. Et ce vainqueur sera le président Bush.

C'est ce que Safire a mentionné mercredi au cours d'une discussion à l'émission *Larry King Live* sur CNN. « L'idée d'une autre victoire très mince (ndlr : après celle de 2000), n'est pas bonne pour le pays. Je crois que ce qui est le mieux pour le pays est que nous prenions une décision », a dit M. Safire. Maureen Dowd, célèbre chroniqueuse du *New York Times* qui participait aussi à l'émission, a eu quant à elle un commentaire plutôt sombre. « Ma seule prédiction est que ce sera une vraie pagaille », a-t-elle lancé. Hier, les sondages indiquaient toujours une lutte extrêmement serrée. Ainsi, la moyenne des sondages évalués par le site Internet *CNN.com* donnait le président Bush vainqueur par deux points (49-47), exactement comme la veille. De son côté, le *Washington Post* prévoyait hier la victoire de Kerry par un point (49-48), et la maison Zogby donnait un score de 48-46 en faveur de Bush.



Près de 120 millions d'enfants dans le monde ne sont pas scolarisés. Plus de la moitié d'entre eux sont des filles.

Vous pouvez offrir une meilleure éducation aux enfants. Mais aussi de l'eau potable, une meilleure nutrition, une meilleure santé.

À l'Halloween, aidez-nous à réaliser leurs rêves. Donnez généreusement.

1 866 ENFANTS
www.unicef.ca
unicef

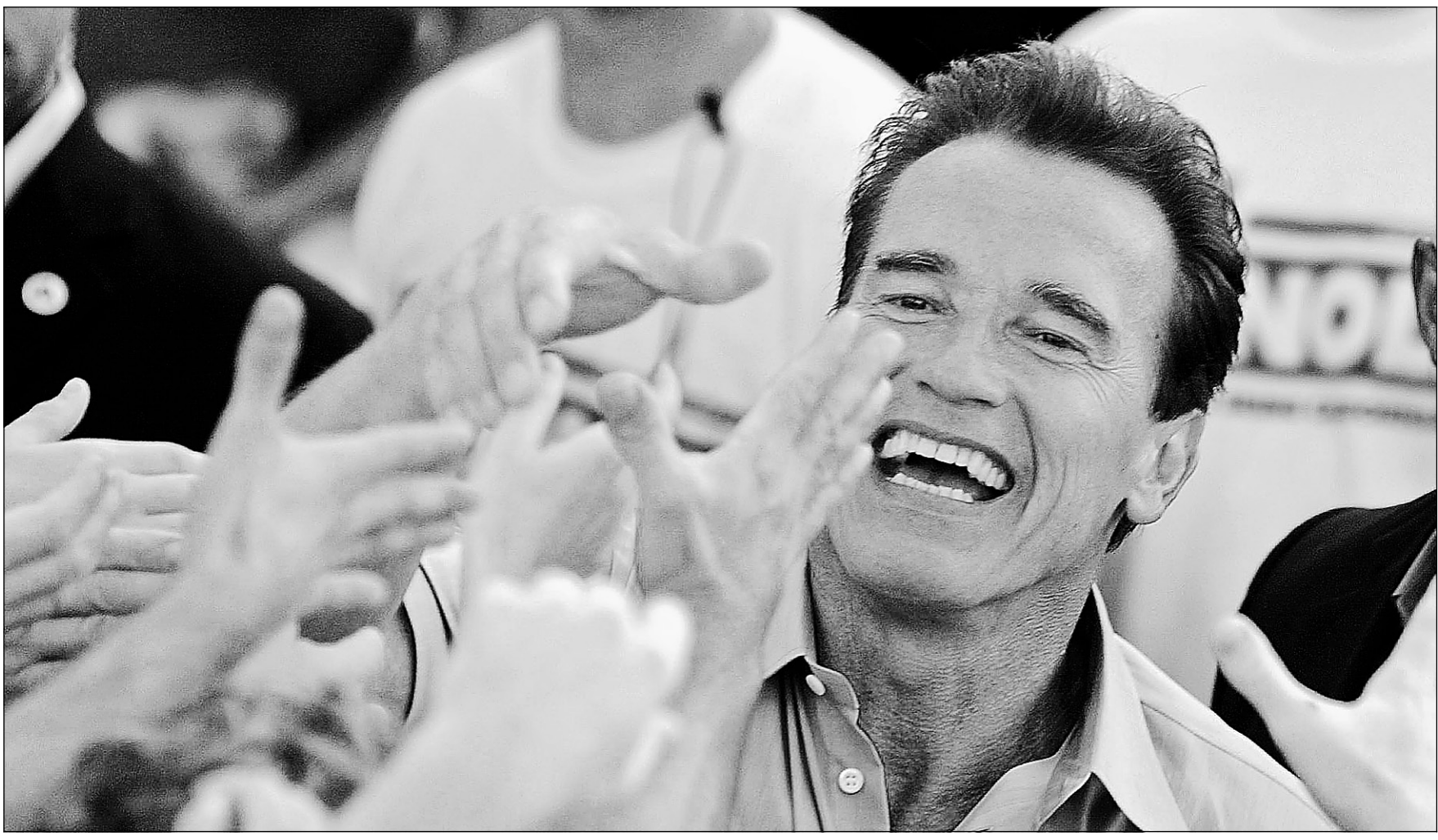
3266440A

PRÉSIDENTIELLE 2004

Le *Governator* à la rescousse



ISABELLE HACHEY



CHRIS CARLSON, AP

Arnold Schwarzenegger est la star incontestée du Parti républicain. Un an après son élection triomphante comme gouverneur de la Californie, le taux de popularité de l'acteur d'Hollywood atteint toujours la stratosphère.

LOS ANGELES — Il n'a qu'à pousser la porte du Chili's & Grill, un resto branché de Los Angeles, pour faire tourner les têtes. On voit de tout dans cette ville, mais ce spécimen-là est tout simplement trop beau pour être vrai : teint bronzé, dents blanches, muscles saillants que l'on devine sous le costume noir. Frayant son chemin de table en table, il ne ménage ni les sourires ni les bons mots. Derrière lui se bousculent une vingtaine de journalistes, tenus à distance par des gardes du corps à peine moins costauds que leur protégé.

On s'attend à ce que le directeur crie « Coupez ! » d'une minute à l'autre. À ce qu'il se mette à signer des autographes. Mais non. Le *Governator* est là pour serrer des mains : il est en pleine campagne électorale.

Arnold Schwarzenegger est la star incontestée du Parti républicain. Un an après son élection triomphante à la tête de la Californie, son taux de popularité atteint toujours la stratosphère — du jamais vu dans ce bastion démocrate. Personne ne peut donner plus de punch à la dernière ligne droite de la campagne de George W. Bush que l'ancien culturiste d'origine autrichienne. Après maintes hésitations, il a accepté de sauter dans son jet privé, ce soir, pour aller soutenir le président en Ohio.

Les républicains espèrent que la star hollywoodienne pourra faire la différence dans cet État où chaque vote compte. Mais Arnold Schwarzenegger, 57 ans, risque de payer le prix politique de son court séjour en Ohio — surtout si la balance finit par pencher du côté républicain. C'est que les démocrates de Californie aiment bien « Arnie », comme on le surnomme ici, mais pourraient avoir beaucoup de mal à lui pardonner d'avoir contribué à la réélection d'un président qu'ils honnissent.

M. Schwarzenegger s'est d'ailleurs bien gardé de s'afficher aux côtés de M. Bush au court de la campagne qui s'achève. Jusqu'ici, le gouverneur s'est surtout contenté de faire connaître son opinion à propos de la myriade d'initiatives qui seront soumises au scrutin du 2 novembre en Californie — comme lors de cette virée au Chili's & Grill, mercredi, où il faisait campagne contre l'instauration d'un nouvel impôt destiné à financer les soins de santé.

« Arnold Schwarzenegger est la meilleure chose qui ne soit jamais arrivée à la Californie ! Il s'attaque aux problèmes de l'État un à un, il consacre beaucoup de temps à résoudre chaque enjeu, il se préoccupe de la classe moyenne », dit Gary Moors, un client du Chili's, encore un peu secoué d'avoir été abordé en plein repas par l'imposant *Terminator* de son enfance. « Je suis un démocrate convaincu, mais notre gouverneur transcende les étiquettes », affirme-t-il. Autour de la table, ses amis — tous démocrates — acquiescent en avalant leurs hamburgers-frites.

Républicain modéré, Schwarzenegger présente l'image d'un politicien habile, prêt à travailler avec ses rivaux démocrates. Le gouverneur est ouvert sur les enjeux de société comme le droit à l'avortement, la défense de l'environnement et le contrôle des armes à feu. Récemment, il n'a pas hésité à briser la ligne du parti pour donner son appui à la recherche sur des cellules souches. Son conservatisme s'affiche surtout dans le domaine économique : selon lui, un gouvernement doit être minimal ; trop d'impôts et de règlements freinent la création d'emplois.

Au mieux, les relations entre Schwarzenegger et Bush sont tièdes. Le premier tente de construire des ponts, le second a profondément divisé l'Amérique. Le président avait pourtant promis d'unir le pays — tout comme il avait promis un « conservatisme compatissant », alors que ses positions semblent soumises à l'imprimatur des groupes religieux du sud des États-Unis. Pour M. Bush, le mariage gai est une menace à la société ; pour M. Schwarzenegger, l'enjeu n'a aucune pertinence.

Tout aussi populaire qu'il soit, le gouverneur a ses détracteurs. À trop vouloir ménager la chèvre et le chou, il aurait balayé les problèmes sous le tapis, reportant les décisions difficiles mais inévitables. Pire, selon Jamie Court, concepteur du site ArnoldWatch.org, il s'agirait d'un politicien « malhonnête » qui ne doit sa popularité qu'à son statut de vedette. Malgré ses belles promesses, M. Schwarzenegger n'aurait guère fait mieux que ses prédécesseurs, cédant aux groupes de pression de la capitale, Sacramento, ainsi qu'aux intérêts des grandes entreprises qui ont financé son élection.

Assurément, la popularité du gouverneur ne sera pas suffisante pour permettre au président Bush de ravir les 55 votes électoraux de la Californie à son rival démocrate, John Kerry. « Il est très apprécié, mais ce n'est pas Superman, admet Linda Boyd, présidente du Parti républicain dans le comté de Los Angeles. Si la partie est perdue d'avance en Californie, rien n'est joué en Ohio. Aujourd'hui, M. Schwarzenegger a pris le pari d'appuyer M. Bush, ce qui pourrait lui coûter cher auprès des électeurs californiens et auprès de sa femme démocrate, Maria Shriver, nièce de John F. Kennedy.

En fait, la dernière fois que M. Schwarzenegger a appuyé le président, lors de la convention républicaine de New York, fin août, « il n'y a pas eu de sexe pendant 14 jours », a-t-il récemment raconté devant un auditoire hilare.

Président Arnold?

ISABELLE HACHEY

LOS ANGELES — Au début, cela ressemblait à une mauvaise blague. Un « Monsieur Muscles » à l'air un peu niais, une star hollywoodienne s'exprimant à coups de roquettes et de monosyllabes, avait l'intention de devenir gouverneur de Californie, la sixième économie du monde. Un an plus tard, Arnold Schwarzenegger a fait taire ses critiques. Plusieurs s'attendent même, sans rire, à voir l'ancien culturiste emménager un jour à la Maison-Blanche.

« Longtemps, Arnold Schwarzenegger était presque une caricature. On l'avait sous-estimé. Désormais, plus personne n'ose s'en moquer », dit Barry Greenberg, un agent d'Hollywood. Si le reste du monde connaît surtout la vedette à l'accent impossible pour sa mémorable interprétation d'un robot, les Californiens, eux, le voient maintenant comme un politicien crédible et compétent.

Il incarne à merveille le rêve américain. Né dans une Autriche battue et humiliée, deux ans après la Seconde Guerre mondiale, il a été élevé dans une maison sans téléphone ni plomberie. Son père, chef de police nazi, lui préférait son frère aîné. Il s'est mis à s'entraîner aux poids et haltères dans le sous-sol familial.

Arnold Schwarzenegger est devenu Mr Univers. Aux États-Unis, il a mis sur pied son entreprise de produits d'entraînement. À 22 ans, il était déjà millionnaire. Mais son ambition le poussait plus loin : il a conquis Hollywood, épousé une héritière du clan Kennedy et, en octobre 2003, il est devenu gouverneur de Californie, tout comme un autre acteur avant lui : Ronald Reagan.

Pourquoi s'arrêterait-il en si bon chemin ? D'abord, à cause de la Constitution, qui interdit à un Américain né à l'étranger d'être candidat à la Maison-Blanche. Ce n'est pourtant pas le genre d'obstacle qui semble arrêter le *Terminator*.

Son vieil ami Orrin Hatch, sénateur de l'Utah, a présenté un projet de loi qui rendrait éligibles à la présidence les candidats ayant obtenu la citoyenneté américaine depuis au moins 20 ans. Incidemment, M. Schwarzenegger a obtenu la sienne en 1983.

Mais ce n'est qu'une fois la Constitution (éventuellement) amendée que l'acteur-politicien devrait surmonter des obstacles dignes des plus incroyables films d'action pour conquérir la Maison-Blanche.

« Je ne crois pas qu'il puisse devenir président, parce qu'il serait alors placé sous microscope, dit Jamie Court, critique du gouverneur. Or, cet homme a au moins une douzaine de Monica Lewinsky dans son placard. »

À VOS AFFAIRES LE DIMANCHE

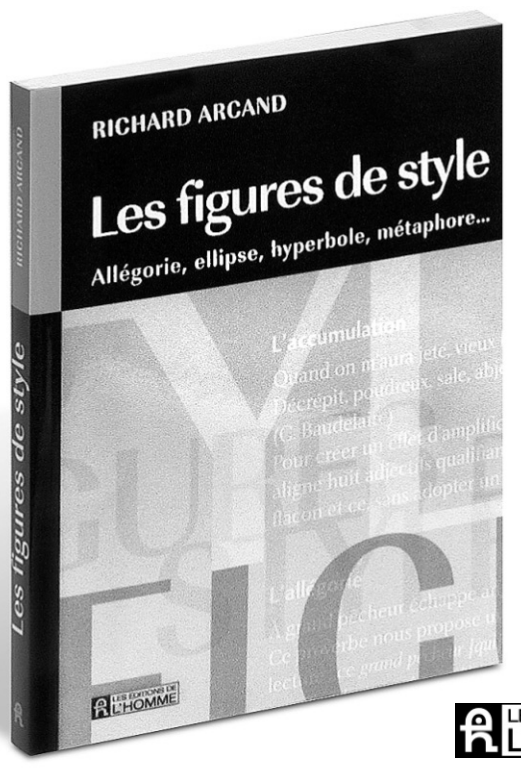


CE DIMANCHE DANS LA PRESSE

LE CHAUFFAGE, faut économiser !

3267282A

LA SUPERGRILLE DU MOIS
LA PRESSE



LES ÉDITIONS DE L'HOMME

EN OCTOBRE,
cinquante gagnants mériteront le livre
LES FIGURES DE STYLE
et un t-shirt *La Presse*.

04648

À SURVEILLER
DIMANCHE

3265679A

À lire ce samedi dans votre journal

Une initiative de :
Agence de l'efficacité énergétique Québec
Vous économisez. L'environnement y gagne aussi.

SEMAINE DE L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE 2004
« L'énergie à la maison : des réponses à vos questions ! »

En partenariat avec : Canada, Hydro Québec, GazMétro la vie en bleu, Fonds en efficacité énergétique



3267896A

le style est dans le sac !

59,99 griffés

sacs à main vendus ailleurs 120 $ et plus

Si votre passion pour les chaussures n'a d'égale que votre penchant pour les fourre-tout en tweed et les pochettes en croco, bienvenue au paradis des sacs à main ! Ces jours-ci, Winners propose en effet un superbe choix de sacs griffés à prix si abordable que vous pourrez probablement vous offrir des gants assortis. Grand style à petit prix, l'affaire est dans le sac !

WINNERS

on gagne à y aller souvent MC

3267304A

Cette offre s'applique uniquement à certains modèles. Prix tels qu'indiqués. ©2004 Winners

Maintenant plus de 160 magasins au Canada. Pour connaître l'emplacement du magasin le plus proche de chez vous, visitez **www.winners.ca** ou composez le 1 877-WINN-877. Soyez au fait - inscrivez-vous dès aujourd'hui au courrier électronique de Winners!